

OCDE
ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ROYAUME-UNI

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

MARS 1979

STATISTIQUES DE BASE DU ROYAUME-UNI

LE PAYS

Superficie totale (milliers de km ²)	244	Villes principales (millions d'habitants, estimation au 1-7-1977) :	
Superficie agricole (milliers de km ²), en 1977	188	Londres (métropole)	7.0
		Birmingham	1.1
		Glasgow	0.8
		Liverpool	0.5
		Manchester	0.5

LA POPULATION

Population au 30-6-1977	55 919 000	Total de la population active civile occupée, en 1977	24 550 000
Densité au km ²	229	dont :	
Accroissement annuel net, moyenne 1972-1977	5 600	Agriculture	661 000
Taux de variation annuel, 1972-1977	0.0	Industrie (avec construction)	9 826 000
		Autres activités	14 063 000

L'ÉTAT

Dépenses ordinaires du secteur public en 1977 (en % du PNB)	21	Composition de la Chambre des Communes (février 1979) :	
Recettes ordinaires du secteur public en 1977 (en % du PNB)	40	Travailleurs	307 sièges
Dette publique au 31 mars 1978 (en % des recettes ordinaires des Administrations publiques)	137	Conservateurs	279 »
		Libéraux	13 »
		Nationalistes écossais	11 »
		Unionistes de l'Ulster	9 »
		Plaid Cymru	3 »
		Autres	9 »
		Vacants	4 »
			635 sièges
		Dernières élections : 10-10-1974	

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

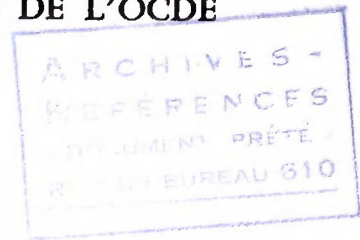
Exportations :		Importations :	
Exportations de biens et services, en % du PNB, en 1977	31	Importations de biens et services, en % du PNB, en 1977	30
Principaux produits exportés (en % des exportations totales, en 1977) :		Principaux produits importés (en % des importations totales, en 1977) :	
Machines	25	Pétrole et produits pétroliers	14
Matériel de transport	13	Machines	14
Produits chimiques	11	Produits chimiques	6
Textiles	4	Métaux non ferreux	3
Sidérurgie	3	Fruits et légumes	3
Métaux non ferreux	2	Viande	2

LA MONNAIE

Unité monétaire : Livre sterling		Unité monétaire par dollar des Etats-Unis, moyenne des données journalières :	
		Année 1978	0.5214
		Janvier 1979	0.4985

NOTE On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE



ROYAUME-UNI

MARS 1979

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.

Les Membres de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.

••

*L'examen annuel de la situation du Royaume-Uni
par le Comité d'Examen
des Situations Économiques et des Problèmes de Développement
de l'OCDE a eu lieu le 7 février 1979*

© OCDE 1979

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :

M. le Directeur de l'Information, OCDE

2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
I Évolution en 1978	6
Demande et production	6
Le marché du travail	11
Les coûts et les prix	15
L'évolution extérieure	18
II Politique économique	23
Politique budgétaire	24
Politique monétaire	26
III Le processus de reprise et d'ajustement	32
La récession de 1974 et 1975 et les progrès de la reprise	32
La politique de reprise et d'ajustement	38
IV Perspectives et conclusions	42
Perspectives à court terme	42
Conclusions	47
<i>Annexe</i> Chronologie économique	50
<i>Annexe</i> statistique	57

TABLEAUX

Texte

1	Dépense et production	7
2	Statistiques de main-d'œuvre	12
3	Composantes de la hausse des prix à la consommation	16
4	Indicateurs des coûts et des prix	17
5	Balance des paiements	19
6	Comptes des administrations publiques et besoin d'emprunt du secteur public	25
7	Indicateurs monétaires	27
8	Comparaison internationale des parts de profit	35
9	Avance des salaires réels	37
10	Dépenses publiques en faveur du commerce, de l'industrie et de l'emploi	41
11	Demande et production en 1979	43

Annexe statistique

A	Emploi du PIB	57
B	Consommation et investissement	58
C	Production et main-d'œuvre	59
D	Financement intérieur	60
E	Salaires, prix et position extérieure	61
F	Analyse des transactions en capital et des règlements officiels	62-63
G	Avoirs et engagements extérieurs	64

GRAPHIQUES

1	Investissement	9
2	Indicateurs du marché du travail	14
3	Commerce extérieur	21
4	Agrégats monétaires	29
5	Taux d'intérêt	31
6	Taux de croissance de la production	33
7	Part des bénéfices des entreprises et industrielles et commerciales dans le revenu total	36
8	Indicateurs de la politique économique	40

INTRODUCTION

L'amélioration de la situation économique, qui avait commencé à se manifester vers le milieu de l'année 1977, après une longue période de stagnation, d'inflation rapide et d'importants déficits extérieurs courants, s'est poursuivie en 1978. Les contraintes exercées par la balance des paiements et l'inflation tendant à s'alléger et le climat financier s'améliorant, les autorités britanniques ont modifié leur politique économique dans les derniers mois de 1977 en vue d'encourager la demande et de réduire le niveau élevé du chômage. Sous l'effet conjugué des mesures adoptées et d'une nette amélioration des termes de l'échange, la demande intérieure s'est fortement redressée en 1978 par rapport au léger fléchissement observé l'année précédente. La reprise de la consommation et de l'investissement privés a été particulièrement prononcée et l'expansion de l'activité s'est accompagnée d'une réduction continue du chômage. L'évolution favorable des prix des importations et des denrées alimentaires saisonnières a plus que compensé l'effet exercé sur les prix par la forte accélération de la hausse des gains moyens, permettant ainsi une sensible décélération de l'inflation. La balance extérieure courante est restée approximativement équilibrée. Les efforts entrepris l'année dernière pour relancer l'économie et corriger les déséquilibres résultant de la récession de 1974/75 ont cependant été contrariés par la perte de compétitivité des produits britanniques à l'étranger, la forte pénétration des importations, et l'impossibilité d'obtenir une modération du taux de croissance des gains salariaux. La politique de régulation de la demande a été légèrement durcie dans le courant de l'année.

A supposer que les autorités continuent d'exercer la même action sur la demande, tous les indicateurs font présager pour 1979 un net affaiblissement de la croissance de la demande et de la production, dont le taux devrait s'établir à un niveau proche de celui des capacités. La récente amélioration des conditions du marché du travail pourrait de ce fait prendre fin. Le Gouvernement et les syndicats n'ayant pu se mettre d'accord sur une nouvelle période de modération des salaires, les gains moyens continueront vraisemblablement de progresser de plus de 10%. Compte tenu de la remontée attendue des prix à l'importation, une accélération de la hausse des prix à la consommation paraît probable. Les perspectives extérieures semblent cependant un peu plus favorables. Le ralentissement de la croissance de la demande intérieure et l'augmentation de la production pétrolière de la Mer du Nord devraient se traduire par un fléchissement du taux d'accroissement du volume des importations, cependant que en dépit de la perte de compétitivité des produits britanniques, le volume des exportations pourrait légèrement se redresser, les marchés semblant devoir se développer plus rapidement qu'en 1978 et les exportations pétrolières devant continuer d'augmenter. Malgré le relèvement des prix à l'importation, l'amélioration des flux commerciaux sera vraisemblablement renforcée par une évolution favorable des termes de l'échange, ce qui devrait permettre une nette augmentation de l'excédent extérieur courant.

Après avoir analysé l'évolution de l'économie en 1978 (partie I) et les politiques monétaire et budgétaire (partie II), la présente étude examine (partie III) les progrès réalisés dans la voie de la relance de l'économie au sortir de la récession de 1974/75, les mesures d'ajustement adoptées par les autorités, et quelques-uns des principaux problèmes qui se posent à moyen terme. Elle se termine par une analyse des perspectives économiques à court terme et par quelques considérations sur la conduite de l'action gouvernementale (partie IV).

I ÉVOLUTION EN 1978

En 1978, la croissance de la demande et de la production a non seulement été rapide mais a concerné l'ensemble de l'économie. La demande intérieure totale a progressé d'environ 4½ %¹, toutes les principales composantes participant à cette expansion après le fléchissement généralisé observé en 1977. La balance extérieure réelle a exercé un effet négatif représentant l'équivalent d'environ 1 % du PIB ; en raison de la vigueur de l'expansion, les importations se sont nettement accrues tandis que la croissance des exportations tendait à se ralentir. Par rapport à 1977, où la faible progression du PIB avait été entièrement imputable à la variation de la balance extérieure réelle, tous les secteurs productifs ont participé à l'expansion en 1978, et en particulier le secteur de la construction dont l'activité s'est fortement redressée par rapport à son faible niveau de l'année précédente. L'accroissement de 3 % de la production s'est accompagné d'une augmentation de l'emploi et d'une réduction du taux de chômage tout au long de l'année. Le taux d'inflation s'est sensiblement ralenti. Sous l'effet du gonflement des importations, et malgré l'accroissement ininterrompu de la production de pétrole et de gaz naturel de la Mer du Nord, l'excédent de la balance des paiements courants s'est légèrement contracté en 1978.

Demande et production

La période de douze mois prenant fin au second semestre de 1978 a été marquée par une augmentation du revenu disponible réel des particuliers d'une ampleur (6¼ %) rarement égalée depuis le début des années 60. La principale raison en a été la forte accélération de la progression des rémunérations moyennes (dans le cadre des directives relatives à la série de négociations salariales ayant débuté en août 1977) dont le taux est passé d'environ 9 % en 1977 à près de 13½ % en 1978, associée au net ralentissement du taux de hausse des prix à la consommation (de 14¼ % en 1977 à environ 8¼ %). Les gains réels moyens ont de ce fait augmenté de 5 %, ce qui représente un renversement de tendance de près de 10 points entre 1977 et 1978. En raison du ralentissement prononcé du taux d'inflation, la progression des autres revenus² a été moins soutenue que celle des gains moyens, mais néanmoins positive en termes réels. L'accroissement des transferts publics en termes réels a également été plus rapide qu'en 1977. Ces tendances ont été renforcées par un relâchement de la pression fiscale. La forte progression des revenus s'est reflétée dans la consommation privée qui s'est gonflée de 6¼ % (taux annuel) au premier semestre de 1978³. Étant donné que les augmentations du revenu ne se répercutent habituellement qu'avec un certain retard sur la consommation, les allègements fiscaux opérés à la fin de 1977 se sont pour l'essentiel retrouvés au niveau de la dépense au début de 1978. Sur l'ensemble de

1 Les données relatives à la plupart des séries de la comptabilité nationale couvrent les trois premiers trimestres de 1978. Les chiffres pour le dernier trimestre de 1978 sont des estimations du Secrétaire de l'OCDE. Pour tenir compte des importantes modifications des prix relatifs (largement imputables à la forte augmentation des prix du pétrole depuis 1973) ainsi que de l'ampleur croissante de la production de pétrole et de gaz naturel de la Mer du Nord, les chiffres de la comptabilité nationale sont établis depuis l'été 1978 sur la base des prix et des coefficients de pondération de 1975 (et non plus de 1970 comme précédemment). Ce « recalage » devrait expliquer certaines différences importantes entre les séries présentées dans cette étude et dans les précédentes.

2 Revenus des entreprises individuelles, loyers, dividendes et recettes d'intérêt.

3 Sauf indication contraire, les taux de variation trimestriels ou semestriels se rapportent respectivement aux variations entre deux trimestres ou semestres successifs. De plus ces variations sont souvent exprimées en taux annuels (taux de variation annualisés) de façon à faciliter les comparaisons. Les expressions « au cours de l'année » ou « pendant l'année » se rapportent aux variations du dernier trimestre d'une année au dernier trimestre de l'année suivante.

Tableau 1 **Dépense et production**
Pourcentages de variation en volume, taux annuels désaisonnalisés

	Par rapport à l'année précédente						Par rapport au semestre précédent		
	1973	1974	1975	1976	1977	1978 ¹	1977 II	1978 I	1978 II ¹
Consommation privée	4.4	-2.2	-1.4	0.2	-0.9	5½	3.3	6.8	5½
Consommation publique	4.8	1.5	5.4	2.1	-0.4	1½	1.6	1.9	½
Formation de capital fixe	6.8	-2.1	-1.6	-1.6	-3.7	2½	2.1	3.4	1
Demande intérieure finale	4.9	-1.4	—	0.3	-1.3	4½	2.7	5.1	3½
Plus variation des stocks ²	2.9	-1.4	-3.2	2.1	0.7	½	-2.0	2.4	-1
Plus ajustement « de compromis » ³	-0.6	-0.2	0.1	-0.7	0.5	—	-2.2	0.8	—
Demande intérieure totale	7.1	-2.9	-3.0	1.7	-0.2	4½	-1.6	8.5	2½
Exportations	12.2	5.6	-2.5	9.1	7.2	2½	7.9	-3.1	8
Importations	11.8	0.9	-7.3	4.0	0.3	6½	-7.2	13.7	6
Plus variation de la balance extérieure ²	-0.4	1.1	1.5	1.3	1.9	-1	4.4	-4.5	½
dont : Contribution du pétrole de la mer du Nord ³	—	—	—	0.6	1.0	½	0.5	0.7	½
PIB aux prix du marché ⁴	7.0	-1.9	-1.6	3.0	1.7	3½	2.8	3.6	3½
Production agricole	2.8	0.9	-9.1	-8.0	19.4	4½	10.3	2.6	3
Industries extractives ⁵	10.0	-18.3	11.1	25.7	49.2	24½	11.3	30.0	26½
Industries manufacturières	9.1	-1.6	-6.8	2.1	1.7	½	-1.6	2.0	½
Construction, gaz, eau, électricité	3.1	-7.7	-3.5	-0.2	0.9	5½	4.0	8.9	1½
Services	5.3	-0.5	1.3	2.0	0.8	4	1.2	3.6	3½
PIB au coût des facteurs, dans l'optique de la production	6.1	-1.8	-1.9	2.1	2.4	3	1.2	4.0	3

1 Les chiffres pour 1978 sont provisoires ; ils sont fondés sur les données publiées pour les trois premiers trimestres et sur les estimations du Secrétariat de l'OCDE pour le dernier trimestre.

2 Contribution à la variation du PIB en pourcentage du PIB de la période précédente.

3 Différence entre l'estimation dans l'optique de la dépense et l'estimation « de compromis » de la production, qui est la moyenne pondérée des trois estimations du PIB dans l'optique de la production, de la dépense et du revenu. Les coefficients de pondération sont 40 %, 40 % et 20 % respectivement.

4 Estimation « de compromis ».

5 Y compris la production de pétrole et de gaz en mer du Nord.

Sources: *Economic Trends*, « Press and Information Service Release » et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

l'année, la consommation privée a augmenté d'environ 5¼ %, soit la progression la plus forte que l'on ait observé depuis plus de vingt ans.

La nette reprise de la consommation privée sur les dix-huit mois prenant fin au second semestre de 1978 a compensé et au-delà le fléchissement des quatre années précédentes, et un nouveau sommet a donc été atteint au second semestre de 1978. Les ventes de biens de consommation durables sont néanmoins restées inférieures à leur niveau record de 1973, bien qu'elles aient progressé de 15 % en 1978⁴. La demande d'autres services (logement exclu) qui, comme les ventes de biens durables, avait fortement reculé entre 1973 et 1977⁵, a également suivi la même évolution.

La progression de la consommation privée aurait été encore plus forte en 1978 si le taux d'épargne des particuliers n'avait légèrement augmenté. Étant donné l'amélioration des conditions du marché du travail et le net ralentissement du taux de l'inflation, on aurait pu s'attendre à un fléchissement du taux d'épargne au vu de l'expérience

4 La demande d'automobiles et de deux-roues, qui avait légèrement fléchi en 1977, a augmenté de 20 à 25 % en 1978. Au total, les ventes de biens durables sont entrées pour un quart dans l'augmentation des dépenses de consommation.

5 De 1973 à 1977, les niveaux des ventes de biens de consommation durables, des autres services et de la consommation privée totale ont respectivement fléchi de 20, 14 et 5 %.

passée. Il est possible que le comportement des consommateurs ait été influencé dans une certaine mesure par les incertitudes relatives aux perspectives d'emploi et à l'évolution de l'inflation à court terme. Mais il se peut surtout que les ménages aient préféré augmenter leurs avoirs financiers pour compenser l'érosion subie par la valeur réelle de leurs actifs pendant cinq années d'inflation rapide, et la rétablir à son niveau d'avant 1973. Qui plus est, l'alourdissement des engagements contractuels au titre des caisses de retraite et d'assurance-vie peut également avoir entraîné un léger déplacement structurel en hausse du taux d'épargne. Bien que ce dernier ait accusé d'amples fluctuations d'un trimestre sur l'autre (de 9 à 16.2 %), les moyennes annuelles ont été remarquablement stables depuis 1974 et se sont maintenues légèrement au-dessus de 14 %, ce qui représente une progression de près de 6 points par rapport à la moyenne relevée entre 1960 et 1971⁶.

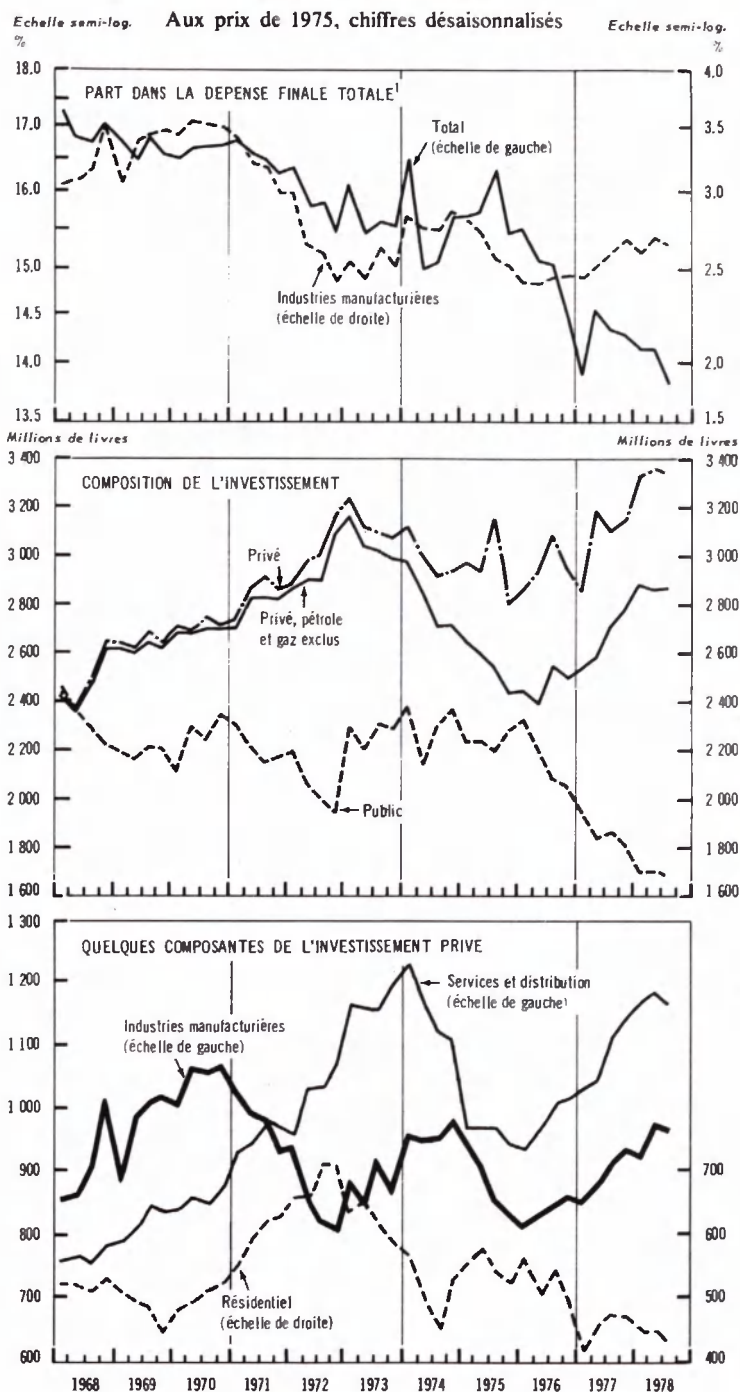
La consommation publique pourrait avoir augmenté d'environ 1½ % en 1978, soit un taux inférieur aux estimations budgétaires pour 1978/79 et aux prévisions officielles de novembre 1978. L'écart, de l'ordre de trois quarts de point, est cependant plus faible que la marge d'erreur moyenne liée aux prévisions. Les investissements du secteur public ont fortement diminué (14 % en taux annuel) au premier semestre de 1978 mais ont sans doute légèrement repris pendant les six mois suivants. Le recul observé en 1978 sur une base annuelle sera néanmoins un peu plus important que les autorités ne le prévoient au début de l'année dernière. La croissance des investissements fixes privés s'est fortement accélérée, passant de 3¼ % en 1977 à près de 9 % en 1978. Le fait que les investissements pétroliers en Mer du Nord sont pour l'essentiel effectués au deuxième trimestre de l'année (en raison de conditions climatiques favorables) tend à déformer le profil de croissance au cours de l'année et explique en partie la forte progression des investissements privés totaux au premier semestre de 1978 et leur stagnation au second semestre. Grâce à un léger redressement du taux de profits et à une très nette amélioration de la position de liquidité du secteur des sociétés, la reprise des investissements des industries manufacturières s'est poursuivie pour la deuxième année consécutive, avec une progression de 15 % par rapport aux faibles résultats de 1976. Leur niveau a cependant encore été inférieur de 9 % au sommet atteint en 1970.

Le redressement des investissements des industries manufacturières a été nettement plus fort qu'on aurait pu le penser sur la base de leurs relations dans le passé avec les variations de la production, mais on ne peut exclure la possibilité d'un certain « rattrapage » des investissements dont l'exécution avait été retardée en 1975 et 1976. La rapidité de cette reprise — assez étonnante si l'on considère l'ampleur de la marge de capacité inutilisée — donne à penser que les investissements ont davantage visé à la rationalisation qu'à l'accroissement des capacités. Le relèvement des prix du pétrole et le fort alourdissement des coûts de main-d'œuvre au cours des dernières années ont accéléré le vieillissement des installations, et ont ainsi accru la nécessité de procéder à des investissements de remplacement pour préserver la compétitivité de l'industrie britannique⁷. A cela s'est peut-être ajouté le fait que les entreprises tendent à assurer

6 L'accroissement du taux d'épargne des particuliers a modéré le fléchissement de l'épargne intérieure totale dont le niveau (compte tenu de l'amortissement et de l'appréciation sur stocks) est tombé d'environ 11 % du PIB pendant les dix années prenant fin en 1974 à quelque 6½ % depuis lors. Alors que, pendant la première période, l'épargne des particuliers ne représentait qu'un peu plus du tiers de l'épargne totale, elle lui a été supérieure depuis 1974 (en moyenne), compensant à peu près l'important solde négatif de l'épargne du secteur public.

7 L'étude économique de l'OCDE sur le Royaume-Uni de février 1976 (page 15) signalait que près de 60 % du stock brut de biens capitaux dans les industries manufacturières avait 11 ans d'âge ou plus, et qu'un cinquième seulement avait 5 ans ou moins. On a par ailleurs estimé que la durée moyenne de l'ensemble des actifs en installations et outillage était d'environ 35 ans au Royaume-Uni, soit près du double du chiffre relevé dans des pays comme la France, la Suède, l'Allemagne et les États-Unis (OCDE, *The Measurement of Capital*, 1976).

Graphique 1 Investissement



1 Demande intérieure totale plus exportations. La même échelle semi-log a été utilisée pour les deux courbes mais, pour les besoins de la présentation, la partie inférieure a été remontée et présentée sur l'échelle de droite.

Sources : *Economic Trends* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

davantage par elles-mêmes l'acheminement de leurs produits et font moins largement appel au chemin de fer et autres modes de transport spécialisés extérieurs au secteur manufacturier. De fait, le pourcentage des investissements en véhicules dans les investissements totaux des industries manufacturières est passé d'environ 5½ % en moyenne sur les dix années 1962-1972 à quelque 7 % en 1973-1976 et à environ 7½ % en 1977 et en 1978. La plupart des secteurs semblent avoir contribué à l'accroissement des investissements dans les industries manufacturières. Si l'on exclut les aciéries, dont les investissements se sont réduits de plus d'un quart, la progression des investissements dans les autres secteurs manufacturiers a été de près de 14 % en 1978.

Les investissements dans les secteurs de la distribution et des services ont eux aussi fortement augmenté pour la deuxième année consécutive et se sont établis à un niveau proche du record de 1973. En 1978, comme l'année précédente, l'accroissement a été principalement imputable aux achats de véhicules et aux investissements en installations et outillages, tandis que le volume des nouveaux travaux de construction se maintenait à son faible niveau de 1976. Le dynamisme relatif des investissements en achats de véhicules, et plus spécialement des investissements en installations et matériels, peut avoir partiellement tenu à l'alourdissement des coûts de main-d'œuvre et à la nécessité de moderniser les capacités de production et d'en accroître l'efficacité. Dans les industries de services, dont la production a suivi une tendance ascendante, la progression des investissements peut également avoir été destinée à augmenter les capacités⁸.

Malgré la forte augmentation du revenu disponible réel, les investissements résidentiels du secteur privé ont manqué de dynamisme en 1978 et pourraient même être tombés en-deçà du niveau déjà faible de 1977⁹. La montée en flèche du prix des logements a sans doute largement contribué à ce résultat défavorable. La progression annuelle des prix des logements neufs, qui avait été en moyenne de l'ordre de 8 % entre le début de 1973 et le début de 1977 (donc nettement inférieure au rythme de hausse des prix à la consommation), s'est accélérée dans le courant de l'année 1978 et s'est établie à plus de 25 %, soit plus de trois fois le taux de progression des prix à la consommation¹⁰. Qui plus est, l'expansion des facilités de financement d'achats de logements a été fortement réduite en 1978. Les autorités ont imposé un plafond aux prêts hypothécaires (640 millions de livres par mois entre avril et décembre)¹¹. A cela s'ajoute le fait que les apports nets de fonds aux sociétés de prêts à la construction, qui s'étaient fortement gonflés en 1977, ont accusé un fléchissement l'année dernière, en grande partie du fait de différentiels d'intérêt défavorables, et que ces organismes ont

8 Le développement par les institutions financières de la pratique du crédit-bail peut partiellement expliquer l'augmentation enregistrée des investissements dans ce secteur, et la réduction recensée correspondante des investissements industriels.

9 en 1977, les investissements du secteur privé dans le logement étaient tombés à leur niveau le plus bas depuis 1964 et s'établissaient à près de 30 % en-dessous du niveau moyen relevé entre 1971 et 1973.

10 La hausse des prix des logements privés neufs a été très variable selon les régions, d'à peine plus de 10 % dans certaines et de l'ordre de 40 % dans d'autres. Cette brutale augmentation des prix des logements privés semble avoir tenu beaucoup plus aux conditions de l'offre qu'à celle de la demande. L'offre de nouveaux logements privés paraît s'être nettement réduite (en 1977, les ouvertures de chantiers étaient en baisse de 13 % par rapport à 1976, et d'environ 40 % par rapport à l'année record 1972), cependant que la demande réalisée était peu soutenue, comme en témoigne le faible niveau des investissements résidentiels privés. Pendant les années 60, les prix des logements augmentaient généralement plus vite que les prix de détail; de 1970 à 1977 en revanche, l'écart entre ces deux taux était devenu négligeable et l'on pourrait donc également considérer que la forte augmentation des prix des logements observée en 1978 tendait à rétablir les relations antérieures de prix.

11 Ce plafond était destiné à freiner l'emballlement des prix des logements en limitant la demande effective de logements neufs.

été contraints de puiser sur leurs avoirs liquides pour honorer leurs engagements de prêts. En fait, l'augmentation de près d'un quart des prêts financés par les sociétés de prêts à la construction pour l'achat de logements n'a pas été beaucoup plus forte que la hausse des prix des logements neufs, de sorte que le volume de ces opérations est resté pratiquement stationnaire entre 1977 et 1978 et que beaucoup d'acquéreurs de logements ont dû accroître leur apport personnel direct pour l'achat de logements neufs.

Selon les estimations, la demande intérieure finale aurait augmenté d'environ 4¼ % en 1978 après avoir fléchi de 1¼ % en 1977. Cette tendance dynamique de la demande intérieure s'est accompagnée d'une accélération de la formation des stocks. Compte tenu de ce facteur, la demande intérieure totale aurait progressé d'environ 4½ % en 1978. Étant donné la forte augmentation du volume des importations (6¼ %) et l'accroissement modéré du volume des exportations (2¼ %), la contribution de la balance extérieure réelle a été fortement négative, de l'ordre de 1 point¹². Le PIB réel semble en conséquence avoir augmenté d'environ 3¼ %. L'augmentation de la production pétrolière de la Mer du Nord a largement contribué à ce résultat ; en l'absence de ce facteur, le taux de croissance aurait été inférieur à 2¾ %, donc autour du taux tendanciel à long terme.

La vigoureuse reprise de la dépense finale totale en 1978 n'a guère eu d'effets sur la production des industries manufacturières, laquelle a seulement progressé de ¾ %¹³. Cet accroissement est en fait inférieur à celui qui avait été observé en 1977, année où la demande finale était peu soutenue. L'atonie de la production des industries manufacturières peut être partiellement le reflet d'une perte de compétitivité et d'une modification de la composition de la dépense finale entre 1977 et 1978. En 1977, les exportations avaient été le principal moteur de la croissance, en partie du fait des gains de parts de marché réalisés par l'industrie britannique, tandis que la demande intérieure était pratiquement stationnaire. En 1978, l'expansion des marchés du Royaume-Uni s'est légèrement ralentie et aucun nouveau gain de part de marché n'a été enregistré ; et les secteurs manufacturiers les plus sensibles à la concurrence étrangère sur le marché intérieur (textiles, cuir et vêtements, métallurgie et certaines industries mécaniques) n'ont obtenu que des résultats décevants. En revanche, la production de denrées alimentaires, de boissons et de tabac et la production d'autres secteurs moins sensibles à la concurrence étrangère sur le marché intérieur ont progressé à un rythme relativement rapide. En ce qui concerne les autres branches d'activité, les travaux de construction ont marqué une forte reprise au premier semestre de 1978 (13 % en taux annuel), mais leur rythme a tendu à se ralentir au second semestre. Sur l'ensemble de l'année 1978, l'accroissement de la production de ce secteur a été de l'ordre de 7 à 8 % et a contribué pour environ un quart à l'augmentation de la production totale (exception faite du pétrole de la Mer du Nord). Les secteurs des services ont eux aussi fait preuve de dynamisme et leur production s'est accrue d'environ 4 %.

Le marché du travail

La situation du marché du travail s'est améliorée en 1978. Le chômage, qui avait amorcé un recul au quatrième trimestre de 1977, a continué de se réduire cependant que les offres d'emploi notifiées augmentaient pour la deuxième année consécutive. L'emploi salarié a également progressé, mais plus lentement qu'en 1977. Cette augmentation est entièrement le fait du secteur des services, l'emploi total dans l'industrie

12 Les mouvements de la balance extérieure seront analysés de manière plus détaillée dans la section consacrée à la balance des paiements.

13 La production des industries manufacturières était en décembre 1978 de quelque 5 % supérieure à son creux cyclique de 1975 et d'environ 5 % inférieure au sommet conjoncturel de 1973.

Tableau 2 Statistiques de main-d'œuvre¹

	Moyenne 1963-73	1974	1975	1976	1977	1978	1977		1978		Déc. 1978
							I	II	I	II	
Emploi (pourcentages de variation, taux annuels désaisonnalisés)											
Population totale ²	0.4	—	—	—	-0.1	-0.1					
Population active	0.2	0.9	0.9	0.9	0.8		0.9	0.5	—		
Emploi, total	0.1	0.3	-0.7	-0.5	0.3		0.5	—	0.3		
Salariés, total	0.1	0.4	-0.6	-0.5	0.4		0.6	—	0.3		
hommes	-0.6	-1.0	-1.1	-0.9	-0.1		—	-0.3	-0.2		
femmes	1.2	2.6	0.2	—	1.2		1.7	0.5	1.1		
Industries productrices ³	-1.6	-0.3	-3.7	-2.5	0.3		0.8	-0.2	-0.4		
Industries manufacturières	-1.3	0.3	-4.5	-3.1	0.9		1.5	—	-0.4		
Proportion dans l'effectif total des salariés :											
hommes	62.8	59.9	59.6	59.4	59.1		59.1	59.0	58.9		
femmes	37.2	40.1	40.4	40.6	40.9		40.9	41.0	41.1		
Chômage											
Taux de chômage, désaisonnalisé ⁴	2.3	2.6	3.9	5.2	5.7	5.6	5.5	5.9	5.7	5.6	5.4
Hommes	2.9	3.5	5.2	6.7	6.9	7.0	6.8	7.1	6.9	6.6	6.4
Femmes	1.1	1.0	1.9	3.1	3.7	4.0	3.5	4.0	3.9	4.1	3.9
Structure du chômage, non désaisonnalisé											
en fonction de la durée⁵											
jusqu'à 4 semaines	..	30.9	24.5	20.1	18.0	17.2	17.3	18.6	16.0	18.3	15.6
plus de 4 semaines	..	69.1	75.5	79.9	82.0	82.8	82.4	81.4	84.0	81.7	84.4
en fonction de l'âge⁶											
moins de 18 ans	..	5.8	10.1	14.1	14.5	14.4	8.8	20.1	9.1	19.6	
18 à 24 ans	..	24.5	31.8	26.2	26.6	26.7	27.7	25.5	28.0	25.3	
25 à 59 ans	..	53.1	47.3	49.7	49.7	50.0	53.4	46.0	53.5	46.4	
60 ans et plus	..	16.5	10.9	10.0	9.2	9.1	10.1	8.3	9.4	8.7	

1 Grande-Bretagne seulement.

2 Estimations en milieu d'année.

3 Industries extractives, industries manufacturières, construction et travaux publics, distribution d'eau, de gaz et d'électricité.

4 Compte non tenu des jeunes venant d'achever leur scolarité. En pourcentage de l'effectif total des salariés (y compris les chômeurs) en milieu d'année.

5 Personnes âgées de moins de 60 ans.

6 Les chiffres sont relevés en janvier et en juillet et on en fait la moyenne pour obtenir les chiffres annuels. Les chiffres de janvier n'étaient pas disponibles pour 1974 et 1975.

Sources: Department of Employment Gazette, British Labour Statistics et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

s'étant pour sa part légèrement contracté¹⁴. L'accroissement de l'emploi a été particulièrement prononcé dans le secteur des assurances, des banques et des autres services financiers, et dans les services divers. L'emploi dans le secteur de la construction s'est lui aussi redressé après avoir fléchi pendant quatre années consécutives¹⁵, mais cette reprise a été plus que contrecarrée par une diminution de l'ordre d'un demi point de l'emploi dans les industries manufacturières. Le mouvement observé en 1978 a renforcé la tendance à plus long terme de l'emploi salarié à se déplacer de l'industrie vers les services et à faire une plus large place à la main-d'œuvre féminine. Sous l'effet de ces tendances, l'emploi masculin qui s'était réduit de 390 000 entre 1973 et 1977 a encore diminué de 22 000 pendant les trois premiers trimestres de 1978, tandis que l'emploi féminin progressait de 375 000 et 80 000 respectivement pendant ces deux périodes.

En décembre 1978, le nombre de chômeurs ne dépassait pas 1 263 000¹⁶ (5.4 % des salariés) contre 1 365 000 un an plus tôt (5.9 %); cette baisse a essentiellement concerné les chômeurs masculins, le chômage des femmes ne se réduisant que faiblement. La réduction du chômage a été particulièrement prononcée dans le secteur de la construction (où l'on a enregistré un recul d'environ 15 % sur les douze mois prenant fin en novembre 1978). En 1978 une tendance préoccupante a été l'augmentation du pourcentage des personnes sans emploi depuis plus de 26 semaines et la réduction correspondante du pourcentage des personnes au chômage depuis moins de 26 semaines, ce qui implique une aggravation du chômage résiduel et une diminution du chômage frictionnel par rapport aux années précédentes. A cela s'ajoute le fait que les individus qui restent sans emploi pendant de longues périodes appartiennent dans une large mesure aux groupes d'âge les plus élevés.

Si l'on tient compte de ce que les mesures de création d'emploi ont été réduites vers la fin de 1977, le recul tendanciel du chômage est encore plus prononcé que les chiffres ne le donneraient à penser. Le nombre de personnes couvertes par les mesures spéciales a en effet diminué de 55 000 entre les derniers trimestres de 1977 et 1978, alors qu'il avait augmenté de quelque 66 000 pendant les douze mois précédents. Toutefois l'effet net que ces mesures ont sur le chômage est nettement plus faible que les chiffres bruts pourraient le suggérer. Les offres d'emploi ont elles aussi fortement augmenté pendant l'année prenant fin en décembre 1978 et ont atteint un niveau environ deux fois plus élevé que celui (relativement faible) auquel elles s'établissaient à la fin de 1975, mais encore inférieur d'un tiers au record de 1973. Les chiffres des publications et des retraits d'offres d'emploi suggèrent l'existence d'une rotation rapide de la main-d'œuvre plutôt que d'une augmentation non satisfaite de la demande de main-d'œuvre.

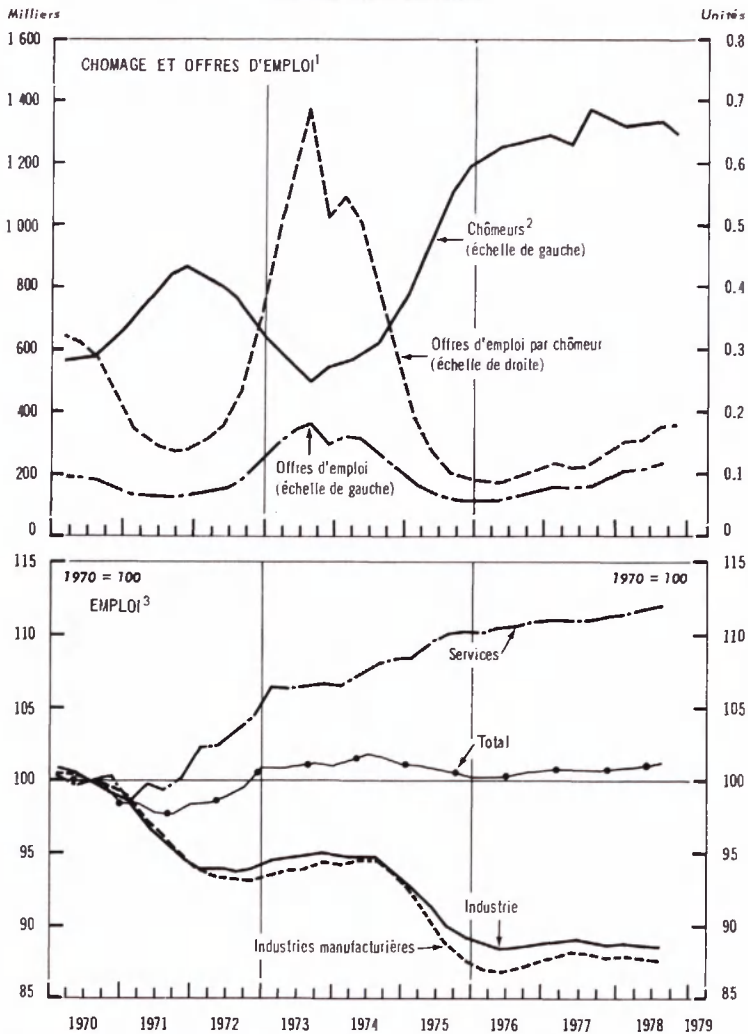
La réduction du chômage en 1978 a principalement tenu à un net ralentissement de l'expansion de la population active qui explique tout à la fois la lenteur relative de l'accroissement de l'emploi par rapport à 1977 et la forte diminution du nombre des chômeurs. La croissance plus soutenue de la production s'est accompagnée l'année dernière d'une amélioration de la productivité. Contrairement aux tendances passées, l'expansion de la population active totale paraît avoir été minime (0.1 %) entre le

14 Le secteur des services a été le moins touché par la récession, et de 1973 à 1977 sa production s'est accrue à un taux annuel moyen d'un peu plus de ¼ % alors que la production industrielle totale (compte non tenu du pétrole de la Mer du Nord) fléchissait de 1¼ % par an. En 1978, l'accroissement de la production de services s'est accéléré, atteignant 2½ %. Ce facteur, conjugué à la lente croissance de la productivité, a eu pour effet que l'emploi salarié dans le secteur des services a suivi une tendance régulièrement, quoique faiblement, ascendante de 1973 à 1978, avec un taux annuel de progression légèrement supérieur à ¼ %, tandis que l'emploi dans les autres secteurs se réduisait de 1¼ % (taux annuel) pendant la même période. Les chiffres de ce paragraphe se rapportent à la Grande-Bretagne seulement.

15 De 1973 à 1977, il s'était réduit à un taux annuel moyen de 2 %.

16 Grande-Bretagne uniquement, chiffres désaisonnalisés (à l'exclusion des jeunes en fin de scolarité).

Graphique 2 Indicateurs du marché du travail
Chiffres désaisonnalisés



1 Grande Bretagne seulement.

2 A l'exclusion des jeunes en fin de scolarité.

3 En 1970 l'emploi total s'élevait à 22,5 millions dont 10,5 millions dans les industries productrices, 8,3 millions dans les industries manufacturières et 11,5 millions dans les services.

Sources : *Department of Employment Gazette, Annual Abstract of Statistics* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

milieu de 1977 et le milieu de 1978. Ce phénomène assez surprenant reflète probablement un fléchissement des taux d'activité, et donc une augmentation du nombre des travailleurs découragés, alors que la population en âge de travailler paraît avoir continué de s'accroître¹⁷. Le fléchissement des taux d'activité a sans doute concerné autant

17 Un accroissement des effectifs suivant un enseignement à plein temps ou une formation, et les départs en pré-retraite ont également pu jouer un rôle, mais l'incidence totale sur les taux de participation semble avoir été minime.

les hommes que les femmes; de ce fait, la tendance décroissante des taux d'activité masculins pourrait s'être renforcée l'année dernière tandis que les taux d'activité féminins, qui avaient fortement augmenté de 1971 à 1977 (de 45.6 % à 50.3 %), pourraient pour leur part s'être stabilisés.

Les coûts et les prix

Au printemps de 1978, le taux de hausse des prix à la consommation qui avait culminé à près de 27 % par an en 1975 était tombé aux alentours de 7 %. Cette importante amélioration a tenu dans une large mesure à la modération des accords de salaire; sur les douze mois prenant fin en juillet 1977, les gains moyens n'ont augmenté que de 8½ %. Pendant l'année 1978, la vigueur de la livre, le faible niveau des prix des produits de base et certains autres facteurs favorables ont contribué à contenir les prix et à compenser la nette accélération de la progression des rémunérations sur les douze mois prenant fin en juillet 1978. Les principes directeurs applicables aux accords de salaires conclus pendant cette période prévoient des augmentations de 10 %, soit environ deux fois plus élevées que les relèvements autorisés pendant les douze mois précédents. De ce fait, la progression des gains moyens s'est accélérée pour s'établir aux alentours de 14½ % sur les douze mois prenant fin au troisième trimestre de 1978, contre 8 % l'année précédente. L'écart de l'ordre de 4 points entre le taux prévu par les principes directeurs et la progression effective des rémunérations tient d'une part aux clauses relatives aux gains de productivité qui autorisaient des majorations de salaires dans la mesure où elles étaient auto-financées et n'étaient pas répercutées dans les prix, et d'autre part au glissement des salaires. Celui-ci s'explique en partie par une augmentation des heures supplémentaires et une diminution du travail à horaire réduit, et pour le reste par des infractions aux directives, qu'il est impossible d'identifier. Lors de la nouvelle série de négociations salariales qui s'est ouverte en août 1978, les syndicats et le Gouvernement n'ont pas réussi à s'entendre sur une nouvelle période de modération des salaires et le Gouvernement a donc fixé une limite de 5 % aux majorations de rémunérations, des sanctions devant être prises à l'encontre des entreprises qui ne respecteraient pas cette limite. (La menace de sanctions a été levée en décembre, la proposition gouvernementale ayant été rejetée par le Parlement.) Le Ministère du Travail a mis en place un dispositif pour suivre les accords salariaux intéressant les principales catégories, qui englobent environ la moitié de la population active totale du Royaume-Uni, et, à la fin de janvier 1979, la situation était la suivante : le Ministère avait reçu des informations sur les règlements salariaux concernant un peu plus de 1.8 million de salariés répartis en 58 grandes catégories¹⁸. Sur ce total, le Ministère avait évalué les majorations intéressant tous les travailleurs visés, sauf 150 000 salariés relevant de 7 catégories; 33 catégories (soit 850 000 salariés) s'étaient conformées aux principes directeurs et 18 groupes (soit 813 000 salariés) ne s'y étaient pas conformés. Environ 30 % des salariés des principales catégories du secteur privé étaient parvenus à des accords, mais des règlements n'étaient intervenus que pour 2½ % des employés du secteur public (les personnels de la police et les pompiers auxquels un régime spécial était réservé dans la phase III). Selon l'évaluation du Ministère, l'augmentation moyenne pondérée cumulative des rémunérations des principales catégories du secteur privé était un peu inférieure à 10 %. Si l'on tient compte des dépassements justifiés par des gains de productivité et autres dérogations aux directives, le chiffre s'établit à environ 8 %. Les chiffres pondérés ont progressivement

18 Soit environ 8 % de moins qu'à la même période de la précédente série de négociations salariales. La différence est attribuable au secteur public.

Tableau 3 Composantes de la hausse des prix à la consommation
Pourcentages de variation de l'indice implicite des prix des dépenses de consommation

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978 ¹
Revenu du travail									
par unité de production	3½	3½	4½	3	8½	14½	6½	3½	4½
Autres coûts									
par unité de production ²	½	1½	2½	1½	—	3½	5	3½	1½
Prix à l'importation ³	1½	1	½	4½	10½	4½	4½	4½	1
Impôts indirects nets des subventions									
par unité de production	½	½	½	—½	—	2½	2½	2½	1
Poste résiduel	—½	1½	—1	—	—1½	—1½	—2½	—	½
Indice des prix des dépenses de consommation ⁴	6	8½	6½	8½	17½	23½	16	14½	8½

1 Sur la base des chiffres effectifs jusqu'au troisième trimestre ; les chiffres du quatrième trimestre sont des estimations du Secrétariat de l'OCDE.

2 Revenu intérieur total diminué du revenu du travail ; ce poste couvre donc les bénéfices d'exploitation bruts des sociétés, les profits bruts des autres entreprises, les résultats bruts d'exploitation des sociétés publiques, les loyers et le revenu des travailleurs indépendants.

3 Indice implicite des prix des importations de biens et de services (comptabilité nationale).

4 Indice implicite des prix des dépenses de consommation (comptabilité nationale).

Note : Les coefficients de pondération utilisés pour calculer la contribution des coûts des moyens de production primaires à la hausse de l'indice implicite des prix de la consommation ont été extraits des tableaux d'échanges inter-industriels 1973, et l'on a supposé un décalage moyen de 0.8 trimestre pour l'incidence des coûts salariaux et des prix à l'importation. L'importance variable du poste résiduel peut tenir en partie à des variations des coefficients de pondération et des décalages.

Sources : *Economic Trends* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

augmenté depuis la fin de 1978 ; du fait que des accords prévoyant de plus fortes majorations ont été conclus, dont quelques-uns, qui ont reçu une large publicité, constituaient des infractions flagrantes aux normes prescrites, il est difficile de prévoir le résultat des négociations qui doivent encore intervenir.

L'effet exercé en 1978 par l'accélération de la hausse des gains moyens et des coûts de main-d'œuvre¹⁹ a été partiellement compensé par une croissance plus soutenue de la production, de sorte que l'accélération des coûts unitaires de main-d'œuvre²⁰ a été relativement moins prononcée (hausse de près de 12 % en 1978 contre un peu moins de 10 % en 1977). On estime que les coûts unitaires de main-d'œuvre ont contribué pour environ 4¾ points à la hausse des prix en 1978 (3¾ points en 1977). Les profits²¹, dont le taux avait recommencé à croître en 1976 et 1977, sont sans doute restés pratiquement stationnaires en 1978. Ce résultat peut paraître surprenant à première vue étant donné le dynamisme de la demande et de la production et l'existence de taux de profits faibles par comparaison à ceux du passé. Il faut cependant tenir compte de ce que les coûts unitaires de main-d'œuvre ont augmenté plus vite qu'en 1977 et de ce que l'intensification de la concurrence étrangère résultant de la stabilité du taux effectif de la livre a pu empêcher les producteurs britanniques de répercuter les relèvements de coûts. De fait, le rapport des prix de gros des produits destinés à la vente intérieure aux prix à l'importation des produits manufacturés est resté pratiquement stationnaire en 1978 après avoir augmenté de 4 % entre 1976 et

19 Les coûts de main-d'œuvre ont augmenté plus rapidement que les gains moyens en partie du fait de la surtaxe au titre de la sécurité sociale (National Insurance) dont le produit a été d'environ 1 milliard de livres en 1977 et d'environ 1.9 milliards de livres en 1978.

20 Les coûts unitaires de main-d'œuvre sont calculés en divisant les rémunérations des travailleurs employés (y compris la surtaxe d'assurance nationale à la charge des employeurs) par le PIB sans la contribution du pétrole de la Mer du Nord.

21 A l'exclusion des profits liés à l'exploitation pétrolière en Mer du Nord.

1977. De même, la progression des revenus des entreprises individuelles n'a peut-être pas été aussi soutenue qu'en 1977, et ce facteur, conjugué à l'accélération de la croissance de la production, devrait réduire la contribution des coûts intérieurs totaux autres que les coûts de main-d'œuvre à la hausse des prix et la ramener aux alentours de 1¼ point contre 3¼ points en 1977.

La contribution des prix à l'importation à la hausse des prix à la consommation s'est elle aussi nettement affaiblie (de 4½ points en 1977 à 1 point en 1978)²². Ce fléchissement a été très largement imputable à la stabilité relative du taux effectif de la livre et à la baisse des prix à l'importation (en devises) des produits de base pendant les derniers mois de 1977 et le premier trimestre de 1978. Les prix à l'importation ont par la suite repris leur tendance ascendante et ont progressé à un taux annuel de 8 % pendant les trois derniers trimestres de 1978. Ce renversement de tendance tient principalement à une légère baisse du taux effectif du sterling et à une remontée des prix des

Tableau 4 Indicateurs des coûts et des prix
Pourcentages de variation en taux annuels

	Par rapport à l'année précédente			Par rapport au semestre précédent			Par rapport au trimestre précédent	
	1976	1977	1978	1977 II	1978 I II		1978 T3 T4	
<i>Correction faite des variations saisonnières</i>								
Prix implicites du PIB								
Au coût des facteurs	14.3	11.0		11.3	10.3		11.4	
Aux prix du marché	14.9	13.3		13.6	8.6		11.6	
Prix implicites de la consommation								
Privée	16.1	14.7		11.3	6.6		9.3	
Publique	13.6	9.9		10.4	10.5		11.4	
Coûts unitaires de main-d'œuvre ¹	12.0	9.6	12	8.3	13.0	11½	7½	12
Gains moyens (ancienne série) ²	15.6	10.2	14.5	8.5	18.1	13.4	7.1	15.1
Prix à l'importation ³	21.6	16.3	4.3	6.9	1.4	7.5	6.1	5.2
<i>Avant correction des variations saisonnières</i>								
Prix de détail, total	16.5	15.8	8.3	9.2	7.8	7.2	7.1	7.0
Total sauf produits de saison	15.8	16.0	9.0	11.6	7.9	8.7	8.6	7.4
Alimentaires	20.0	19.0	7.1	5.2	8.3	6.6	4.8	3.5
dont : Produits de saison	36.9	10.9	-8.6	-34.0	8.1	-7.7	-24.0	-9.9
Non alimentaires	15.6	14.9	8.6	10.6	7.7	8.6	8.1	7.8
Prix de gros								
Production ⁴	17.3	19.8	9.1	12.9	8.0	7.5	8.1	6.6
Moyens de production ⁵	27.0	14.6	-0.7	-3.3	-1.5	3.9	-3.8	6.2
Prix moyen des logements neufs	8.4	9.8	20.6	14.2	20.0	29.5	33.0	27.2
Gains moyens (nouvelle série) ⁶	..	9.1	13.0	9.0	14.6	13.6	10.6	10.3
Taux de salaire	19.3	6.6	13.8	4.8	17.3	16.0	8.2	8.1

1 Variation du revenu du travail (y compris la surcharge de Sécurité sociale payée par les employeurs) divisé par le PIB au coût des facteurs (non compris la contribution de la mer du Nord).

2 L'ancienne série couvre un peu plus de 40 % des employés et surtout dans les industries productives (base 100 en janvier 1970).

3 Sur la base de la balance des paiements, biens seulement.

4 Ventes intérieures, tous produits manufacturés.

5 Matières premières et combustibles achetés par les industries manufacturières.

6 La nouvelle série couvre à peu près tous les secteurs de l'économie (base 100 en janvier 1976).

Sources : *Monthly Digest of Statistics, Economic Trends, Department of Employment Gazette* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

22 En 1975, 1976 et 1977, les prix à l'importation étaient entrés chaque année pour 4½ points dans la hausse des prix à la consommation. Le chiffre de 1 point relevé en 1978 est le plus faible que l'on ait observé depuis 1971, et il est nettement inférieur à la moyenne en longue période.

matières premières. Compte tenu cependant de ce que les prix à la consommation ne reflètent habituellement qu'avec un certain retard les mouvements des prix à l'importation, c'est seulement à l'automne que l'alourdissement des prix des importations a effectivement modifié le niveau des prix.

La politique fiscale a également contribué à l'évolution favorable de la situation sur le front des prix en 1978. Après trois années consécutives de relèvement, le budget 1978/79 ne prévoyait aucune modification notable des impôts indirects²³, ce qui devait entraîner une nette diminution de la contribution des impôts indirects nets à la formation des prix²⁴. Au total, l'effet exercé sur les prix par la légère accélération de la hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre a été neutralisé et au-delà par la nette réduction entre 1977 et 1978 de la contribution des profits, des revenus des travailleurs indépendants, des prix à l'importation et des impôts indirects nets, de sorte que le déflateur des prix à la consommation (sur la base de la comptabilité nationale) a progressé d'à peine plus de 8% d'une année sur l'autre, soit près de 7 points de moins qu'en 1977.

A l'exception d'avril 1978, où il a accusé une accélération relativement prononcée (principalement en raison de la révision habituelle tous les ans des loyers et des impôts locaux), le taux annuel de hausse des prix de détail est resté remarquablement stable d'un trimestre à l'autre, se maintenant dans une fourchette de 6 à 7% depuis le troisième trimestre de 1977. Cette stabilité a tenu dans une large mesure aux produits alimentaires saisonniers qui ont fortement contribué à modérer la hausse des prix de détail au second semestre de 1977 et de 1978. Compte non tenu de ce facteur, le ralentissement du taux de l'inflation a été plus prononcé au premier semestre de 1978, mais une légère accélération a été observée après le début du second semestre, et ce profil reflète mieux l'évolution des coûts intérieurs et des prix à l'importation. Les mouvements des prix à la consommation et des prix de détail risquent cependant de donner une image assez peu fidèle de la réduction des pressions inflationnistes sous-jacentes intervenue entre 1977 et 1978. Le déflateur du PIB au coût des facteurs constitue un indicateur plus général des pressions inflationnistes intérieures : au premier semestre de 1978, il a progressé à un taux annuel de 10 ¼% mais s'est accéléré au troisième trimestre, atteignant 11½% (en taux annuel). Ce taux est nettement supérieur à celui de toutes les autres grandes séries de prix car il ne reflète pas l'influence favorable des mouvements des prix à l'importation.

L'évolution extérieure

L'excédent extérieur courant est tombé de 700 millions de dollars en 1977 à environ 200 millions de dollars en 1978, la forte diminution de l'excédent des invisibles ayant neutralisé et au-delà l'amélioration de la balance commerciale qui résultait de l'évolution nettement favorable des termes de l'échange (environ 4½%); après s'être sensiblement améliorée en 1977, la balance extérieure réelle s'est dégradée en 1978. En partie du fait des remboursements effectués au titre de la dette publique, mais surtout en raison des mouvements de capitaux à court terme associés aux pressions en baisse qui s'exerçaient sur la livre, au second trimestre de l'année dernière notamment, la

23 La surtaxe de 1½ point de pourcentage que les employeurs ont commencé à verser au titre de l'assurance nationale au quatrième trimestre de 1978, n'a pas eu d'incidence sensible sur les prix à la consommation l'année dernière. Ses effets devraient commencer à se faire sentir dans les premiers mois de 1979.

24 Les recettes de la TVA augmentent à peu près au même rythme que la valeur des ventes totales, mais les droits spécifiques sont imposés sur le volume des ventes et ne suivent donc qu'avec un certain retard (en termes réels) le mouvement ascendant des prix. La stabilité des taux des droits spécifiques s'est traduite pour le consommateur par un bénéfice légèrement supérieur à ½ milliard de livres en 1978.

balance des opérations en capital s'est soldée par un déficit. Par voie de conséquence, les réserves officielles qui avaient atteint le chiffre record de 20.9 milliards de dollars à la fin de janvier 1978 (soit une augmentation d'environ 13.6 milliards de dollars sur un an) sont tombées aux alentours de 15.7 milliards de dollars vers la fin de 1978. Après s'être apprécié pendant les six mois prenant fin au premier trimestre de 1978, le taux de change effectif de la livre pondéré par les échanges a baissé d'un peu plus de 5 % au deuxième trimestre, annulant ainsi sa précédente hausse. Il est cependant resté ensuite relativement stable d'avril à décembre 1978.

Grâce à l'augmentation de la production de pétrole et de gaz naturel de la Mer du Nord, le déficit commercial pétrolier s'est à nouveau fortement réduit en 1978, s'établissant à 3.8 milliards de dollars contre 4.9 milliards de dollars en 1977 et 7.2

Tableau 5 **Balance des paiements**
Milliards de dollars, taux annuels

	1976	1977	1978	1977 II	1978 I	1978 II	1978 T3	1978 T4
<i>Correction faite</i>								
<i>des variations saisonnières</i>								
Exportations fob	45.7	56.6	68.2	59.4	64.4	71.9	70.0	73.9
Importations fob	52.1	59.6	70.3	59.3	67.5	73.1	72.6	73.5
Balance commerciale	-6.4	-3.0	-2.1	0.1	-3.1	-1.2	-2.6	0.3
Invisibles, nets	4.4	3.7	2.3	4.0	2.0	2.6	2.4	2.9
Services, nets	3.5	5.0		5.6	4.6		5.0	
Intérêts, profits et dividendes	2.4	0.8		0.8	1.2		1.4	
Transferts, nets	-1.5	-2.1		-2.4	-3.7		-4.0	
Balance des opérations courantes	-2.0	0.7	0.2	4.1	-1.1	1.5	-0.2	3.2
<i>Avant correction</i>								
<i>des variations saisonnières</i>								
Balance des opérations courantes	-2.0	0.7	0.2	4.2	-1.4	1.8	—	3.6
Capitaux à long terme, nets	2.1	6.5		4.9	0.6		-4.2	
Privés	-0.8	5.1		4.1	1.8		-3.0	
Publics	2.9	1.4		0.8	-1.2		-1.2	
Balance de base	0.1	7.2		9.1	-0.8		-4.2	
Capitaux non monétaires à court terme, y compris erreurs et omissions	-0.2	5.0		3.4	2.2		2.8	
Balance des opérations non monétaires	-0.1	12.3		12.5	1.4		-1.4	
Capitaux privés monétaires à court terme	-0.6	3.0		5.5	-6.8		2.0	
Balance des règlements officiels	-0.7	15.3		17.9	-5.3		0.6	
Engagements en sterling	-2.6	-0.5		-0.2	-0.4		—	
Autres	1.8	1.9		0.8	-1.9		-0.2	
Variation des réserves (+ = accroissement)	-1.5	16.6	-4.9	18.5	-7.6	-2.1	0.4	-4.6
<i>Pour mémoire :</i>								
Importations de pétrole, chiffres désaisonnalisés	9.2	6.4	6.3	8.0	6.0	6.7	6.8	6.5
Importations de pétrole brut, millions de tonnes, chiffres désaisonnalisés	87.0	68.6	66.0	74.6	62.6	69.4	70.4	68.4
Balance des opérations courantes, en milliards de livres, chiffres désaisonnalisés	-1.1	0.4	0.1	2.3	-0.6	0.8	-0.1	1.6

Sources : *Economic Trends*, « Press and Information Service Release » et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

milliards de dollars en 1976. L'excédent commercial non pétrolier s'est en revanche contracté (de 1.9 milliard à 1.3 milliard de dollars), en dépit de la forte amélioration des termes de l'échange. Même en faisant la part de mouvements erratiques responsables d'une augmentation de l'excédent extérieur réel au second semestre de 1977 puis de sa réduction au premier semestre de 1978, la position foncière de la balance commerciale réelle non pétrolière a tendu à se détériorer depuis le deuxième semestre de 1977.

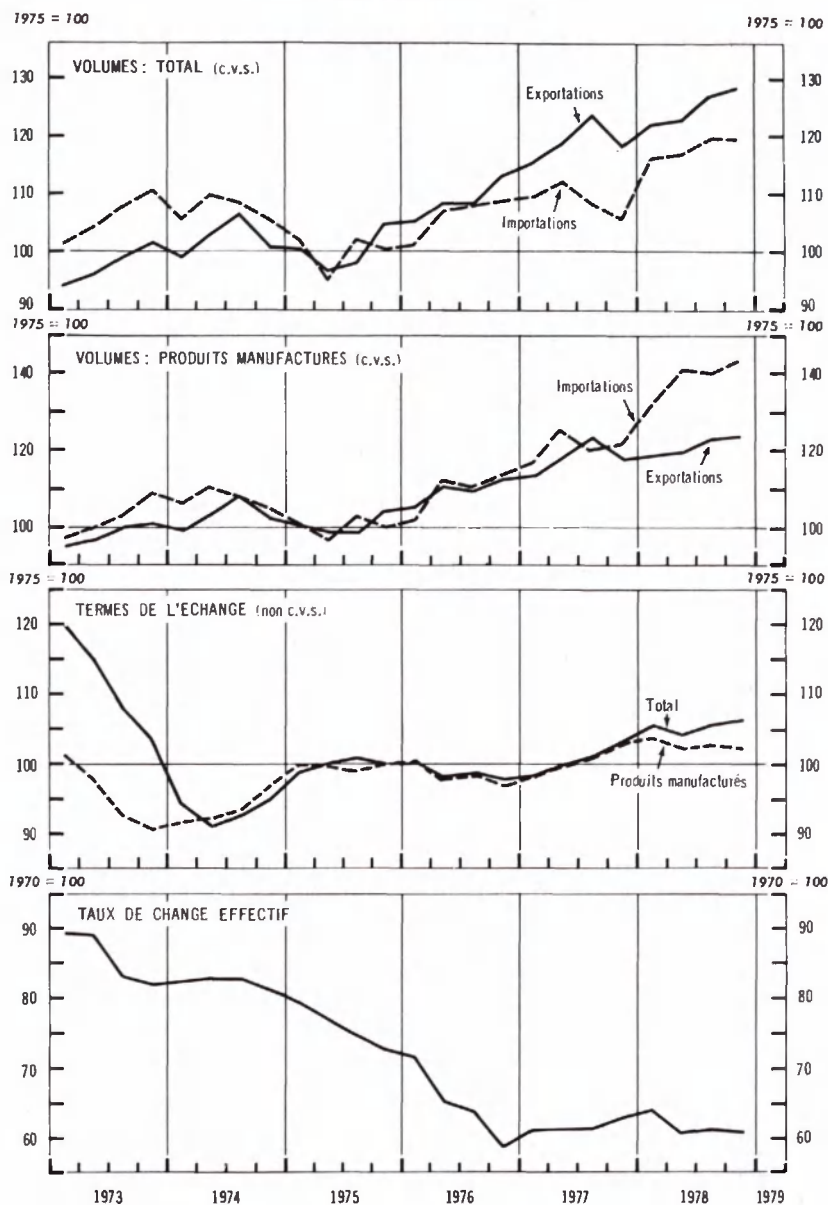
La pénétration croissante des produits manufacturés étrangers est demeurée l'un des traits caractéristiques de l'évolution de la balance des paiements britannique. L'étude de l'année dernière avait déjà souligné le fait que la pénétration des importations des produits manufacturés tend depuis longtemps à être plus rapide au Royaume-Uni que dans la plupart des autres pays Membres, et que, au cours des dix ou quinze dernières années, le taux tendanciel de croissance des importations de produits manufacturés avait été de 4 à 5 fois supérieur au taux de croissance de la production. Pendant les années 60, l'élasticité des achats de produits manufacturés par rapport à la demande totale (demande intérieure totale plus exportations) était de 2.9. Depuis 1970, elle s'est établie en moyenne à 4.2. Par ailleurs, les gains de parts de marchés à l'exportation de produits manufacturés réalisés en 1977 n'ont pas été maintenus et risquent d'être partiellement inversés cette année. De façon générale, la croissance des exportations des branches les plus efficaces et les plus compétitives du secteur manufacturier n'a pas été suffisante pour neutraliser les effets de la pénétration grandissante des importations dans l'ensemble de l'économie. Et, sur la base des tendances actuelles, la situation de nombre de branches de l'industrie mécanique et d'autres secteurs tels que les textiles continuera de se dégrader en longue période, ce qui entraînera une réduction de l'emploi. Le déplacement de ressources vers les secteurs de l'industrie manufacturière où une expansion semble possible ne paraît pas se faire à un rythme suffisant pour préserver une position extérieure viable quand la demande intérieure enregistre un dynamisme raisonnable. Il semble de même probable que la contraction de certains secteurs ne peut totalement ou même largement s'expliquer par une modification des avantages comparatifs, mais qu'elle tient essentiellement à l'insuffisance des investissements dans le passé²⁵.

Sous l'effet conjugué de la position concurrentielle, du redressement de la demande intérieure et de la faible réaction des industries manufacturières, le volume des importations de marchandises autres que les produits pétroliers a augmenté de 8 % en 1978. Mis à part les produits alimentaires, les boissons et le tabac, les autres catégories d'importations non pétrolières ont pour la plupart fortement augmenté. La rapide expansion de la consommation privée, des investissements et de l'activité dans le secteur de la construction a été largement responsable du fort gonflement des importations; les importations de textiles et de bois ont progressé d'environ 25 % et l'accroissement des importations de produits manufacturés métalliques a lui aussi été rapide. Dans le secteur des textiles, l'augmentation des importations s'est accompagnée d'un fléchissement des exportations, du fait en partie de la spécialisation accrue sur le plan international, mais aussi de la perte de compétitivité des produits britanniques en 1977 et en 1978 résultant de la stabilité du taux de change effectif de la livre alors que les coûts de main-d'œuvre relatifs évoluaient dans un sens défavorable. La forte augmentation des importations de machines et d'outillage (19 %) a reflété la reprise des investissements des industries manufacturières, mais aussi le net redressement de la demande privée de biens de consommation, et notamment de biens de consommation durables.

L'augmentation du volume des exportations de marchandises, produits pétroliers

25 La faiblesse des investissements productifs est analysée à la partie III ci-après.

Graphique 3 Commerce extérieur
Base douanière



Sources : *Monthly Digest of Statistics* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

exclus, s'est fortement ralenti, passant de 7% en 1977 à environ 2½% en 1978, en partie du fait d'une perte de parts de marché estimée à 1% après le gain de 2½% réalisé en 1977. Les résultats très favorables obtenus en 1977 avaient principalement tenu à la nette amélioration de la compétitivité des produits britanniques entre le début de 1975 et la fin de 1976. Les valeurs relatives moyennes à l'exportation ont baissé d'un

peu plus de 7% au cours de cette période, et les coûts relatifs unitaires de main-d'œuvre de près de 10%, ce qui impliquait une nette amélioration de la position compétitive en même temps qu'un léger accroissement de la part des profits dans les industries exportatrices. Ce résultat a été rendu possible par la modération des accords de salaires et par la dépréciation de 25% du taux effectif de la livre pendant cette même période. Ces tendances ont commencé à s'inverser au début de 1977. Le taux de change effectif est légèrement remonté au cours des dix-huit mois prenant fin au milieu de l'année 1978, et, comme on l'a déjà vu, la progression des coûts de main-d'œuvre s'est considérablement renforcée après le milieu de 1977, de sorte qu'au cours des douze mois prenant fin au premier semestre de 1978, la position compétitive de l'industrie britannique s'est dégradée de 7 à 9% tant en ce qui concerne les prix relatifs des exportations que les coûts relatifs de main-d'œuvre. Cette tendance s'est poursuivie pendant le second semestre de l'année dernière, annulant ainsi les gains antérieurement réalisés, et, à la fin de 1978, la compétitivité extérieure des produits britanniques était plus faible qu'elle ne l'avait jamais été depuis 1966.

L'excédent de la balance des invisibles s'est réduit en 1978, principalement en raison d'une forte augmentation des transferts courants du secteur public dont le montant net, relativement modeste jusqu'en 1975, est passé à 2 milliards de dollars en 1977, puis à 3 milliards de dollars en 1978 (première année où les contributions du Royaume-Uni à la CEE ont été calculées sur la base de l'ensemble de ses ressources propres²⁶). Les recettes nettes du tourisme qui avaient rapidement augmenté jusqu'en 1977 pourraient avoir légèrement fléchi, principalement du fait de la détérioration des prix relatifs et du redressement du revenu disponible réel. Les gains réalisés au titre des travaux de construction à l'étranger ont par ailleurs légèrement augmenté tandis que les paiements de services liés au pétrole de la Mer du Nord semblent avoir marqué un palier. Les gains nets au titre des intérêts, des bénéfices et des dividendes en provenance de l'étranger se sont eux aussi légèrement redressés en raison d'une certaine contraction limitée des profits des compagnies pétrolières étrangères participant à l'exploitation du pétrole de la Mer du Nord, les déductions pour dépenses en capital autorisées au titre de l'impôt sur les recettes pétrolières arrivant à expiration dans le cas de certains gisements qui produisent depuis déjà un certain temps. Au total, l'excédent net des invisibles pourrait ne pas avoir dépassé 2¼ milliards de dollars environ contre 3¼ milliards de dollars en 1977 (soit l'équivalent de 3% des importations en 1978 contre environ 6% en 1977).

En 1978, les mouvements de capitaux ont été dans une large mesure de caractère spéculatif, en raison des pressions auxquelles la livre a été soumise au printemps. Les fortes entrées de capitaux enregistrées au second semestre de 1977 (4½ milliards de dollars) se sont renversées au début de 1978, et le second trimestre s'est soldé par une sortie de 3¼ milliards de dollars, tandis que le taux effectif de la livre se dépréciait d'environ 5% entre le premier et le deuxième trimestres. Après cet ajustement, les mouvements spéculatifs contre la livre se sont interrompus et une faible entrée nette de capitaux a été enregistrée au troisième trimestre. Depuis le début de 1978, les autorités se sont employées à restructurer la dette extérieure du Royaume-Uni (en combinant les repaiements nets de la dette, année par année, avec des emprunts nouveaux afin d'éta-ler le profil de maturité) de façon à réduire l'ampleur des remboursements qui viennent à échéance aux alentours de 1980. De plus, il a aussi été décidé de rembourser une partie de la dette du secteur public au cours de l'année 1978, le niveau élevé des réserves de change aidant. (La récente stabilité du sterling peut s'expliquer dans une large mesure par l'engagement pris par le Gouvernement de suivre une politique moné-

26 Conformément aux dispositions de l'accord passé avec la CEE, le Royaume-Uni avait bénéficié d'une période transitoire pendant laquelle ses contributions étaient inférieures à ce qu'elles auraient été si elles avaient été calculées sur la base de l'ensemble de ses ressources propres.

taire ferme et par les mesures qu'il a adoptées à cet effet). En 1978, environ 2 milliards de dollars ont été remboursés au FMI, et les autres remboursements effectués par le secteur public se sont élevés à presque ½ milliard de dollars. Ces remboursements, conjugués aux sorties enregistrées au titre des opérations en capital, se sont traduits par une contraction des réserves de change de l'ordre de 5 milliards de dollars en 1978.

II POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Après douze mois de grande austérité qui ont permis au gouvernement de réaliser ses objectifs immédiats en matière d'inflation et de balance des paiements et de rendre à l'étranger confiance dans l'économie britannique, l'orientation de la politique économique a été modifiée au second semestre de 1977. Avant cet assouplissement, la demande intérieure avait été beaucoup plus faible que ne l'avait prévu les autorités, le chômage avait augmenté rapidement, et le besoin d'emprunt du secteur public (BESP), l'expansion du crédit intérieur (ECI) et la croissance de la masse monétaire avaient été nettement plus satisfaisants qu'on ne l'avait d'abord escompté²⁷. Dès lors, et compte tenu de l'atténuation de certaines contraintes imposées à l'expansion de la demande, des augmentations de salaires sensiblement plus importantes que précédemment ont été autorisées par les directives portant sur la série de négociations salariales qui s'ouvrait en août 1977 ; et les pouvoirs publics ont donné une impulsion budgétaire à la demande, fin 1977, en avançant d'environ cinq mois (et avec effet rétroactif à compter d'avril 1977), l'augmentation des abattements au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques qui devait en principe figurer dans le Budget pour 1978/79²⁸. Le Budget pour l'exercice 1978/79 comportait des allègements fiscaux supplémentaires qui, conjugués aux majorations nettement plus fortes des salaires, ont exercé une forte incidence expansionniste sur l'ensemble de l'année 1978. En revanche, la politique monétaire a été progressivement durcie en 1978 et certains programmes de soutien de l'emploi ont été réduits, mais sans que ces mesures aient eu dans l'ensemble une incidence restrictive notable en 1978.

En 1978, la politique économique semble avoir eu pour principal objectif de soutenir une reprise de la demande et de l'activité entraînée par une forte croissance de la consommation des ménages, tout en maintenant un taux d'inflation relativement faible. Cette politique expansionniste a aussi été facilitée par une nette amélioration des termes de l'échange, en grande partie liée à la faible hausse des prix à l'importation depuis le printemps de 1977. Les effets positifs exercés sur le revenu par l'amélioration de 4½ % des termes de l'échange en 1978 ont probablement compté pour près d'un point de pourcentage dans la croissance de la demande intérieure. La politique de lutte contre l'inflation, la lente croissance des agrégats monétaires et l'amélioration de la situation foncière de la balance des paiements (due au pétrole de la mer du Nord) ont porté le marché à l'optimisme et exercé une influence favorable sur le taux de change effectif de la livre sterling, qui, comme on l'a déjà noté, est resté à peu près inchangé entre le second semestre de 1976 et le second semestre de 1978²⁹ alors qu'il avait

27 Pour la première moitié de l'exercice 1977/78, le BESP et l'ECI s'établissaient respectivement à 6 et 3½ milliards de livres en taux annuel, alors que les objectifs retenus pour l'ensemble de l'exercice budgétaire étaient respectivement de 8¼ et 7¼ milliards de livres.

28 En vertu de la loi de Finances de 1977, les abattements au titre de l'impôt sur les revenus des personnes physiques doivent être relevés chaque année, dans le Budget général, en fonction de la hausse des prix de détail au cours de l'année civile précédente.

29 Au cours de cette période, le taux de change effectif de la livre sterling a accusé certaines fluctuations importantes mais celles-ci se sont en gros compensées de sorte qu'il n'a guère varié sur l'ensemble de la période.

baissé de près de 20 % l'année précédente. Cette stabilité de la livre a, à son tour, contribué à la faible croissance des prix à l'importation. Il semble qu'à cet égard le premier souci du gouvernement ait été non plus de préserver la compétitivité extérieure des industries britanniques, mais d'éviter les conséquences inflationnistes d'une dépréciation de la monnaie. Ce changement d'optique procédait de l'idée qu'une dépréciation de la monnaie compensant une diminution de la compétitivité entraîne rapidement, par le biais des prix, une augmentation des hausses de salaires et que par conséquent toute amélioration de la situation relative des coûts risquerait d'être de courte durée, tandis que les gains résultant de la stabilité de la livre se traduiraient par une faible croissance des prix à l'importation et, en fin de compte, par de faibles majorations négociées des salaires qui compenseraient sans doute largement la perte initiale de compétitivité.

Politique budgétaire

Le Budget pour l'exercice 1978/79, présenté en avril 1978, comportait d'importants allègements de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ainsi que des mesures tendant à accroître sensiblement les dépenses publiques en biens et services³⁰. La principale des mesures fiscales résidait dans l'application d'un taux réduit, fixé à 25 %, aux 750 premières livres de revenu imposable : la perte de recettes résultant de cette disposition pour l'exercice 1978/79 était estimée à 1.3 milliard de livres, soit un peu plus de la moitié du coût total des allègements de l'impôt sur le revenu. Cette mesure visait à alléger la charge fiscale pesant sur les titulaires de faibles revenus et en particulier sur ceux qui, du fait d'une rapide augmentation des gains nominaux, se trouvaient pour la première fois passibles de l'impôt et auraient été imposés au taux de base de 34 %, de sorte que leurs rémunérations réelles disponibles auraient diminué. Suivant les estimations officielles, ce nouveau taux de base réduit s'appliquerait à environ 4 millions de contribuables. Le Budget prévoyait aussi des relèvements supplémentaires, variant entre 4 et 5½ %, de l'abattement au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'abattement en faveur des personnes âgées³¹ : ces mesures devaient permettre à environ 360 000 personnes d'échapper à l'impôt.

Il était également envisagé dans le Budget d'alléger la charge fiscale pesant sur les groupes à revenu plus élevé, en portant de 6 000 à 7 000 livres le plafond de la tranche imposable au taux de base, en relevant les seuils des tranches imposables aux taux plus élevés et en élargissant certaines de ces tranches. En vertu d'amendements à la Loi de Finances votés par le Parlement à la demande des partis de l'opposition, le taux de base de l'impôt sur le revenu a été ramené de 34 à 33 % et le plafond de la tranche imposable au taux de base a fait l'objet d'un relèvement supplémentaire. Pour empêcher le BESP de dépasser l'objectif de 8½ milliards de livres fixé par le Gouvernement, celui-ci a décidé de compenser la perte de recettes de 440 millions de livres résultant de ces amendements par une augmentation de la surtaxe au titre de la sécurité sociale (*National Insurance*) à la charge des employeurs³². En définitive, l'incidence positive des diverses modifications du régime de l'impôt sur le revenu des personnes physiques inscrites dans la Loi de Finances représentait environ 2 % du revenu des ménages. Le Budget faisait état d'un accroissement de 4 % en taux annuel des investissements fixes des administrations publiques entre le second semestre de 1977 et le premier semestre

30 Pour plus de détails sur le Budget, voir la Chronologie Économique.

31 Le coût de ces mesures est estimé à ½ milliard de livres pour l'exercice 1978/79.

32 L'intention du Gouvernement était de récupérer les 440 millions de livres en majorant la surtaxe d'assurance nationale de 2½ points de pourcentage, ce qui l'aurait portée à 3½ %. Mais, sa proposition ayant suscité de l'opposition au Parlement, il n'a réussi à obtenir qu'une majoration de 1½ point de la surtaxe qui a été fixée à 2½ % et doit rapporter au Trésor une somme estimée à 300 millions de livres pour l'exercice 1978/1979.

Tableau 6 Comptes des administrations publiques
et besoin d'emprunt du secteur public

	Milliards de livres			Budget : Prévisions 1978/79	Pourcentages de variation		
	Résultats 1975/76	1976/77	1977/78		1975/76 à 1976/77	1976/77 à 1977/78	1977/78 à 1978/79
<i>Administrations publiques</i>							
Recettes courantes	43.9	51.1	57.9	63.9	16.4	13.3	10.2
<i>dont :</i>							
Impôt sur le revenu des personnes physiques	16.0	18.1	18.4	20.7	13.1	1.7	12.5
Dépenses courantes	43.7	50.6	57.3	63.9	15.9	13.2	11.5
<i>dont :</i>							
Biens et services	23.9	27.2	30.1	32.7	13.9	10.7	8.7
Subventions et dons courants	15.2	17.6	20.5	22.2	16.2	16.0	8.5
Intérêt de la dette	4.6	5.8	6.7	7.5	25.5	16.4	12.0
Balance courante	0.2	0.5	0.6	0.1			
Recettes en capital	0.8	0.9	0.9	0.9	3.9	6.0	—
Dépenses en capital	6.6	6.9	6.5	7.2	4.6	-5.7	11.0
<i>dont :</i>							
Investissements	5.3	5.3	4.6	5.2	—	-12.3	11.6
Transferts de capital	1.2	1.5	1.8	2.0	28.0	13.7	11.9
Déficit des opérations en capital	5.8	6.0	5.6	6.3			
Capacité de financement	5.5	5.5	5.0	6.3			
Opérations financières	4.6	1.8	-0.1	2.3			
Besoin d'emprunt	10.1	7.3	4.9	8.6			
<i>Secteur public</i>							
Capacité de financement	8.3	7.3	6.1	7.4			
Administrations publiques	5.5	5.5	5.0	6.3			
Entreprises publiques	2.7	1.7	1.0	1.1			
Opérations financières	2.3	1.3	-0.6	1.2			
Administrations publiques	4.6	1.8	-0.1	2.3			
Entreprises publiques	-2.2	-0.4	-0.4	-1.1			
Besoin d'emprunt	10.6	8.6	5.5	8.5			
Administrations publiques	10.1	7.3	4.9	8.6			
Entreprises publiques	0.5	1.2	0.6	-0.1			
<i>Pour mémoire :</i> (en pourcentage du PIB)							
Capacité de financement des administrations publiques	5.1	4.4	3.5	4			
Capacité de financement du secteur public	7.6	5.8	4.2	4½			
Besoin d'emprunt du secteur public	9.8	6.8	3.8	5½			

Sources : Financial Statement and Budget Reports, *Financial Statistics et Economic Trends*.

de 1979 et le Livre blanc sur les plans de dépenses publiques de 1978/79 à 1981/82 prévoit une modeste augmentation des investissements fixes du reste du secteur public³³. De même, après être restée à peu près stable entre la fin de 1975 et la fin de 1977, la consommation des administrations publiques devait, selon le Budget, augmenter d'environ 2½ % par an au cours des dix-huit mois se terminant à la fin du premier semestre de 1979. Le redressement des dépenses publiques en biens et services inscrit

au Budget pour l'exercice 1978/79 a en soi exercé un effet assez stimulant sur la demande, mais qui a sans doute été largement compensé, en dépit des allègements fiscaux, par l'incidence négative de l'alourdissement automatique de la fiscalité. La politique budgétaire pour 1978/79 visait donc probablement à être à peu près neutre, avec peut-être une légère orientation expansionniste. Bien que la consommation et les investissements fixes du secteur public aient été inférieurs aux prévisions budgétaires, la politique fiscale s'avère avoir probablement eu une incidence légèrement expansionniste en 1978/79³⁴.

On prévoit que le déficit (besoin de financement) de l'ensemble des administrations publiques passera d'environ 3½ % du PIB en 1977/78 à un peu plus de 4 % en 1978/79. Toutefois, en grande partie du fait que l'acquisition d'actifs financiers a cessé de diminuer pour augmenter, le Besoin d'emprunt du secteur public (BESP) devrait, selon les estimations officielles, passer de 5.5 milliards de livres (3¾ % du PIB) à 8.5 milliards (4¾ % du PIB) entre ces deux mêmes exercices. En 1977/78, le Besoin d'emprunt du secteur public a été sensiblement inférieur aux prévisions (5½ milliards de livres au lieu des 8½ milliards prévus), cet écart tenant à peu près pour moitié au fait que les investissements du secteur public ont augmenté plus lentement que prévu et que les prêts nets à l'étranger ont été plus faibles, essentiellement parce que le refinancement par le secteur public des crédits à l'exportation a été moins important³⁵. En 1978/79, les dépenses d'investissement du secteur public pourraient, à en juger par leur tendance actuelle, à nouveau prendre un peu de retard sur les prévisions budgétaires, mais sans doute moins que pendant l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 1978/79, le Besoin d'emprunt du secteur public a dépassé les prévisions, et il en a été de même du besoin d'emprunt des administrations publiques pour les huit premiers mois de l'exercice. Mais ce dépassement a été essentiellement dû au calendrier de recouvrement des recettes fiscales et, pour l'ensemble de l'exercice, ces deux agrégats devaient être proches des estimations du Budget.

Politique monétaire

Les difficultés de la régulation monétaire dans un pays exposé aux incidences d'importants mouvements de capitaux extérieurs et dont la monnaie joue un rôle international relativement important ont été particulièrement évidentes dans la seconde moitié de 1977 et au début de 1978. Malgré l'intention des autorités de maintenir une orientation assez prudente à leur politique monétaire, la croissance de M3 en sterling³⁶ s'est accélérée au quatrième trimestre de 1977, sous l'effet, en partie, des entrées de capitaux enregistrées alors. Afin d'atténuer l'effet de ces mouvements de capitaux sur le stock de monnaie, les pouvoirs publics ont décidé en octobre 1977 de laisser le sterling flotter plus librement, et les taux d'intérêt, après être tombés à un très bas niveau fin octobre, se sont ensuite un peu redressés mais ils n'en demeuraient pas moins à des niveaux relativement faibles au premier trimestre de 1978. De ce fait, les ventes de titres publics au secteur privé non bancaire ont été languissantes. C'est principalement en raison de ces circonstances que M3 en sterling (masse monétaire au sens large) a progressé à une cadence annuelle d'environ 19½ % tant au dernier trimestre de 1977 qu'au premier trimestre de 1978³⁷.

34 Une incidence légèrement positive des dépenses, renforcée par une incidence légèrement positive de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

35 Surtout en raison d'une modification des arrangements avec les banques qui ont entrepris de financer une part accrue des crédits à l'exportation à partir de 1977.

36 Masse monétaire au sens large.

37 La croissance enregistrée de M3 en sterling ne donne peut-être pas une image exacte de la situation, parce qu'on n'a pas pu tenir pleinement compte de certains facteurs exceptionnels dans la correction des variations saisonnières.

Tableau 7 Indicateurs monétaires
Taux annuels désaisonnalisés

	1975	1976	1977	1977		1978			
				T3	T4	T1	T2	T3	T4
<i>Masse monétaire</i> (pourcentage de variation)									
Masse monétaire au sens étroit (M1) ¹	13.9	10.3	21.8	29.1	30.7	16.7	6.2	20.4	9.7
M3 en sterling ^{1, 2}	6.7	9.1	10.2	8.0	19.6	19.6	11.7	10.0	9.4
Masse monétaire au sens large (M3) ¹	7.8	10.9	9.9	4.9	16.3	20.0	16.6	6.8	9.3
<i>Avances bancaires nettes aux secteurs intérieurs</i> (en milliards de livres, sur la base du tableau des opérations financières)	3.5	3.7	7.2	6.6	10.1	2.9	2.2	6.0	
dont :									
Sociétés industrielles et commerciales	0.4	2.2	2.9	1.8	3.1	1.0	4.5	2.7	
Institutions financières non bancaires	0.1	0.4	0.5	0.7	0.7	1.3	1.4	1.7	
Secteur des ménages	-0.4	0.6	1.3	1.0	1.7	1.1	2.5	1.9	
<i>Sociétés de prêts à la construction</i> (en milliards de livres)									
Accroissement net des actions et des dépôts	4.2	3.4	6.1	5.9	8.2	5.7	3.7	4.7	
Nouveaux engagements hypothécaires	5.3	6.1	7.5	8.1	9.7	9.6	8.2	8.2	
<i>Composantes de l'expansion monétaire</i> ³ (en milliards de livres)									
a) Besoin d'emprunt du secteur public	10.5	9.2	5.9	3.3	6.2	6.3	7.5	8.3	
b) Achats par le secteur privé de titres de la dette publique	-5.6	-5.9	-8.3	-9.4	-6.9	-4.7	-6.2	-7.5	
c) Prêts en sterling ⁴	-0.4	3.9	3.6	3.9	4.2	5.6	7.8	4.7	4.3
d) Expansion du crédit intérieur (en milliards de livres)	4.5	7.2	1.2	-2.1	3.6	7.1	9.1	5.4	5.9
e) Opérations de financement avec l'extérieur (accroissement = —)	-1.4	-2.8	3.6	6.1	3.7	0.6	-1.9	—	
f) Autres	-0.8	-1.0	-0.7	-0.8	0.6	0.4	-1.9	-0.7	
g) M3 en sterling	2.3	3.4	4.1	3.2	7.8	8.1	5.3	4.7	4.4

1 Les pourcentages annuels sont fondés sur la somme des variations pendant les trimestres calendaires de l'année considérée en pourcentage de l'encours à la fin de l'année précédente. Les pourcentages trimestriels se réfèrent aux encours désaisonnalisés à la fin de chaque trimestre.

2 M3 en sterling est la masse monétaire M3 diminuée des dépôts effectués en d'autres monnaies par des résidents britanniques.

3 Les relations entre les différentes lignes sont les suivantes : $a + b + c = d$, $d + e + f = g$.

4 Prêts bancaires en sterling au secteur privé et à l'étranger.

Sources : *Financial Statistics, Economic Trends, Bank of England Quarterly Bulletin* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

Sous l'influence de la croissance rapide de M3 en sterling, d'une dégradation de la balance des paiements courants et de certaines conversions d'avoirs détenus jusqu'à en sterling, les marchés financiers sont devenus plus hésitants dans les premiers mois de 1978, et les ventes de titres d'emprunt publics au secteur non bancaire ont quelque peu fléchi. Entre-temps, un certain accroissement du Besoin de financement du secteur public en pourcentage du PIB avait été prévu dans le budget de 1978, et les autorités avaient décidé de relever le niveau des taux d'intérêt afin de réduire le risque que l'impulsion budgétaire ne fasse augmenter la masse monétaire au-delà du nouvel objectif de 8 à 12 % sur la période de 12 mois se terminant à la mi-avril 1979 qui avait été fixé en même temps et qui représentait une réduction de 1 % par rapport à la fourchette de 9 à 13 % de 1977/78. En conséquence, le taux prêteur minimum de la Banque d'Angleterre a été porté de 6½ % (niveau auquel il se maintenait depuis le début de janvier) à 7½ %. Les autorités ont annoncé simultanément qu'elles feraient à l'avenir « glisser » les objectifs monétaires tous les six mois pour permettre de réévaluer périodiquement la situation monétaire en fonction de l'évolution de l'économie (comme on l'avait suggéré l'an dernier dans l'Étude Économique de l'OCDE sur le Royaume-Uni).

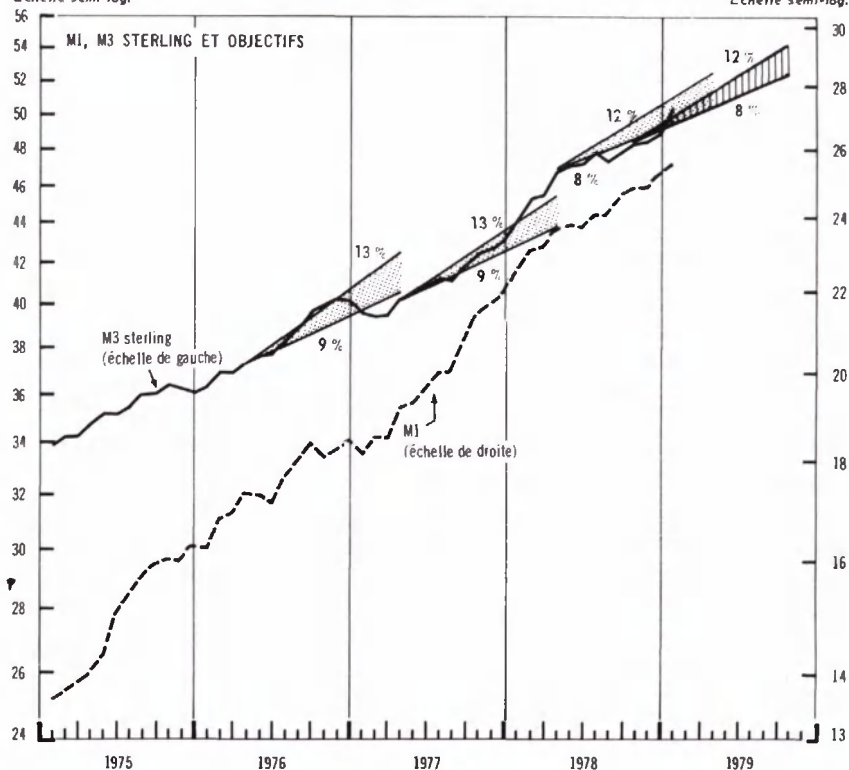
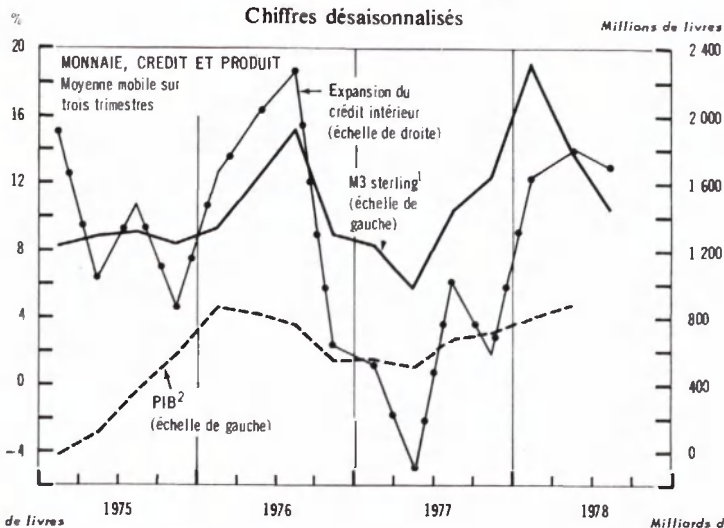
Les conditions sur les marchés financiers sont néanmoins restées assez instables. La révision des corrections des fluctuations saisonnières a révélé que, dans la seconde moitié de l'année ayant pris fin à la mi-avril, l'expansion tendancielle de la masse monétaire avait été plus forte qu'on ne l'estimait précédemment, et que, sur l'ensemble de la période de 12 mois, elle avait été de quelque 16½ % au lieu des 9 à 13 % retenus comme objectif. L'expansion de la demande de prêts bancaires s'est encore accélérée et, avec les amendements apportés à la Loi de Finances, qui augmentaient les allègements de l'impôt sur les personnes physiques proposés dans le budget, il devenait douteux que le BESP pour 1978/79 puisse être contenu dans la limite prévue de 8½ milliards de livres. En conséquence, les taux d'intérêt du marché ont continué à glisser en hausse. Le taux prêteur minimum de la Banque d'Angleterre a suivi pendant un certain temps l'évolution des autres taux à court terme du marché, selon la formule qui le liait à ce taux ; mais afin de souligner leur résolution de maîtriser l'évolution monétaire, les autorités ont annoncé le 25 mai 1979 que cette formule³⁸ était suspendue et que le taux prêteur minimum serait désormais fixé par décision administrative, comme c'était le cas précédemment pour le taux officiel d'escompte. Le taux prêteur minimum a été maintenu jusqu'à nouvel ordre au niveau de 9 % qu'il atteignait alors.

Les signes de plus en plus nets d'une accélération des prêts bancaires et la nécessité de convaincre le marché que la limite fixée pour le BESP et l'objectif monétaire seraient respectés, allaient amener le Gouvernement à annoncer, le 8 juin 1979, toute une série de mesures, notamment, une majoration de la surtaxe sur les cotisations patronales d'assurance nationale afin de ramener le BESP au niveau prévu dans le budget, le relèvement à 10 % du taux prêteur minimum et le rétablissement du système de dépôts supplémentaires spéciaux (connu sous le nom de « corset ») qui limite la croissance des bilans des banques en obligeant celles qui dépasseraient la limite fixée à l'augmentation des exigibilités portant intérêt, à constituer auprès de la Banque d'Angleterre des dépôts non rémunérés d'un montant calculé suivant des taux de pénalisation progressifs³⁹. Comme il ne peut être avantageux pour les banques

38 Selon la formule appliquée le taux prêteur minimum était fixé à un niveau supérieur de ½ % au taux moyen d'escompte des adjudications hebdomadaires de bons du Trésor arrondi au ¼ % le plus proche.

39 En l'occurrence, les dépôts portant intérêt constitués auprès de chaque banque (ou de chaque établissement de financement acceptant d(es dépôts) peuvent augmenter de 4 % sur une période de 6 mois. En cas de dépassement n'excédant pas 3 %, les banques seront frappées d'un taux de pénalisation relativement modéré de 5 % (c'est-à-dire qu'elles seront tenues de constituer auprès de la Banque d'Angleterre un dépôt supplémentaire égal à 5 % du dépassement). Mais le taux de pénalisation augmente ensuite beaucoup plus rapidement : il est de 25 % pour un dépassement allant jusqu'à 5 % et de 50 % au-delà.

Graphique 4 Agrégats monétaires



1 Pourcentages de variation en taux annuel.

2 PIB aux prix du marché de 1975; pourcentages de variation en taux annuel.

3 La même échelle semi-log a été utilisée pour les deux courbes mais, pour les besoins de la présentation, la partie inférieure a été remontée et présentée sur l'échelle de droite.

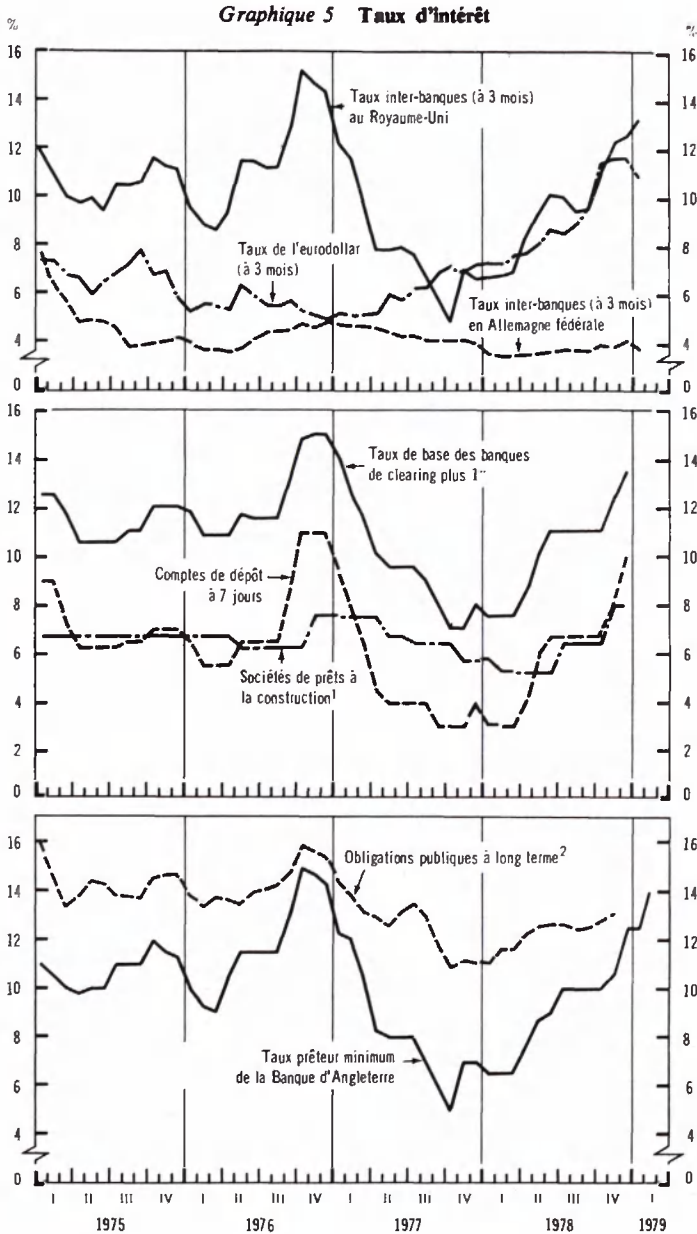
Source : Bank of England Quarterly Bulletin.

d'accepter de nouvelles exigences portant intérêt à partir du moment où elles s'attirent par là de telles pénalisations, le dispositif du « corset » équivaut en fait à un plafonnement du crédit. Il avait été appliqué avec succès durant deux phases précédentes de restriction, dont la plus récente se situe entre novembre 1976 et août 1977.

Étant donné que l'objectif de 9 à 13 % assigné à l'expansion monétaire pendant les douze mois ayant pris fin à la mi-avril avait été dépassé, la fixation d'un objectif de croissance de 8 à 12 % sur la base du chiffre d'avril était moins restrictive qu'elle n'aurait pu le paraître autrement. Après les mesures du 8 juin, le secteur privé a pu, grâce à l'augmentation antérieure des liquidités, continuer à développer rapidement son activité au second semestre de 1978 en recourant beaucoup moins au crédit bancaire que dans la première moitié de l'année. Le resserrement de la politique monétaire a eu pour effet de ramener la croissance de M3 en sterling entre les mois bancaires d'avril et de décembre à un taux annuel d'environ 7¼ %, c'est-à-dire bien en-deçà de la limite inférieure de la fourchette retenue comme objectif. Ce résultat a été dû en partie à des ventes importantes de titres d'État de premier ordre, effectuées directement au secteur privé non bancaire, immédiatement après la hausse des taux d'intérêt en juin. Les acquisitions nettes d'obligations de l'administration centrale par le secteur privé non bancaire se sont chiffrées, en juin, à environ 1¼ milliard de livres, soit plus du triple de leur moyenne pour les cinq mois précédents. La croissance des autres agrégats monétaires a marqué un ralentissement analogue. En particulier, l'expansion du crédit intérieur (ECI), qui ne devait pas dépasser 6 milliards de livres sur la période de 12 mois allant jusqu'à la mi-avril 1979, n'a représenté que 3.4 milliards de livres entre les mois bancaires d'avril et de décembre 1978, contre 4½ milliards de livres au cours des six derniers mois de l'exercice 1977/78. Sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt qui s'était produite depuis le début de 1978, la masse monétaire au sens étroit (M1), pour laquelle il n'est pas fixé d'objectif officiel, s'est accrue à une cadence annuelle de 10½ % entre les mois bancaires d'avril et décembre, contre un taux annuel de 21¼ % au cours des six mois précédents.

Toutefois, le ralentissement de la croissance du volume des liquidités dans l'ensemble de l'économie après le mois d'avril semble avoir été moins prononcé que les chiffres relatifs à M3 en sterling ne le feraient penser. Le rétablissement du « corset » a un peu faussé les statistiques monétaires depuis juin. Plus précisément, il a sans doute entraîné une certaine redistribution du financement aux dépens des banques et en faveur d'autres intermédiaires et du financement inter-entreprises. De plus, les banques ont réduit leur rôle direct d'intermédiaires en acceptant des effets dont certains sont ensuite escomptés sur le marché et repris par le secteur privé non bancaire. Par conséquent, les chiffres du crédit bancaire sous-estiment l'expansion du crédit dans l'ensemble de l'économie. D'après les estimations officielles, c'est environ 650 millions de livres pour la période de la mi-mai à la mi-décembre qu'il faut ajouter à ce titre à l'augmentation tendancielle de l'offre de crédit.

A la suite des pressions subies par le dollar et de la forte hausse des taux d'intérêt à court terme aux États-Unis, de nouvelles pressions en hausse se sont exercées sur les taux d'intérêt à court terme au Royaume-Uni. Dans ces conditions, les autorités ont encore durci leur politique monétaire au début de novembre 1978. Le 9 novembre, elles ont annoncé que la fourchette fixée comme objectif pour l'expansion de M3 en sterling serait maintenue à 8 à 12 % pour les 12 mois à venir, en prenant pour base le chiffre du mois bancaire d'octobre et non plus d'avril. Comme entre ces deux mois, la croissance monétaire effective avait été inférieure à l'objectif, la nouvelle fourchette impliquait, pour le stock de monnaie à la mi-octobre 1979, un niveau plus faible que ce n'aurait été le cas en reconduisant la fourchette fixée comme objectif sur la base du chiffre d'avril 1978. En outre, le taux prêteur minimum a été porté de 10 à 12½ %, son niveau le plus élevé depuis janvier 1977. Pour une bonne part, ce relèvement ne faisait qu'entériner la hausse qu'avaient déjà accusée les taux à court terme, mais il impliquait



1 Taux recommandé sur les dépôts.

2 Obligations à long terme (20 ans); rendement brut calculé du remboursement.

Sources : *Financial Statistics* ; Bank of England, *Quarterly Bulletin*, et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

aussi un léger ajustement supplémentaire en hausse visant à établir un nouveau niveau de taux d'intérêt. Pendant le reste de l'année, les taux du marché monétaire se sont situés en général à environ 1 point de pourcentage au-dessus des taux en vigueur juste avant l'adoption des nouvelles mesures, mais à non moins de trois points au-dessus du niveau qu'ils atteignaient à la mi-septembre, époque où la politique antérieure avait

paru le plus efficace. L'Association des Sociétés de prêt à la construction a annoncé que le taux recommandé de ses prêts hypothécaires serait relevé le 10 novembre 1978 de 2 points de pourcentage. Comme, par la suite, les taux d'intérêt à court terme ont continué de s'élever en réponse à l'évolution intérieure de l'économie, le taux prêteur minimum a été relevé le 8 février 1979 de 1½ point de pourcentage pour atteindre 14% (le taux le plus élevé sauf pour quelques mois pendant la crise du sterling vers la fin de 1976). Le but de ce relèvement était de soutenir la politique gouvernementale de discipline monétaire mais, à la différence de novembre 1978, on ne cherchait pas à établir un nouveau niveau de taux d'intérêt. Par la suite les taux bancaires de prêt et de dépôt ont également été relevés mais dans une moindre mesure que le taux prêteur minimum.

III LE PROCESSUS DE REPRISE ET D'AJUSTEMENT

Ces trois dernières années ont été pour l'économie du Royaume-Uni une période de lent redressement après la récession de 1974 et 1975 et d'ajustement aux déséquilibres intérieur et extérieur qui s'étaient créés ou avaient été exacerbés durant la récession et les années 1972 et 1973, marquées par une expansion de courte durée mais exceptionnellement forte. Le taux d'augmentation des prix a diminué et la balance des opérations courantes est à peu près revenue à l'équilibre, mais certains éléments de la situation amènent à douter que ces progrès soient durables. D'autre part, le marché du travail reste peu actif et, si l'on en juge par leur tendance de moyenne période, les investissements productifs manquent de dynamisme. Dans la présente section, on examinera l'évolution présentée ces dernières années par plusieurs variables clés et la politique économique, et l'on établira des comparaisons avec les phases correspondantes des cycles précédents pour tenter d'apporter une contribution au débat sur les politiques appropriées à moyen terme. Certains de ces problèmes ont aussi été succinctement examinés, mais sous un angle différent, dans le contexte d'un scénario de croissance à moyen terme proposé par le Secrétariat de l'OCDE, dans l'Étude Économique sur le Royaume-Uni de mars 1977⁴⁰. Ce scénario supposait un transfert de ressources de la consommation aux investissements manufacturiers et au secteur extérieur⁴¹. De plus, il mettait en garde contre le danger de dissiper le supplément de ressources fourni par la production pétrolière de la Mer du Nord en augmentant la consommation sans accroissement correspondant des capacités productives.

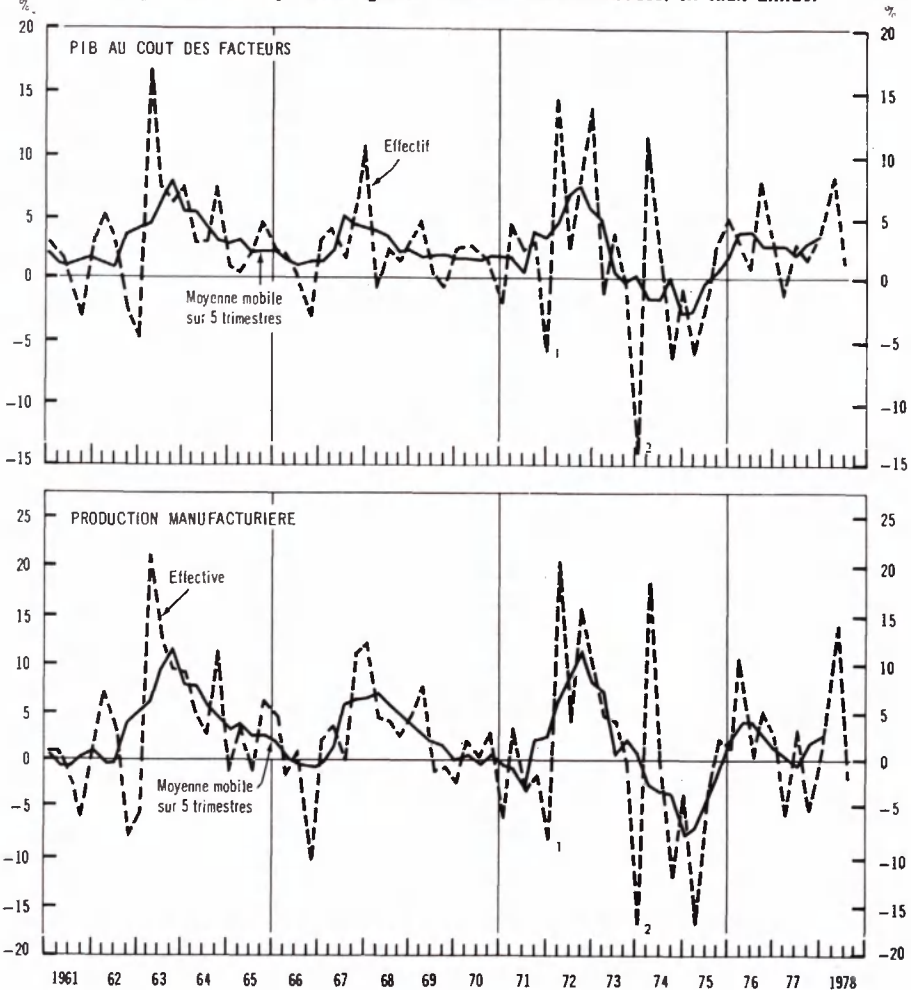
La récession de 1974 et 1975 et les progrès de la reprise

La récession de 1974 et 1975 a été, non seulement la plus grave, mais aussi la plus longue que le Royaume-Uni ait connue depuis la guerre. La production a commencé à diminuer au troisième trimestre de 1973 pour atteindre un an plus tard son minimum conjoncturel, inférieur de quelque 4% au dernier maximum, puis s'est redressée lentement pendant cinq trimestres avant de dépasser le sommet précédent. En outre, depuis le début de la reprise jusqu'au deuxième trimestre de 1978, le taux de croissance du PIB réel a été la plupart du temps inférieur à son niveau moyen des vingt dernières années, soit environ 2½%. Au troisième trimestre de 1978, le niveau de la

40 Étude Économique de l'OCDE sur le Royaume-Uni, mars 1977, pp. 36-47.

41 Le scénario reste dans l'ensemble valable mais le taux annuel d'environ 4% retenu comme objectif de croissance du PIB entre 1977 et 1982 paraît un peu optimiste étant donné que la reprise des échanges mondiaux a été plus faible qu'on ne le prévoyait en 1977 et que la compétitivité du Royaume-Uni s'est sensiblement dégradée depuis la fin de 1976.

Graphique 6 Taux de croissance de la production
 Aux prix de 1975, pourcentages de variation désaisonnalisés, en taux annuel



1 Grève de Ford.

2 Semaine de 3 jours.

Sources : *Economic Trends* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

production n'était supérieur que de 5% au maximum conjoncturel enregistré au troisième trimestre de 1973 (abstraction faite de la production de pétrole de la Mer du Nord, la différence est de 3%⁴²). L'évolution au cours de la période 1974-1978 a été très différente de ce qui s'était passé dans les phases correspondantes des cycles précédents; auparavant, la baisse de la production, généralement moins importante, durait un ou deux trimestres, après quoi la production se redressait pour atteindre de nouveaux niveaux de pointe en l'espace d'un ou deux trimestres. Le redressement de la production manufacturière après la récession a été plus faible que celui du PIB total, le

42 La reprise a été beaucoup plus faible que dans le reste de la zone de l'OCDE qui a enregistré en 1978 une augmentation d'environ 12% de son PIB combiné par rapport à 1973.

chiffre du troisième trimestre de 1978 ayant fait ressortir une augmentation d'environ 6¼ % par rapport au minimum atteint au troisième trimestre de 1975. En 1978, le niveau de cette production était néanmoins encore inférieur de quelque 5 % au maximum conjoncturel enregistré au quatrième trimestre de 1973.

Comme on pouvait s'y attendre, la faiblesse persistante présentée depuis 1974 par la demande globale est allée de pair avec un manque d'allant des principales variables liées à la production. L'emploi total⁴³ a commencé à diminuer environ un an après la production, et sa diminution a duré six trimestres — à peu près autant que la production — avant de céder la place à un mouvement de redressement progressif. L'emploi n'a toutefois marqué qu'une augmentation d'environ ¾ % entre le premier trimestre de 1976, qui avait correspondu à son point le plus bas, et le troisième trimestre de 1978, où il a été encore inférieur de presque 1 % au niveau de pointe enregistré en 1974. On estime qu'en l'absence des mesures spécifiques de soutien du marché du travail qui ont été adoptées en 1975, l'emploi serait demeuré à un niveau voisin de son minimum⁴⁴. Mais, même si l'on tient compte des effets de ces mesures, l'emploi dans les industries manufacturières se situait encore en 1978 à 7 % en dessous de son niveau de 1974. Reflétant en partie les mouvements de l'emploi et la croissance de la population active, le chômage s'était nettement accru, de 2½ % de la population active à 5¼ % environ en 1978. Bien que l'emploi dans les industries manufacturières et l'emploi total eussent l'un et l'autre diminué dans la seconde moitié des années 60, l'augmentation du chômage avait alors été moins prononcée que par le passé récent, malgré la modification de la structure de la production intervenue après 1974 au détriment de la part des industries manufacturières et au profit de celle des services, qui ont une plus forte intensité de main-d'œuvre.

Les investissements productifs⁴⁵, qui sont l'autre grande variable liée à la production, ont fléchi au deuxième trimestre de 1974 — à peu près trois trimestres avant le PIB — du fait d'une contraction précoce des investissements dans la distribution et les autres services et d'un recul prononcé des investissements dans les services publics. C'est toutefois au premier trimestre de 1975 que s'est amorcée la diminution qui devait se prolonger. Du niveau de pointe qu'ils avaient atteint au premier trimestre de 1973 à leur point le plus bas, qui s'est situé au deuxième trimestre de 1977, les investissements productifs ont baissé de 20 %, accusant ainsi la diminution la plus importante et la plus durable qui ait été enregistrée depuis 1960. Cette diminution a été particulièrement prononcée dans le cas de la distribution et des autres services, où elle a été de 23½ %, contre 16¾ % dans celui des industries manufacturières. Si, au deuxième trimestre de 1978, les investissements dans les industries manufacturières et dans la distribution et les autres services avaient pratiquement rejoint les sommets conjoncturels atteints en 1974, les investissements productifs totaux en étaient encore loin. Dans les industries manufacturières, le redressement des investissements a été sensiblement plus vigoureux que ne pouvait le laisser prévoir l'évolution de la production. Toutefois, les investissements s'y situaient encore au premier semestre de 1978 à un niveau inférieur d'environ 10 % à celui du début des années 70 et leur part dans la dépense finale totale (2½ %) est considérablement plus faible que dans la seconde moitié des années 60 et au début des années 70. Par contre, le redressement des investissements dans la distribution et les autres services a probablement été à peu près conforme à ce que laissait

43 En Grande-Bretagne seulement.

44 Les mesures visant le marché du travail couvraient à peu près 230 000 personnes à l'automne de 1978, ce qui, compte tenu des effets de déplacement, a probablement donné un accroissement net de l'emploi d'environ 115 000 personnes.

45 Par investissements productifs, on entend ici les investissements totaux, diminués des investissements dans la construction de logements. On a également exclu les investissements dans la production de pétrole de Mer du Nord pour faciliter les comparaisons avec les périodes antérieures.

escompter la variation de la production. En tout état de cause, le niveau des investissements dans les industries manufacturières est demeuré faible compte tenu du vieillissement du stock de capital, qui devient par conséquent de plus en plus obsolète; cette situation est sans doute en rapport avec la faiblesse de la part des profits dans le revenu national au cours de la période récente.

Si l'orientation restrictive présentée en 1976 et aux trois premiers trimestres de 1977 par la politique économique contribue à expliquer la lenteur de la reprise, d'autres facteurs ont été importants à cet égard. L'un d'eux a été la forte accélération de l'inflation au cours des vingt-quatre mois qui ont précédé le milieu de 1975 et son maintien à un niveau relativement élevé jusqu'à la période actuelle. Le taux de la hausse des prix, déjà en augmentation avant le relèvement des prix du pétrole appliqué à la fin de 1973, s'est rapidement accru pour atteindre 27% par an au premier semestre de 1975⁴⁶. Cette évolution s'est accompagnée d'une forte modification de la répartition factorielle du revenu. De la fin de 1973 à la fin de 1975, la part des revenus salariaux dans le revenu national s'est accrue de 4 points, passant ainsi à 69%. Cette variation a trouvé sa contrepartie dans l'évolution des profits, la part des bénéfices des entreprises industrielles et commerciales étant tombée de 7.3% en 1973 à 3.2% en 1975, compte tenu de la plus-value sur stocks et de la consommation de capital. Si la part des profits a tendance à diminuer depuis le milieu des années 50, sa réduction s'est considérablement accentuée après 1969, année où il est devenu évident que le taux d'inflation sous-jacent s'accélérait sensiblement. La part des profits s'est un peu redressée jusqu'à récemment, les bénéfices tirés de l'exploitation du pétrole de Mer du Nord étant la composante la plus dynamique du total. Comparée aux niveaux auxquels elle s'établit dans les autres pays, la part des profits est extrêmement faible au Royaume-Uni, et ce depuis assez longtemps déjà.

Malgré la baisse de la production et la hausse sans précédent des prix, les gains moyens réels ont augmenté d'environ 3½% par an en 1974 et 1975, et l'écart entre la variation des salaires réels et celle de la productivité s'est creusé de façon prononcée.

Tableau 8 Comparaison internationale des parts de profit
Pourcentage du revenu total

	Bénéfices bruts totaux ¹		Bénéfices industriels et commerciaux après amortissements ²	
	1970	1977	1970	1977
Royaume-Uni	19.1	16.7	8.7	5.2
Canada	23.3	24.2	9.3	11.3
Etats-Unis	19.9	19.6	6.3	8.5
Japon	42.8	34.3 ³	17.1	..
France	30.9	26.0	22.6	16.9
Allemagne	28.8	25.3	13.5	7.5
Italie	35.3	28.0	8.8	8.2

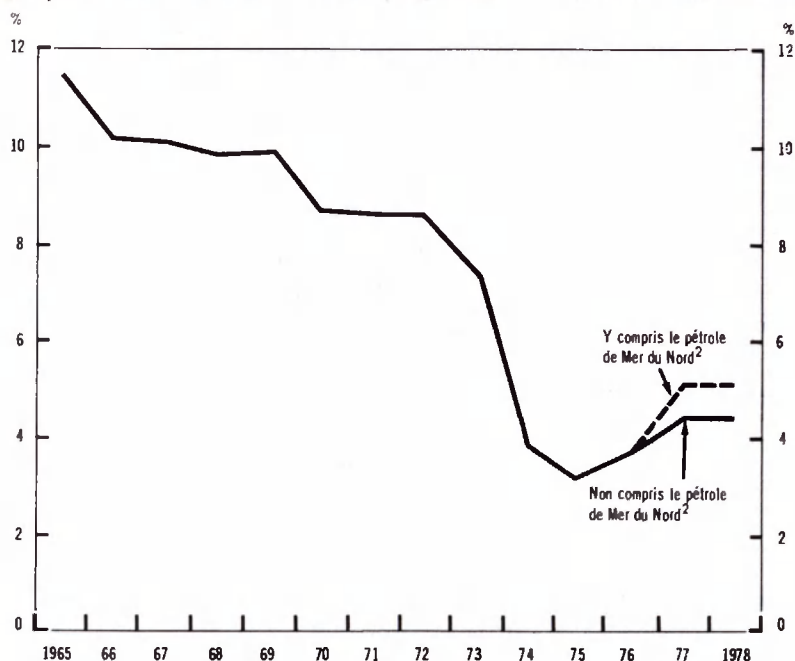
1 Résultat brut d'exploitation après déduction de l'appréciation sur stocks — si disponible — en pourcentage du revenu national disponible total.

2 Part des bénéfices industriels et commerciaux dans le revenu national disponible total, après déduction de l'appréciation sur stocks — si disponible — et de la consommation de capital fixe, avant impôts.

3 1976.

Note : En raison des différences de définition, ces pourcentages peuvent ne pas être strictement comparables d'un pays à l'autre. Ils indiquent toutefois les ordres de grandeur et le sens de l'évolution.

Sources : Comptes nationaux de l'OCDE et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

Graphique 7 Part des bénéfices des entreprises industrielles et commerciales dans le revenu total¹

1 Résultat brut d'exploitation après plus-value sur stocks et consommation de capital fixe.

2 Estimations du Secrétariat de l'OCDE pour 1978.

Sources : *National Income and Expenditure* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

Cet écart, ou avance des salaires réels⁴⁷, mesure la différence entre l'augmentation des salaires réels et celle de la capacité d'absorption intérieure, donnée essentiellement par le revenu national réel corrigé de l'effet des termes de l'échange. Il a donc d'importantes conséquences pour la croissance des investissements productifs et l'ajustement de la balance des paiements. Après avoir été relativement faible de 1960 à 1972, l'avance des salaires réels a commencé d'augmenter sensiblement en 1973 pour atteindre un niveau record d'environ 20 points de pourcentage en 1975. De fait, sur les deux années 1974 et 1975, elle s'est aggravée de 14 points, c'est-à-dire considérablement plus vite que jamais depuis la guerre et que dans la plupart des autres pays Membres. Plus des quatre cinquièmes de son accroissement ont été dus à l'excédent du taux d'augmentation des gains moyens réels par rapport à celui de la productivité et le reste à la dégradation des termes de l'échange (tableau 9). Sous l'effet du ralentissement prononcé de la hausse des prix et de l'augmentation des gains moyens obtenus

47 Les estimations de l'avance des salaires réels sont fondées sur les données de la comptabilité nationale établies selon le système normalisé et sur les prévisions du Secrétariat de l'OCDE. Les salaires réels sont donnés par le montant des traitements et salaires divisé par le nombre de salariés et corrigé au moyen de l'indice implicite des prix de la consommation privée. La productivité utilisée dans les calculs est égale au PIB réel par salarié, corrigé des effets des variations des termes de l'échange sur le revenu total. Le Secrétariat de l'OCDE pense que l'avance des salaires réels est une mesure utile pour calculer l'importance des déséquilibres qui se sont développés depuis le début des années 70 et spécialement depuis que l'inflation s'est accélérée en 1973/74. Toutefois, ce ne peut être une mesure unique et elle ne vise pas à donner des chiffres précis, mais seulement les ordres de grandeurs.

Tableau 9 Avance des salaires réels
1969 = 100

	1963-69	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Productivité¹										
a) Pétrole de mer du Nord exclus	92.0	102.5	106.0	109.1	113.9	111.3	110.1	113.4	114.0	116.9
b) Pétrole de mer du Nord inclus								114.0	115.6	119.1
Productivité ajustée pour l'effet des termes de l'échange										
a) Pétrole de mer du Nord exclus	90.4	102.9	106.6	109.9	112.2	105.5	106.1	108.5	109.6	113.8
b) Pétrole de mer du Nord inclus								109.3	111.1	116.0
Gains moyens réels	92.4	106.0	109.2	114.5	118.1	120.8	126.0	124.1	118.1	123.5
Avance des salaires réels²										
a) Pétrole de mer du Nord exclus	2.0	3.1	2.6	4.6	5.9	15.3	19.9	15.6	8.5	9.7
b) Pétrole de mer du Nord inclus								14.8	7.0	7.5

1 PIB réel par personne employée.

2 Différence entre les niveaux des gains moyens réels et de la productivité ajustée.

Sources : *National Income and Expenditure*, *Department of Employment Gazette* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

dans le cadre des phases I et II de la politique salariale du Gouvernement, d'août 1975 à juillet 1977, l'écart s'est substantiellement réduit ; pour l'ensemble de l'année 1977, il a été d'environ $8\frac{1}{2}$ points⁴⁸. De fait, son ajustement a été plus rapide que dans la plupart des autres pays Membres où ce déséquilibre existait. Mais l'avance des salaires réels s'est accrue par la suite en raison principalement de l'accélération marquée par la progression des gains durant la mise en œuvre de la phase III de la politique des rémunérations, qui a pris fin en juillet 1978. Comme on l'a vu précédemment, les gains moyens, qui avaient augmenté de 9 % en 1977, se sont accrus d'un peu plus de 13 % en 1978, année où l'inflation s'est considérablement ralentie, son taux s'étant établi aux environs de $8\frac{1}{4}$ %. En conséquence, les gains moyens réels ont progressé de 5 %. L'accélération des gains de productivité associée au redressement de la production en 1978 et une amélioration considérable des termes de l'échange ont modéré dans une certaine mesure les effets de la forte augmentation des gains réels sur l'avance de ceux-ci. Cette avance s'est néanmoins chiffrée à 9¼ points en 1978 (abstraction faite des effets de la production de pétrole de Mer du Nord). Tout en s'étant réduite de façon appréciable par rapport à 1975, elle demeure donc considérable. En outre, la persistance d'une avance considérable des salaires réels amène à penser que celle-ci ne s'explique pas entièrement par des facteurs conjoncturels, d'où l'importante influence négative qu'elle exerce sur les profits et les investissements productifs.

L'existence de cette avance des salaires réels semble également avoir beaucoup contribué à limiter l'ajustement de la balance des paiements. Non seulement elle nuit à la compétitivité de l'économie, mais elle introduit aussi une distorsion dans l'affectation des ressources à cause de son effet sur les investissements. A terme, par conséquent, elle peut entraîner un ralentissement de la croissance de la production, en particulier dans les industries manufacturières et, par le biais de son effet sur la compétitivité, déséquilibrer les courants d'échanges en provoquant une croissance excessive des importations. Le fait que la balance des opérations courantes a été à peu près équilibrée en 1978 ne signifie pas que les déséquilibres antérieurs ont été entièrement corrigés. Premièrement, malgré la forte expansion marquée en 1978 par la demande intérieure, le Royaume-Uni se trouve depuis 1976 dans une phase du cycle conjoncturel qui, du point de vue de la balance des paiements, lui confère un certain avantage sur ses partenaires commerciaux. Deuxièmement, le volume des importations de produits manufacturés s'est accru au cours de la décennie qui s'est terminée en 1977 à un taux tendanciel de 12 %. Troisièmement, le transfert de ressources intervenu au profit du secteur extérieur a été en grande partie dû à la faiblesse de la consommation privée pendant la récession et au début de la reprise. En 1978, l'expansion de la consommation a modifié l'affectation des ressources aux dépens du secteur extérieur. Si le Royaume-Uni veut atteindre une position extérieure supportable à plus long terme, il importe donc, semble-t-il, que l'avance des salaires réels se résorbe afin que la croissance des salaires réels s'aligne, en moyenne, sur celle de la capacité d'absorption intérieure.

La politique de reprise et d'ajustement

A la fin de 1973, la conjonction de puissantes forces inflationnistes, d'un vif pessimisme de la part des chefs d'entreprise, d'une dégradation prononcée des termes de l'échange, de faibles perspectives de croissance du commerce mondial et de l'important déficit de la balance des paiements posait au gouvernement des problèmes considérables. La difficulté d'évaluer l'intensité des forces conjoncturelles à l'œuvre était aggravée par les incertitudes qui entouraient la nature des transformations profondes,

48 Si l'on inclut la production du pétrole de Mer du Nord dans ces calculs, l'avance a été de 7 points de pourcentage en 1977.

à plus long terme, des structures ou des comportements économiques, telles que le processus de désindustrialisation et l'accroissement du degré de pénétration des importations. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que plusieurs changements d'orientation soient intervenus dans la politique économique au cours des cinq années qui ont suivi. Tout d'abord, les autorités ont tenté de soutenir la demande et de freiner la montée du chômage au moyen d'une régulation relativement expansionniste de la demande, tant en 1974 qu'en 1975. En 1975 et 1976, l'incidence positive des modifications du budget s'est chiffrée à un peu plus de 1 % du PIB. En 1975, les directives de rémunérations n'ont pas réussi à limiter l'augmentation des revenus nominaux. D'autre part, la politique monétaire a dans l'ensemble été relativement prudente, les dispositions de 1971 relatives à la concurrence et au contrôle du crédit ayant été en grande partie abandonnées à la fin de 1973 au profit d'interventions plus directes⁴⁹. Depuis 1973, la politique monétaire fait de plus en plus partie intégrante de la politique de lutte contre l'inflation. C'est ainsi que les autorités, reconnaissant les effets qu'une croissance monétaire excessive peut produire sur les marchés des changes et sur le niveau des prix intérieurs, ont pris des mesures pour réduire autant que possible l'incidence expansionniste du Besoin d'emprunt du secteur public sur les conditions monétaires.

A partir du milieu de 1975, le poids principal de la politique économique s'est progressivement déplacé du soutien de l'activité vers la réduction de l'inflation intérieure. L'accord conclu en 1975 avec les syndicats visait à obtenir une légère diminution des gains réels. C'est seulement vers le milieu de 1976, toutefois, que les trois principaux volets de la politique économique — la politique budgétaire, la politique monétaire et celle des revenus — se sont trouvés généralement compatibles avec les deux principaux objectifs poursuivis, à savoir la lutte contre les pressions inflationnistes et le transfert de ressources au profit du secteur extérieur. La principale modification apportée à la politique budgétaire est intervenue en décembre 1976, date à laquelle ont été annoncées d'importantes compressions des dépenses publiques destinées à réduire la pression exercée sur les ressources par le secteur public⁵⁰ et à renforcer la confiance des agents extérieurs dans le sterling⁵¹. D'autre part, les deux accords sur les rémunérations qui ont couvert la période d'août 1975 à juillet 1977 ont atteint leur but, qui était de limiter substantiellement la croissance des revenus réels. Enfin, l'adoption officielle d'objectifs monétaires a introduit une discipline accrue dans la gestion monétaire. Grâce, en grande partie, à la cohérence des différents volets de la politique économique, la période de douze mois qui a précédé le milieu de 1977 a été marquée par des progrès substantiels dans la voie d'une amélioration de l'équilibre intérieur et extérieur.

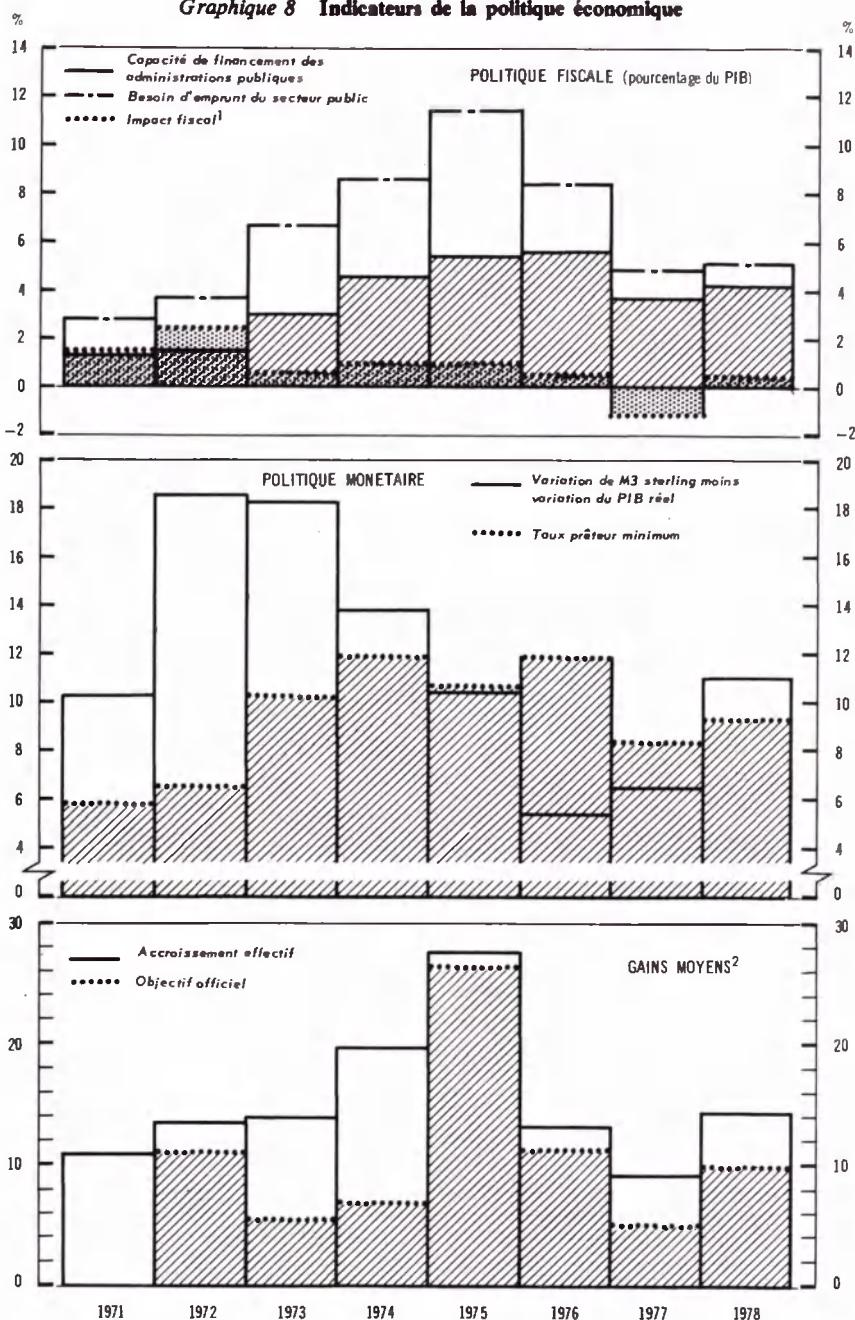
Après le milieu de 1977, au vu du ralentissement prononcé de la hausse des coûts et des prix, de l'apparition d'un excédent de la balance des opérations courantes, de la création d'un climat financier favorable et du niveau élevé du chômage, il a paru opportun d'assouplir un peu la politique budgétaire. De même, les conditions monétaires ont été légèrement assouplies. Toutefois, comme on l'a déjà noté, la norme de 10 % relative à la progression des gains moyens a été dépassée d'environ 4 points (qui

49 Parmi les principaux instruments de la politique monétaire utilisés ou disponibles la plupart du temps depuis la fin de 1975 figure le dispositif de dépôts spéciaux supplémentaires (ou « système du corset »), destiné à limiter la croissance des engagements porteurs d'intérêts du système bancaire. Les autorités monétaires ont largement recouru également aux modifications du taux prêtreur minimum. La croissance de M3 en sterling s'est ralentie, son taux annuel, qui avait été de quelque 22 % entre la fin de 1970 et la fin de 1973, étant descendu aux environs de 10 % depuis lors.

50 En 1973, la part du secteur public dans le total des demandes intérieures de ressources a été de 25 % : en 1976, cette proportion était passée à 30 %.

51 A la fin d'octobre 1976, le taux de change effectif du sterling avait baissé de 13 % en l'espace de trois mois.

Graphique 8 Indicateurs de la politique économique



1 Variation des soldes budgétaires réels pondérés en pourcentage du PIB de l'année précédente en prix constants.

2 Masse salariale totale divisée par l'emploi total. Le taux de variation pour, par exemple, 1978, se réfère à l'accroissement du 3^e trimestre de 1977 au 3^e trimestre de 1978.

Sources : *National Income and Expenditure, Bank of England Quarterly Bulletin, Financial Statistics, Department of Employment Gazette* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

reflètent en partie des majorations justifiées par les gains de productivité). Par conséquent, à un moment où la stabilité présentée pendant neuf mois (jusqu'en avril 1978) par les prix à l'importation, et le ralentissement de la hausse des salaires obtenu pendant la phase II commençaient à produire des effets perceptibles sur les prix à la consommation, une accélération de la progression des rémunérations est venue renverser partiellement l'ajustement nécessaire réalisé avant le milieu de 1977. De ce fait, le redressement des profits, indispensable à une reprise durable des investissements productifs, s'est trouvé interrompu.

Les autorités ne se sont pas contentées d'utiliser les politiques macro-économiques pour réduire les déséquilibres de l'économie, elles ont aussi continué de recourir à un certain nombre de politiques d'ajustement spécifiques, parmi lesquelles celle qui a la plus large portée est la Stratégie industrielle lancée à la fin de 1975².

Tableau 10 Dépenses publiques en faveur du commerce, de l'industrie et de l'emploi
Millions de livres aux prix de référence 1978

	Moyenne 1973/74 à 1975/76	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1982/83
Soutien régional	722	803	518	686	700	715
<i>dont :</i>						
Aides au développement régional	21	452	385	430	460	490
Aide sélective	61	35	34	92	67	57
Agences écossaise et galloise de développement	2	28	64	112	125	121
Innovation industrielle (R. et D.)	469 ¹	348	275	358	268	284
Soutien général à l'industrie	684	466	427	396	567	444
<i>dont :</i>						
Conseil national des entreprises ²	4	158	368	70	270	262
Aide sélective ³	163	105	59	225	207	128
Soutien aux industries nationalisées ⁴	163	160	115	157	110	100
Commerce international ⁵	1 056	905	-110	454	113	61
Fonctionnement du marché du travail	363	697	876	974	1 243	1 385
<i>dont :</i>						
Emploi	99	150	162	167	181	188
Formation industrielle	162	280	311	374	511	519
Divers ⁶	259	166	-404	208	191	183
Total	4 512	3 545	1 698	3 232	3 192	3 171
<i>Pour mémoire :</i>						
Aide sélective ⁷	230	326	525	499	669	568
Prêts nets du gouvernement aux industries nationalisées ⁸	1 028	354	-239	1 100	1 450	1 000

1 Principalement Concorde, le moteur RB 211 et le nucléaire.

2 Montants en termes monétaires et non en prix constants.

3 Y compris aide future à l'industrie.

4 Autres que les industries de transport.

5 En 1976/77, changement des règles de refinancement par le Département des crédits à la garantie des exportations (EGCD).

6 Y compris 590 millions de livres (aux prix de référence 1978) en produit des ventes des actions BP en 1977/78.

7 Aide sélective générale et régionale plus aide fournie par le Conseil national des entreprises et les Agences écossaises et galloises de développement.

8 Poste non inclus dans les chiffres ci-dessus ; comprend surtout : charbon, électricité, gaz, pétrole, acier, postes, aviation et chantiers navals à partir de 1977/78.

Sources : The Government's Expenditure Plans 1979/80 to 1982/83, Cmnd 7439, janvier 1979.

Cette stratégie, qui vise à plus long terme à améliorer l'efficacité de l'industrie, consiste à identifier les contraintes auxquelles sont confrontés les principaux secteurs industriels, à atténuer ces contraintes et à fixer des objectifs à moyen terme; à cette fin, des groupes de travail sectoriels ont été créés dans le cadre du Conseil national du développement économique, et plusieurs d'entre eux ont fait part l'an dernier de leurs conclusions qui servent de base à des discussions tripartites entre le gouvernement et les partenaires sociaux. En coordonnant dans bien des cas ce type d'action avec la Stratégie industrielle, le gouvernement a continué d'accorder différentes formes d'aide à l'industrie, dans le cadre de programmes tels que le Système d'aide sélective aux investissements («*Selective Investment Scheme*»), destiné à empêcher que des obstacles d'ordre financier ne viennent retarder la réalisation de projets d'investissement opportuns. Le Conseil national des entreprises et les Agences écossaise et galloise de développement continuent également de dispenser des fonds. Autre instrument important de la politique d'ajustement, la formation industrielle s'est développée ces derniers temps sous l'impulsion du Système de possibilités de formation («*Training Opportunities Scheme*») et des programmes du Conseil de la formation industrielle. Simultanément, le champ d'application et le coût du dispositif temporaire de soutien de l'emploi ont été substantiellement réduits.

Les dépenses passées et prévues au titre des diverses mesures d'ajustement et de soutien sont présentées sous une forme succincte au tableau 10. Le montant de 3.2 milliards de livres prévu pour l'exercice 1978/79 (2% du PIB) représente une dépense totale notablement supérieure à celle de l'exercice 1977/78, mais, si l'on tient compte d'un certain nombre de facteurs exceptionnels comme la vente d'actions de la société BP et la modification des dispositions relatives aux garanties de crédits à l'exportation, les dépenses semblent présenter depuis l'exercice 1972/73 une diminution tendancielle (en part du PIB réel) qui, d'après les plans à moyen terme, se poursuivrait jusqu'à l'exercice 1982/83.

IV PERSPECTIVES ET CONCLUSIONS

Perspectives à court terme

Les prévisions du Secrétariat de l'OCDE pour 1978, publiées l'année dernière, étaient raisonnablement proches des résultats estimés présentés au tableau 11. Le PIB en volume a augmenté d'environ 1/2 point de plus que prévu, mais cet écart tient surtout au changement de base des comptes nationaux qui sont maintenant établis aux prix de 1975 et non plus aux prix de 1970⁵³. On relève cependant des différences importantes — qui d'ailleurs se compensent — entre les prévisions et l'évolution effectives des composantes de la demande et de la production, divergences largement imputables aux modifications apportées ultérieurement à la politique économique. Les allègements supplémentaires de l'impôt sur le revenu inscrits au budget et l'évolution exceptionnellement favorable des prix des produits alimentaires saisonniers ont entraîné une croissance plus rapide que prévu de la consommation privée, tandis que les investissements du secteur public restaient en-deçà des prévisions budgétaires, ce qui explique que cette composante ait marqué un recul plus prononcé que prévu. Les investissements fixes se sont aussi ressentis de l'incidence négative que le plafonnement des crédits hypothécaires et la forte hausse des prix des logements ont exercé sur les investissements pri-

53 En particulier, ce changement de base donne un poids plus important à la production pétrolière de la Mer du Nord et fait donc apparaître une croissance du PIB en volume plus rapide que si elle avait été calculée aux prix de 1970.

vés dans le logement. L'impulsion donnée par les pouvoirs publics à la consommation privée a contribué à gonfler les importations. De leur côté, les estimations relatives à l'augmentation du volume des exportations péchaient aussi par excès d'optimisme, la croissance des marchés ayant été moindre qu'on ne l'avait escompté. Ces évolutions moins favorables que prévu des échanges en volume expliquent qu'au lieu de dégager l'excédent prévu, la balance extérieure courante n'a été qu'à peu près en équilibre. Les prévisions relatives à l'inflation se sont dans l'ensemble révélées correctes.

Les prévisions pour 1979 reposent sur l'hypothèse que la politique actuelle de régulation de la demande sera maintenue, mais l'incidence de cette politique dépendra pour beaucoup de la réalisation de l'augmentation des dépenses publiques en biens et services inscrite dans le budget. Il semble probable que, comme en 1978, ces dépenses prendront certains retards en termes réels sur les prévisions budgétaires, par suite surtout d'une hausse des rémunérations plus rapide que ne le supposent les plans officiels et de l'incidence des plafonds imposés à la plupart des postes de dépenses publiques.

Tableau 11 **Demande et production en 1979**
Pourcentages de variation en volume,
taux annuels désaisonnalisés

	Par rapport à l'année précédente		Par rapport au semestre précédent		
	1978 ¹	1979 ²	1978 II	I	1979 II
Consommation privée	5½	3	5½	1½	2½
Consommation publique	1½	1½	½	2	1½
Formation de capital fixe	2½	1½	1	3½	-½
Secteur public	-8½	3½	1½	4½	1½
Secteur privé	9	1	½	2½	-2
Demande intérieure finale	4½	2½	3½	2	1½
Plus variation des stocks ³	½	-½	-1	-½	-½
Plus ajustement « de compromis » ⁴	—	—	—	½	—
Demande intérieure totale	4½	1½	2½	1½	1½
Exportations — pétrole inclus	2½	4½	8	3½	3
— pétrole exclus	1½	3½	6	3	2½
Importations — pétrole inclus	6½	2½	6	1½	2½
— pétrole exclus	7½	4½	5	4½	4½
Plus variation de la balance extérieure ⁵	-1	½	½	½	½
PIB aux prix du marché ⁶	3½	2½	3½	2½	1½
PIB aux prix du marché ⁶ , mer du Nord exclue	2½	1½	3	1½	1
<i>Pour mémoire :</i>					
Indice des prix implicite de la consommation privée	8½	10½	9	10½	12½
Revenu disponible réel	5½	3	6	2	2
Balance des paiements courants (milliards de dollars)	½	1½	1½	1½	2½

1 Les chiffres pour 1978 sont provisoires ; ils sont fondés sur les données publiées pour les trois premiers trimestres et sur des estimations du Secrétariat de l'OCDE pour le quatrième trimestre.

2 Prévisions du Secrétariat de l'OCDE.

3 En pourcentage du PIB de la période précédente.

4 Différence entre la production calculée dans l'optique de la dépense et l'estimation « de compromis » de la production, laquelle est la moyenne pondérée des trois estimations du PIB établies respectivement dans l'optique de la production, de la dépense et du revenu.

5 Sur la base de l'estimation « de compromis ».

Sources : "Press and Information Service Release" et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

En termes réels, les dépenses publiques totales devraient donc augmenter un peu plus lentement que ne l'envisagent les prévisions officielles, mais à peu près au même taux que l'année dernière. Toutefois, l'effet expansionniste exercé sur la demande par les dépenses publiques sera sans doute à peu près compensé par l'incidence d'une forte augmentation des recettes fiscales. Conformément aux hypothèses retenues dans les prévisions officielles, le Secrétariat de l'OCDE a tenu compte dans ses propres prévisions d'une indexation des abattements au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour l'exercice budgétaire 1979/80 et d'un relèvement des taux de certains impôts indirects en fonction de la hausse des prix observée en 1978. En définitive, l'orientation de la politique budgétaire devrait être à peu près neutre.

Comme les rémunérations nominales augmenteront sans doute nettement plus vite que ne l'impliquerait le strict respect de la norme de 5 % fixée pour les majorations de salaires et retenue dans les prévisions officielles, il est estimé que le Besoin d'emprunt du secteur public pour l'exercice 1979/80 dépassera les 8½ milliards de livres auxquels se situent les dernières estimations officielles. Sur cette base, l'objectif de 8 à 12 % fixé pour la croissance de M3 en sterling au cours des douze mois jusqu'en octobre 1979 correspondrait à une politique monétaire restrictive. Dans ses prévisions, le Secrétariat de l'OCDE a supposé qu'en 1979 M3 en sterling augmenterait à un taux égal ou supérieur à la limite la plus élevée de cette fourchette et que les taux d'intérêt à court terme et les rendements des obligations diminueraient légèrement par rapport aux niveaux élevés qu'ils atteignent actuellement. La politique monétaire exercerait un effet de freinage sur la demande et la production.

Comme on l'a noté dans la Partie I, les résultats de la série de négociations salariales actuellement en cours sont extrêmement incertains. Cette incertitude s'est encore accrue depuis qu'à la mi-janvier 1979 le gouvernement a proposé d'autoriser des augmentations des rémunérations très supérieures à 5 % pour les travailleurs les moins payés. Aussi le Secrétariat de l'OCDE a-t-il adopté l'hypothèse purement *technique* que les rémunérations moyennes augmenteront d'environ 14 %, comme lors de la précédente série d'accords salariaux. Les prévisions présentées dans le N° 24 des *Perspectives Économiques* de l'OCDE étaient fondées sur l'hypothèse d'une hausse de 10 % des rémunérations moyennes. L'adoption d'une hypothèse plus forte sur l'accroissement des rémunérations moyennes modifie assez peu⁵⁴ les estimations relatives à la croissance de la production, mais elle a une forte incidence, de 2½ points, sur les prévisions relatives à la hausse des prix. Encore cette incidence pourrait-elle être plus forte si l'on tenait compte du fait que le taux de change effectif de la livre pourrait baisser si l'écart entre les taux de l'inflation au Royaume-Uni et dans le reste de la zone de l'OCDE devenait trop important. L'adoption d'une hypothèse plus forte concernant les rémunérations aura évidemment des effets inégaux sur la production et sur les prix puisque la croissance est largement déterminée par la progression tendancielle de la productivité de l'économie qui, ces dernières années, a été beaucoup plus lente qu'elle ne l'avait été jusqu'en 1973⁵⁵ et puisque, en outre, une forte hausse des gains salariaux sera à bref délai répercutée sur les prix par le biais du mécanisme de transmission, ce qui compensera largement en termes réels l'accroissement de la hausse des rémunérations nominales.

54 Compte tenu de l'accélération de la hausse des prix du pétrole et des produits de base intervenue depuis la parution du N° 24 des *Perspectives économiques de l'OCDE* et de la dégradation du climat des affaires et des perspectives d'achat des consommateurs due aux incertitudes planant sur les accords salariaux de 1979, la croissance du PIB, dans l'hypothèse d'une progression de 10 % des rémunérations, ne serait inférieure que de ½ % au taux auquel elle s'établirait dans l'hypothèse d'une hausse de 14 %.

55 Même dans une année de rapide reprise de la demande comme l'a été l'année 1978, la productivité a augmenté à un taux très inférieur à son taux de croissance moyen en longue période, et même nettement moins qu'au cours des phases d'expansion précédentes.

La poursuite de la forte progression des coûts de main-d'œuvre⁵⁶ conjuguée au ralentissement de la croissance de la production en 1979, accélérera la hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre, qui, comme en 1978, sera de loin le principal facteur de hausse des prix en 1979. En outre, on suppose que, conformément à l'hypothèse retenue dans les prévisions officielles, les taux de certains impôts indirects seront majorés en 1979 (alors qu'aucune modification n'avait été apportée à la fiscalité indirecte en 1978) et on prévoit que le mouvement de hausse amorcé par les prix à l'importation, qui avaient été un facteur de stabilité des prix en 1978⁵⁷, se poursuivra en 1979 et renforcera les pressions inflationnistes⁵⁸. Seuls les profits, les revenus des travailleurs indépendants et les coûts intérieurs autres que les coûts de main-d'œuvre continueront sans doute à exercer un effet modérateur sur l'évolution des prix à la consommation. Dans ces conditions, on estime qu'en 1979 la hausse des prix à la consommation (calculée sur la base des comptes nationaux) sera de l'ordre de 10¾ % d'une année sur l'autre, mais s'accélérera durant l'année pour atteindre près de 12 %⁵⁹, soit environ 4 points de plus qu'au cours de l'année 1978.

Cette accélération de la hausse des prix à la consommation entraînera un ralentissement prononcé de la croissance des rémunérations salariales réelles, qui ne sera que de l'ordre de 3 % en 1979, contre 5 % en 1978. De plus, les autres types de revenus⁶⁰ et les transferts publics augmenteront sans doute aussi plus lentement en termes réels cette année, ce qui devrait faire encore diminuer la part des profits dans le revenu national. Compte tenu de l'augmentation du freinage fiscal, la croissance du revenu disponible réel pourrait se trouver ramenée de 5¼ % en 1978 à environ 3 % en 1979. Encore cet accroissement serait-il dû pour près d'un tiers à la forte augmentation enregistrée en 1978 et le revenu réel disponible augmenterait de 2 % entre le second semestre de 1978 et le second semestre de 1979. L'évolution du taux d'épargne des ménages représente une certaine inconnue, mais étant donné les perspectives peu favorables qui se dessinent sur le plan de l'inflation et de l'emploi, on a supposé que ce taux augmenterait légèrement, comme en 1978. Si ces hypothèses se vérifiaient la croissance de la consommation privée se ralentirait fortement en 1979 : elle serait de 3 % sur l'ensemble de l'année et tomberait à environ 2 % dans le courant de l'année.

Comme on l'a déjà dit, les prévisions du Secrétariat de l'OCDE sur la consommation et l'investissement fixe des administrations publiques sont un peu inférieures aux plus récentes estimations officielles. On prévoit que, après avoir marqué une nette accélération ces deux dernières années, la croissance des investissements dans les industries manufacturières se ralentira de façon prononcée en 1979, pour s'établir à un peu plus de 5 % d'une année sur l'autre, mais en tombant à un taux annuel de moins de 2 % au second semestre⁶¹. Dans les secteurs de la distribution et des services, les inves-

56 La majoration, en novembre, de 1½ % de la surtaxe au titre de la sécurité sociale (*National Insurance*) ne devrait pas être pleinement répercutée sur les prix à la consommation avant le milieu de 1979.

57 Cette prévision repose comme d'habitude sur l'hypothèse que le taux de change effectif de la livre restera au même niveau qu'au début de janvier 1979.

58 Après avoir un peu diminué au cours des quinze mois ayant pris fin au troisième trimestre de 1978, l'indice des prix de gros des combustibles et des matières achetées par les industries manufacturières (qui sont en majeure partie importés) a sensiblement augmenté (de près de 12½ % en taux annuel) entre septembre 1978 et janvier 1979. Les prix à l'importation ont augmenté à une cadence annuelle d'environ 4½ % au cours de la période de trois mois ayant pris fin en janvier 1979.

59 Du quatrième trimestre 1978 au quatrième trimestre 1979.

60 Revenus des travailleurs indépendants et revenus au titre des loyers, intérêts et dividendes.

61 En définitive, la reprise des investissements dans les industries manufacturières au cours de ces trois dernières années n'a pas été très satisfaisante, puisqu'en 1979 ils se situent encore à un niveau inférieur au sommet enregistré en 1970. Cela tient en partie à ce que depuis quelques années la production n'augmente pas suffisamment dans les industries manufacturières pour encourager une reprise soutenue des investissements. De plus, après s'être partiellement redressé en 1976 et 1977, le taux de profit dans ces industries n'a sans doute guère varié en 1978 et pourrait également rester à peu près stable en 1979, à un niveau assez bas par rapport à celui qui était enregistré dans le passé.

tissements augmenteront sans doute un peu plus vite que la demande et la production en 1979. Le Gouvernement a autorisé les sociétés de prêts à la construction à relever de 9 % le plafond de leurs crédits en 1979 (pour le porter à 700 millions de livres par mois), mais cela ne suffira sans doute pas à compenser la hausse des prix des nouveaux logements, si bien que, comme en 1978, l'insuffisance du crédit hypothécaire aura une incidence négative sur les investissements dans le logement. En outre, les taux hypothécaires resteront probablement en moyenne plus élevés en 1979 qu'en 1978, et, comme le revenu disponible réel augmentera beaucoup plus lentement, les investissements privés dans la construction de logements pourraient marquer un léger recul, après avoir déjà diminué les trois années précédentes. En définitive, en 1979, les investissements fixes privés devraient très peu augmenter mais, en tablant sur une évolution un peu plus dynamique des investissements du secteur public, on prévoit que les investissements fixes totaux progresseront d'environ 1½ %, contre 2½ % en 1978.

Il ressort des prévisions relatives à l'évolution de ses grandes composantes que la demande intérieure finale pourrait augmenter d'environ 2½ %. Compté tenu de la situation assez médiocre des profits, des faibles perspectives de croissance et de ce que les rapports stocks/production se situent à peu près à leur niveau moyen de longue période, les stocks ne devraient pas augmenter beaucoup et la formation des stocks pourrait avoir une faible incidence négative sur la croissance du PIB en 1979. Pour l'ensemble de l'année, la croissance de la demande intérieure totale est estimée à 1¾ % (contre 4½ % en 1978).

L'évolution présumée des rémunérations salariales moyennes implique que la compétitivité des prix des exportations de produits manufacturés britanniques continuera à se détériorer en 1979. On estime qu'au cours des deux années qui se sont terminées à la fin de 1978, les valeurs relatives des exportations et les coûts unitaires de main-d'œuvre relatifs ont augmenté de près de 15 % au Royaume-Uni⁶² ; cette baisse de compétitivité devrait avoir une incidence défavorable sur le volume des exportations de produits manufacturés du Royaume-Uni et lui faire encore perdre des parts de marchés. Toutefois, elle devrait être un peu compensée par l'accélération probable de la croissance des marchés, de sorte que les exportations de marchandises autres que le pétrole pourraient augmenter à un rythme de l'ordre de 2¼ % l'an durant l'année 1979. La production pétrolière de la Mer du Nord continuant de s'accroître de façon appréciable, les exportations de pétrole progresseront sans doute à nouveau sensiblement en 1979, grâce à quoi les exportations totales de marchandises pourraient augmenter un peu plus rapidement qu'en 1978, de 3 % entre le début et la fin de l'année et de 4¼ % d'une année sur l'autre. Comme, en outre, on prévoit pour 1979 une légère reprise de l'accroissement en termes réels des exportations de services, la croissance des exportations totales de biens et services devrait s'accélérer pour atteindre 4½ % contre environ 2¼ % en 1978.

Par suite du ralentissement probable de la croissance de la consommation privée, les importations de marchandises autres que le pétrole devraient augmenter moins que l'année dernière, de 5 % au lieu de 7½ %. Comme la production de pétrole et de gaz de la Mer du Nord continuera d'augmenter, les importations de pétrole devraient diminuer fortement, et en définitive les importations totales de marchandises ne devraient s'accroître que de 2½ % en volume. Si, comme on le suppose, la progression des importations de services en termes réels ne se ralentit pas sensiblement, les importations de biens et de services pourraient s'accroître de 2¾ %, soit moitié moins vite qu'en 1978. On peut, semble-t-il, tabler sur une certaine amélioration supplémentaire

62 Dans l'hypothèse d'une hausse de 14 % des rémunérations, il y aura une nouvelle dégradation en 1979 (plus lente toutefois qu'au cours des deux années précédentes) mais, en raison du décalage habituel, son incidence se fera surtout sentir après la fin de 1979.

des termes de l'échange, les valeurs moyennes des exportations du Royaume-Uni augmentant plus vite que celles de ses partenaires commerciaux. Cette légère amélioration des termes de l'échange et l'évolution prévue du volume des exportations et des importations permettraient à la balance extérieure courante de dégager un excédent d'un peu moins de 2 milliards de dollars⁶³.

On estime que l'amélioration du solde extérieur réel contribuera pour ½ point à la croissance du PIB réel, elle-même évaluée à 2¼ %. L'augmentation de la production pétrolière de la Mer du Nord compterait pour près de ¾ de point dans cette croissance du PIB⁶⁴. Ainsi qu'en 1978, la production manufacturière semble devoir augmenter plus lentement que le PIB réel, et à la fin de 1979 son niveau pourrait se situer encore à quelque deux points au-dessous du sommet atteint en 1973. Le taux de croissance sous-jacent de la productivité semble avoir diminué de façon notable depuis 1973, mais on ne peut évaluer de façon sûre l'importance de ce fléchissement à cause de l'influence des facteurs conjoncturels et de la brièveté de la période qui s'est écoulée depuis 1973. Par ailleurs, la productivité a accusé d'importantes variations erratiques. Il est donc difficile de prévoir l'évolution de l'emploi à court terme, et ce d'autant plus que l'on ignore les décisions qui seront prises au sujet des programmes de formation et de création d'emplois. En outre, du fait d'importantes modifications des taux d'activité au cours de ces dernières années, les projections de la population active ont généralement été difficiles à établir. C'est pourquoi les prévisions relatives au niveau de l'emploi et du chômage en 1979 comportent une large marge d'erreur et ne doivent être considérées que comme des indications des ordres de grandeur en cause et du sens du changement. A supposer qu'aucune modification importante ne soit apportée en 1979 aux programmes de création d'emplois et de formation, et que les taux d'activité ne diminuent plus, l'emploi pourrait augmenter un peu mais il est probable que le chômage aussi augmentera légèrement au cours de l'année.

Conclusions

La reprise de l'investissement productif, la poursuite de la baisse du chômage, le maintien en quasi-équilibre de la balance extérieure courante, le net ralentissement de la hausse des prix et la relative stabilité du taux de change de la livre à un moment où la demande intérieure augmentait sensiblement, tels sont les résultats importants à porter à l'actif de la politique économique menée en 1978. Mais il subsiste de sérieux problèmes qui risquent de compromettre les progrès réalisés jusqu'ici dans la voie de la correction des déséquilibres économiques et de l'ajustement aux mutations structurelles. Aussi, la poursuite d'une politique prudente de régulation de la demande s'impose-t-elle, en même temps qu'une action résolue en vue d'éliminer les principaux obstacles à une croissance durable et non inflationniste à plus long terme.

Le plus urgent est de réduire l'inflation, et ce doit être là le premier des objectifs de la politique économique si le Royaume-Uni veut jouer un rôle approprié dans le

63 Cette estimation est fondée sur l'hypothèse que les taux de change effectifs resteront inchangés à partir du début du mois de janvier 1979. Dans le passé récent, certaines erreurs importantes ont été commises dans les prévisions concernant la situation de la balance des paiements courants. Les prévisions pour 1979 doivent donc être interprétées avec prudence ; et il faut noter qu'un écart entre le solde prévu et le solde effectif peut être important en montant absolu sans l'être en valeur relative, étant donné que l'erreur joue sur la différence entre deux chiffres élevés (crédits et débits). Il suffit que l'on se soit trompé de peu dans les prévisions sur les prix ou sur le volume des échanges pour qu'au lieu de l'excédent prévu apparaisse un faible déficit ou inversement. En outre, il arrive parfois que des opérations commerciales d'un volume appréciable, effectuées dans les derniers mois de l'année en vue de devancer des hausses de prix attendues ou pour d'autres raisons, déforment le solde global pour l'ensemble de l'année.

64 Exclusion faite de la contribution de la production pétrolière de Mer du Nord, le taux de croissance du PIB réel est estimé à 1½ %, c'est-à-dire à près de la moitié du taux moyen enregistré au cours des vingt années jusqu'en 1973.

programme d'action concertée que les pays Membres de l'OCDE ont lancé en juin dernier. Après être tombé pendant une courte période au-dessous de la moyenne pour la zone de l'OCDE, le taux de hausse des prix va maintenant en augmentant. De leur côté, les rémunérations moyennes, qui n'avaient progressé que d'à peu près 8 % au cours des douze mois ayant pris fin en juillet 1977, ont augmenté d'environ 14 % durant les douze mois suivants. Dans la série de négociations salariales en cours les syndicats n'ont pas accepté les directives publiées en juillet par le Gouvernement et, celui-ci s'étant vu retirer par le Parlement en décembre 1978 le pouvoir de prendre des sanctions contre les employeurs du secteur privé qui contreviendraient à ces directives, les majorations inscrites dans certains accords ont été très supérieures à 10 %. Si les majorations prévues dans les accords continuent à dépasser considérablement la norme préconisée, la tenue des prix ne manquerait pas de se dégrader. Le strict maintien de l'objectif monétaire actuel s'appuyant sur une politique de rigueur budgétaire est indispensable pour décourager l'escalade des rémunérations, pour réduire l'incidence de la hausse des salaires sur les prix et pour éviter un affaiblissement excessif de la livre qui renforcerait les pressions sur les prix. Mais si les tensions inflationnistes intérieures ne s'atténuent pas, il faudrait, semble-t-il, durcir encore quelque peu la politique budgétaire pour que l'objectif monétaire puisse être respecté et pour que le Besoin d'emprunt du secteur public ne dépasse pas la limite prévue. Si ces mesures de lutte contre l'inflation se révélaient insuffisantes, il faudrait alors envisager de nouvelles initiatives pour s'attaquer plus directement aux causes intérieures de l'inflation.

Des politiques monétaire et budgétaire restrictives ou d'autres mesures visant à régler le problème immédiat ne peuvent par elles-mêmes résoudre le problème à plus long terme consistant à contenir la hausse des salaires dans les limites raisonnablement compatibles avec la croissance de la productivité. De fortes augmentations des salaires nominaux vont finalement à l'encontre de leur but, et c'est là qu'il faut chercher l'une des causes du déclin relatif de l'économie britannique :

- i) La perte de compétitivité qui en est résultée a empêché d'utiliser pleinement les capacités et le problème de balance des paiements qui en a été le corollaire a réduit les possibilités de croissance de la demande intérieure.
- ii) De par leur incidence négative sur les profits, ces hausses de salaires ont affaibli la capacité d'investissement des entreprises et leur incitation à investir et ont par conséquent freiné la croissance de la capacité productive.
- iii) La lenteur de la croissance de la demande et de la capacité productive a inévitablement fait augmenter le chômage, ce qui a rendu plus difficile la réalisation d'investissements visant à rationaliser la structure des entreprises.

Le caractère illusoire des fortes majorations obtenues dans les accords salariaux qui se concluent actuellement apparaît clairement si l'on considère que la part des profits dans le revenu national est déjà tombée aux alentours de 5 %, ce qui est insuffisant pour assurer une progression soutenue de l'investissement. Une nouvelle diminution des profits, fût-elle substantielle, ne ferait pas augmenter sensiblement les rémunérations et, en asséchant la source de financement des investissements futurs, elle limiterait gravement pour l'avenir les possibilités de croissance du revenu réel. Ce qui est nécessaire dans la situation actuelle, c'est un accroissement des profits. La part des profits dans le revenu national est beaucoup plus faible au Royaume-Uni que dans d'autres pays ayant une économie comparable à la sienne, comme les États-Unis, l'Allemagne et la France. Malgré la nette reprise qu'ils ont accusée ces deux dernières années, les investissements dans les industries manufacturières demeurent encore en-deçà du sommet qu'ils avaient atteint il y a neuf ans, et encore ce sommet correspondait-il à un taux d'investissement peu élevé par rapport aux taux réalisés dans la plupart des autres pays Membres. A cet égard, il est essentiel que les fruits de

l'exploitation pétrolière en Mer du Nord ne servent pas à financer une expansion temporaire de la consommation mais soient mis à profit pour stimuler une croissance continue à long terme des investissements, qui facilitera l'amélioration des performances de l'industrie et la redistribution des ressources vers le secteur extérieur.

La modération des hausses de salaires peut apporter des avantages substantiels et il faut bien souligner à ceux qui en déterminent l'ampleur que c'est l'augmentation des gains réels et non des gains nominaux qui importe pour l'amélioration du niveau de vie. A cet égard, il est indispensable que le relèvement désiré du niveau de vie soit obtenu dans des conditions de moindre inflation et donc de hausse plus modérée des revenus nominaux. Aussi longtemps que la progression des rémunérations demeurera excessive, l'économie devra fonctionner à un faible taux d'utilisation des ressources, et la croissance de la production et des revenus réels sera plus lente qu'elle n'aurait pu l'être autrement. Il est donc évident qu'une réforme du système de détermination des salaires s'impose si l'on veut voir s'améliorer les résultats économiques d'ensemble. Le gouvernement du Royaume-Uni engage actuellement des discussions avec les partenaires sociaux pour mettre en place une procédure d'évaluation annuelle des perspectives de l'économie tenant compte de tous les facteurs et de leur interdépendance. La nécessité d'une telle évaluation est mentionnée dans la Déclaration commune du *Trade Union Congress* et du gouvernement, publiée le 14 février 1979, à propos de l'effort à faire pour réduire le taux annuel d'inflation à moins de 5 % au cours des trois prochaines années. Des résultats positifs dans ce domaine contribueraient de façon décisive à une amélioration durable du niveau de vie.

Annexe

CHRONOLOGIE ÉCONOMIQUE

1978

6 janvier

Le taux prêteur minimum est ramené de 7 à 6½ %.

9 janvier

La Banque d'Angleterre annonce une émission de 800 millions de livres d'obligations du Trésor à 10¼ %, payables par tranches et remboursables en 1995.

12 janvier

Publication d'un Livre Blanc sur les projets de dépenses publiques de 1978/79 à 1981/82, indiquant que les dépenses publiques augmenteront de 2¼ % en volume en 1978/79, d'environ 2 % par an en 1979/80 et 1980/81, et de moins de 1 % en 1981/82.

13 janvier

Le taux des crédits hypothécaires des sociétés de prêt à la construction est abaissé de 1 % à 8½ %.

26 janvier

Le Gouvernement annonce son intention d'effectuer pour un milliard de dollars de remboursements de prêts au FMI avant les dates d'échéance.

31 janvier

La CEE décide que la « livre verte » sera dévaluée en deux étapes : de 5 % à compter du 2 février et de 2½ % en mars.

7 février

La chambre des Communes apporte son soutien à l'utilisation de « sanctions » (comprenant la suspension de marchés de l'État et de diverses formes d'aide industrielle) contre les entreprises qui enfreindraient la directive des 10 % sur les augmentations salariales.

13 février

La chambre des Communes approuve l'utilisation dans les contrats gouvernementaux d'une clause anti-inflation destinée à dissuader les entreprises d'enfreindre la directive des 10 %.

15 février

Institution pour les industries textiles, du vêtement et de la chaussure, d'un système d'emploi à horaire réduit qui doit compléter le *Temporary Employment Subsidy Scheme* (Subventions temporaires à l'emploi).

Le syndicat des mineurs accepte une augmentation de salaires de 10 % à compter du 1^{er} mars.

10 mars

Les sociétés de prêt à la construction annoncent que les prêts hypothécaires seront réduits de 70 millions de livres par mois à compter d'avril.

15 mars

Annnonce d'un ensemble de mesures de soutien de l'emploi, d'un coût de 300 millions de livres, destinées à remplacer les Subventions temporaires à l'emploi au cours des deux prochaines années; le bénéfice du Programme d'aide à l'emploi dans les petites entreprises est étendu, à compter du 1^{er} juillet, aux entreprises de moins de 200 employés situées dans les régions assistées; le Programme de dégage-ment

d'emplois (*Job Release Scheme*) devient applicable à l'échelle nationale à compter du 1^{er} avril ; conformément aux suggestions de la CEE, la Subvention temporaire à l'emploi sera versée pendant un an au maximum et les entreprises devront soumettre des plans de restructuration. Une subvention à l'emploi à horaire réduit sera instituée.

21 mars

Le Gouvernement publie son Livre Blanc "The Challenge of North Sea Oil". Les recettes tirées de l'exploitation pétrolière en Mer du Nord devront être affectées à l'expansion des investissements industriels et à l'amélioration des performances de l'industrie, à des investissements dans le secteur de l'énergie en prévision de la période postérieure au pétrole de la Mer du Nord, et à l'amélioration des services et infrastructures essentiels.

1^{er} avril

Entrée en vigueur du *Youth Opportunities Programme* (Possibilités d'emploi pour les jeunes) et du *Special Temporary Employment Programme* (Programme spécial d'emploi temporaire). Chacune des cinq prochaines années, ces deux programmes devront assurer des emplois à 260 000 jeunes pour un coût brut de 160 millions de livres.

5 avril

Le Gouvernement publie son Livre Blanc sur l'organisation des industries nationalisées, qui prévoit que :

- i) les nouveaux investissements devront avoir un taux de rendement de 5 %.
 - ii) les méthodes de financement seront plus souples.
 - iii) l'industrie définira elle-même sa politique de prix.
 - iv) des objectifs financiers et de performance seront fixés pour 3 à 5 ans.
- et
- le financement externe restera plafonné ;
 - de nouveaux pouvoirs seront conférés aux Ministres pour donner des directives aux industries sur les questions d'intérêt national.

6 avril

Entrée en service du nouveau régime de pensions de l'État.

11 avril

Le budget est présenté au Parlement. Les principales mesures prévues sont les suivantes :

- i) *Impôt sur le revenu* : le taux de l'impôt sur la première tranche de 750 livres de revenu imposable est ramené à 25 %, les abattements accordés aux célibataires et aux couples mariés sont relevés de 40 livres et de 80 livres respectivement, et l'abattement sur le revenu perçu par l'épouse est augmenté de 40 livres. L'abattement consenti aux retraités est relevé de 50 livres pour les célibataires et de 100 livres pour les couples mariés, et le plafond de ressources pour cet abattement est porté à 4 000 livres. Le taux de base de l'impôt reste à 34 % mais sera ultérieurement ramené à 33 %.
- ii) *Tranches d'imposition* : la limite supérieure de la tranche imposable au taux de base est porté de 6 000 à 7 000 (et ultérieurement à 8 000) livres et le seuil de la tranche imposable au taux de 83 % est élevé de 2 000 livres à 23 000 (et ultérieurement à 24 000) livres.
- iii) *Modifications du régime fiscal des revenus d'investissement* : le seuil d'imposition de la surtaxe est porté de 1 500 à 1 700 livres pour la surtaxe de 10 % et de 2 000 à 2 250 livres pour la surtaxe de 15 %.
- iv) *Le plafond d'exonération* de l'allocation pour enfants à charge est porté à 80 livres pour les veuves et autres prestataires sociaux et le plafond d'exonération du revenu perçu par les enfants à charge est relevé de 150 livres et fixé à 500 livres.
- v) *Les pensions* des couples mariés et des célibataires sont augmentées de 3.20 livres et 2 livres respectivement à compter de novembre.
- vi) *Les allocations pour enfants à charge* seront augmentées par étapes pour atteindre 4 livres en avril 1979.
- vii) *Impôt sur les sociétés* : pour les petites entreprises, le seuil d'imposition des bénéfices est porté de 40 000 à 50 000 livres et le plafond pour l'allègement marginal est relevé de 20 000 livres et porté à 85 000 livres.
- viii) *Dépenses publiques* : un Fonds d'action conjoncturelle de 750 millions de livres sera utilisé à concurrence de 550 millions de livres (aux prix de 1977) en 1978/79 au titre de programmes supplémentaires.
- ix) *Le régime d'imposition des plus-values en capital*, le seuil d'assujettissement à la TVA et les règles d'imposition du revenu des agriculteurs sont aussi modifiés.

Le taux prêteur minimum est porté de 6½ % à 7½ %.

Les autorités annoncent un nouveau remboursement de 1 milliard de dollars au FMI.

Il est annoncé que le Gouvernement britannique lancera un nouvel emprunt de 350 millions de dollars sur la place de New York ; l'émission se fera en deux tranches, de 7 et 15 ans respectivement.

19 avril

Les banques de clearing portent le taux de base de leurs prêts de 6½ à 7½ %.

5 mai

Le taux prêteur minimum est relevé de 1¼ % et porté à 8¾ %.

12 mai

Le taux prêteur minimum est relevé de ¼ % et porté à 9 %.

23 mai

Publication d'un Livre Blanc sur la démocratie industrielle.

25 mai

Le Gouvernement demande au FMI une prorogation de 7 mois de son droit de tirage sur la ligne de crédit de 4.1 milliards de dollars qui lui a été ouverte. Les autorités réaffirment, en outre, la limite de 6 milliards de livres fixée à l'expansion du crédit intérieur pour les douze mois allant jusqu'à la mi-avril 1979 et celle de 8.5 milliards de livres pour le Besoin d'emprunt du secteur public en 1978-79.

La Banque d'Angleterre remplace la formule du taux prêteur minimum déterminé en fonction des taux des marchés, par un taux établi par décision administrative, qui est fixé à 9 %.

8 juin

Les autorités relèvent le taux prêteur minimum de 1 % et le portent ainsi à 10 %, elles rétablissent le dispositif du « corset » et proposent de majorer de 2½ points de pourcentage la surtaxe d'assurance nationale à compter d'octobre.

9 juin

Les taux du crédit hypothécaire des sociétés de prêt à construction sont portés de 8½ à 9¼ %.

19 juin

La Banque d'Angleterre ramène temporairement le taux des dépôts spéciaux obligatoires de 3 à 1½ % des exigibilités correspondantes.

28 juin

Le Gouvernement ramène à 1½ % la majoration proposée de la surtaxe d'assurance nationale à la charge des employeurs.

29 juin

L'emprunt en Euro-devises de 1.5 milliard de dollars organisé au début de 1977 sera restructuré de façon à reporter la date de remboursement et à réduire la marge d'intérêt (avec effet à compter du 5 juillet 1978).

Le programme sélectif d'investissement est élargi et son budget augmenté de 25 millions de livres et porté à 150 millions de livres.

5 juillet

Les garanties accordées par le ECGD pour le financement en devises des crédits à l'exportation sont étendues aux crédits fournisseurs.

6-7 juillet

Au sommet de Brème, la CEE convient en principe d'instituer un système monétaire européen.

17 juillet

La Banque d'Angleterre porte de 1½ à 2 % le taux des dépôts spéciaux obligatoires et reporte au début de septembre son relèvement à 3 % — représentant 440 millions de livres — qui devait intervenir le 24 juillet.

21 juillet

Publication du Livre Blanc "Winning the Battle Against Inflation", dont les principales propositions sont les suivantes : la norme d'augmentation pour les gains au titres des accords salariaux de 1978/79 est de 5 %, avec des exceptions pour les relèvements de salaires financés par des gains de productivité qui peuvent aussi servir à financer des réductions d'horaires et des dérogations pour les travailleurs faiblement

rémunérés, ainsi que des possibilités de traitement exceptionnel pour quelques cas spéciaux qui remplissent des conditions méticuleusement définies. Le contrôle légal des dividendes sera maintenu avec, toutefois, un certain assouplissement des contrôles.

31 août

Le Gouvernement annonce des mesures qui doivent garantir l'emploi de plus de 17 000 personnes dans l'industrie aéro-spaciale pour un coût de 700 millions de livres.

28 septembre

Le gouvernement approuve la prise de contrôle par Peugeot de la filiale britannique de Chrysler.

2 octobre

La Conférence annuelle du parti travailliste repousse la politique salariale limitant à 5 % la hausse des rémunérations.

La surcharge de l'assurance nationale est relevé de 1/2 point de pourcentage.

18 octobre

La Banque d'Angleterre rétablit à 3 % le taux des dépôts spéciaux.

30 octobre

Un deuxième remboursement de 1 milliard de dollars est effectué au FMI (comme annoncé dans le budget), ce qui porte à 3.5 milliards de dollars le total des remboursements de la dette extérieure du secteur public effectuée par anticipation en 1978, dont 2 milliards de dollars au FMI.

9 novembre

Le taux prêteur minimum est relevé de 2 1/2 points et porté à 12 1/2 %. Annonce du renouvellement de l'objectif de croissance de M3 en sterling, qui est fixé à 9-12 % pour les douze mois allant jusqu'à octobre 1979, la base ayant glissé d'avril à octobre 1978.

10 novembre

Le taux d'intérêt des hypothèques des sociétés de prêt à la construction est porté de 9.75 à 11.75 % pour les nouveaux emprunteurs et le taux d'intérêt servi sur les dépôts de 6.7 à 8 %.

14 novembre

Le *Trade Union Congress* rejette la directive de 5 % de hausse des salaires et se prononce de nouveau pour le retour à la liberté des négociations salariales.

24 novembre

Le taux d'intérêt sur les dépôts en « compte d'investissement » auprès de la Caisse d'épargne nationale est porté de 9 1/2 à 12 %, soit 2 points au-dessus du niveau record atteint à l'automne 1976, (avec effet à compter du 1^{er} janvier 1979).

7 décembre

Le plafond fixé aux emprunts du National Enterprise Board est porté de 1 milliard à 4.5 milliards de livres, avec un objectif intermédiaire de 3 milliards de livres étant donné que la dotation initiale aurait été épuisée au milieu de 1979.

Il est annoncé que le plafond des prêts hypothécaires des sociétés de financement de la construction sera porté du niveau de 640 millions de livres où il était fixé depuis juillet à 700 millions de livres par mois pour les trois premiers mois de 1979.

14 décembre

La proposition gouvernementale ayant été repoussée par le Parlement, le projet de sanctions à l'encontre des entreprises qui auraient enfreint la norme de hausse des salaires est abandonné.

1979

17 janvier

Publication d'un Livre Blanc sur les projets de dépenses publiques de 1979/80 à 1982/83, indiquant que les dépenses publiques augmenteront de 4 1/2 % en 1979/80 pour atteindre 68.2 milliards de livres, et de 2 % l'an en moyenne jusqu'en 1982/83, les dépenses en capital restant constantes; le BESP devrait rester constant à 4 3/4 % du PIB, soit 7.2 milliards de livres.

8 février

Le taux prêteur minimum est relevé de 1½ points et porté à 14 %.

Il est annoncé que, à compter du 31 mars 1979, les réserves officielles en or, DTS et devises autres que le dollar seront réévaluées chaque année aux prix prévalant sur le marché au cours des trois mois précédents, avec un abattement de 25 % pour l'or; la réévaluation de l'or, de son prix officiel de 42.22 dollars l'once au nouveau prix, ferait passer les réserves d'or de 950 millions de dollars à 3.2 milliards et la réévaluation du total des réserves ajouterait 3.5 milliards aux 16.26 milliards qu'elles atteignent à la fin de janvier 1979.

12 février

La Chambre des Communes approuve la loi sur la Commission des Prix qui renforce le contrôle des prix en abolissant la clause qui permettait, sous réserve du contrôle de la Commission, de relever les prix pour maintenir les bénéfices; un amendement a été fait pour couvrir les sociétés touchées par la hausse des coûts des matières premières.

13 février

Les sociétés de prêt à la construction relèvent leur taux d'intérêt et le portent à 1½ point au-dessus du taux de 8 % prévalant sur leurs investissements

14 février

Les banques relèvent leurs taux de 1 point et porte leur taux prêteur de base à 13½ % et le taux sur les dépôts et les comptes d'épargne à 11 %.

La Banque d'Angleterre ramène le taux des dépôts spéciaux obligatoires de 3 à 1 % (dégageant ainsi ¾ milliard de livres au sein du secteur bancaire) et le ramènera à 2 % le 9 mars et à 3 % le 30 mars.

Le Gouvernement et le *Trade Union Congress* se sont mis d'accord sur une nouvelle manière d'aborder les relations industrielles :

- le TUC publiera des directives sur (a) les procédures de négociation afin d'éviter les conflits, (b) le déroulement des conflits et, (c) l'obligation d'appartenir à un syndicat donné ("closed shops").
- Une évaluation annuelle des perspectives nationales sera faite conjointement chaque année par le Gouvernement, le patronat et les syndicats.
- L'objectif est de ramener le taux d'inflation à 5 % au cours des trois ans qui viennent.

ANNEXE STATISTIQUE

PAGE BLANCHE

Tableau A **Emploi du PIB***Millions de livres*

	PIB au coût des facteurs*	Dépense finale aux prix du marché**	Dépenses de consom- mation	Dépenses publiques courantes	Investisse- ment fixe	Variation des stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Impôts indirects moins subventions	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Aux prix courants :										
1975	92 507	131 957	63 192	22 930	20 817	-1 925	26 943	29 028	10 422	
1976	109 499	159 351	73 538	26 611	23 669	365	35 168	36 775	13 077	
1977	123 353	182 814	83 530	29 121	25 429	1 288	43 446	42 354	17 107	
Aux prix de 1975...										
1973	95 686	137 662	65 497	21 426	21 609	2 983	26 147	31 043	10 933	
1974	94 220	136 170	64 070	21 746	21 164	1 462	27 728	31 329	10 621	
1975	92 507	131 957	63 192	22 930	20 817	-1 925	26 943	29 028	10 422	
1976	95 838	136 850	63 320	23 416	20 489	261	29 364	30 183	10 829	
1977	97 251	138 325	62 732	23 315	19 738	1 051	31 489	30 276	10 798	
... et après correction des variations saisonnières :										
1977	1	23 872	34 290	15 619	5 771	4794	442	7 664	7 722	2 696
	2	24 158	34 494	15 495	5 841	5 025	354	7 779	7 697	2 639
	3	24 480	34 737	15 777	5 827	4 965	6	8 162	7 531	2 726
	4	24 741	34 804	15 841	5 876	4 954	249	7 884	7 326	2 737
1978	1	24 711	35 381	16 311	5 907	5 030	460	7 873	8 026	2 844
	2	25 041	35 689	16 370	5 907	5 056	432	7 924	7 816	2 832
	3	25 327	36 354	16 810	5 909	5 029	434	8 172	8 181	2 846

* 1 = 2 - 8 - 9.

** 2 = 3 + 4 + 5 + 6 + 7.

Source : *Monthly Digest of Statistics.*

Tableau B Consommation et investissement

	Dépenses des consommateurs				Investissement					
	Total des ventes au détail (volume)	Ventes au détail non alimentaires (volume)	Immatri-culations de voitures neuves	Variations dans le total des crédits à l'achat en cours	Dépenses en capital		Commandes nouvelles du marché intérieur reçues par l'industrie mécanique ¹	Mises en chantier de logements		Constitution de stocks (industrie manufacturière)
					Industrie manufacturière	Commerce et services		Secteur privé	Secteur public	
	1971 = 100		Milliers, moyenne mensuelle	Millions de livres, en fin de période	Millions de livres aux prix de 1975		1975 = 100	Milliers		Millions de livres, aux prix de 1975
1975 1	109.5	115.2	104	-6	942	967	89	33.1	41.4	-258
2	108.5	114.7	94	+9	901	967	85	37.4	37.8	-230
3	104.3	108.2	103	-9	850	967	80	38.0	43.9	-476
4	104.2	107.8	88	-7	830	941	79	40.6	50.7	-257
1976 1	105.9	110.5	103	+37	813	935	82	42.0	49.8	-13
2	106.7	112.0	107	+79	828	971	86	42.0	44.3	-27
3	107.2	113.1	97	+100	849	1 006	90	39.3	44.3	99
4	106.1	112.9	113	+127	856	1 014	90	31.4	32.4	258
1977 1	103.3	109.4	104	+144	851	1 031	94	29.9	30.3	234
2	102.4	108.1	103	+136	879	1 045	90	34.7	32.7	97
3	104.2	111.3	112	+186	910	1 103	92	35.3	34.6	-5
4	104.7	111.3	110	+159	932	1 149	97	34.9	34.5	116
1978 1	106.4	113.6	131	+245	921	1 169	96	35.1	26.4	38
2	107.9	115.3	132	+281	959	1 181	95	40.6	29.9	272
3	110.7	119.9	135	+223	968	1 159	101	37.4	26.1	162
4	111.7	120.6	123							
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre précédent	+0.9	+0.6	-8.9		+0.9	-1.9	+6.3	-7.9	-12.7	
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente	+6.7	+8.4	+11.8		+6.4	+5.1	+9.8	+5.9	-24.6	

1 Déduction faite des annulations.

Sources : *Economic Trends ; Monthly Digest of statistics.*

Tableau C Production et main-d'œuvre

	PIB estimation moyenne ¹	PIB par personne employée ²	Indice de la production industrielle	Indice de la production dans les industries manufacturières	Chômeurs	Vacances d'emploi non satisfaites pour adultes	Emploi dans les industries productrices	Emploi dans les industries manufacturières	Heures supplémentaires dans les industries manufacturières
	1975 = 100				Milliers		1975 = 100		Millions par semaine
1975 1	99.8	101.0	102.5	103.8	703	..	101.9	102.7	15.24
2	100.3	99.6	99.5	99.2	822	160	100.4	100.7	13.30
3	99.5	99.3	98.5	98.2	954	131	99.4	98.9	12.85
4	100.4	100.1	99.5	98.8	1 083	113	98.4	97.7	12.84
1976 1	101.6	101.6	100.1	99.1	1 172	113	97.9	97.0	13.23
2	102.7	102.3	101.8	101.7	1 211	116	97.5	96.7	13.67
3	103.3	102.5	101.7	101.8	1 248	123	97.4	96.9	14.11
4	104.0	104.3	104.5	103.2	1 261	..	97.6	97.3	15.07
1977 1	103.8	104.7	105.5	103.8	1 276	..	97.8	97.6	15.96
2	104.8	104.3	105.6	102.4	1 286	156	98.1	98.0	15.88
3	105.0	105.0	106.2	103.0	1 358	150	97.9	98.0	15.66
4	105.9	105.4	105.8	101.9	1 371	158	97.6	97.7	15.25
1978 1	106.1	106.2	106.9	102.1	1 351	186	97.7	97.7	16.16
2	108.0	108.3	110.9	104.7	1 313	209	97.7	97.6	15.78
3	108.9	108.5	111.2	104.9	1 319	211	97.4	97.4	15.39
4			109.9	102.7	1 282	229			
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre précédent	+0.8		-1.2	-2.1			-0.3	-0.2	-2.5
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente	+3.7		+3.9	+0.8			-0.5	-0.6	-1.7

1 Moyenne des dépenses, des revenus et de la production.

2 Sur la base d'une estimation du PIB dans l'optique de la production.

Sources : *Economic Trends* ; *Department of Employment Gazette*.

Tableau D Financement intérieur

	Expansion des crédits à l'économie	Variation de la masse monétaire M3 en sterling	Besoins d'emprunts des Administrations publiques*	Prêts bancaires en secteur privé	Accroissement net du volume des actions émises par les sociétés de crédit immobilier et des dépôts auprès de ces sociétés	Prêts hypothécaires des sociétés de crédit immobilier (engagements)	Fonds d'Etat : rendements à l'échéance finale ¹			Comparaison, compte tenu de la couverture à terme, entre les taux d'intérêt à 3 mois des dépôts auprès des collectivités locales et des prêts en Euro-dollars ²	
							A court terme	A moyen terme	A long terme	Taux d'intérêt des dépôts à 3 mois auprès des collectivités locales*	Taux annuel en % en fin de période
	Millions de livres				Millions de livres par mois		Taux annuel en %			Taux annuel en % en fin de période	
1975 1	878	337	1 517	499	351	373	11.53	13.80	14.91	10.50	-1.58
2	1 857	506	2 979	-294	362	437	10.95	12.86	14.31	9.50	-1.28
3	1 024	1 187	2 485	-428	337	458	11.59	12.76	13.87	10.88	-0.47
4	711	296	3 043	-162	340	500	12.02	13.58	14.75	10.91	—
1976 1	1 459	445	1 584	329	472	514	10.46	12.45	13.73	8.69	-1.12
2	2 432	971	2 482	799	275	517	11.12	12.82	13.84	11.19	-3.17
3	2 784	1 658	1 941	1 019	242	527	12.04	13.84	14.46	12.81	-4.08
4	553	294	1 879	1 110	171	473	14.68	15.42	15.74	14.87	-0.41
1977 1	-481	256	1 033	471	313	418	11.44	13.22	13.84	9.50	0.25
2	1 337	1 097	1 496	966	533	581	9.91	12.21	13.02	7.87	-1.09
3	-535	807	543	827	496	673	9.77	12.08	12.89	5.84	-0.37
4	889	1 956	1 576	910	683	809	9.14	10.55	11.15	6.75	0.16
1978 1	1 781	2 036	1 240	773	471	801	9.78	11.02	11.53	6.69	-0.91
2	2 270	1 314	2 529	1 647	305	683	11.15	12.22	12.64	9.81	-1.72
3	1 756	1 174	2 397	1 156	389	677	11.67	12.32	12.63	9.25	-3.84
4					460	743	11.66	12.94	13.13		
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre précédent					+18.3	+9.7					
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente					-32.7	-8.2					

* Données non désaisonnalisées.

1 Moyenne des rendements de chaque mercredi pendant la période considérée.

2 Ecart entre le taux de l'intérêt versé par les collectivités locales, compte tenu du coût de la couverture à terme, et le taux de l'Euro-dollar. Le signe + indique que le taux net servi par les collectivités locales est supérieur au taux de l'Euro-dollar, et le signe - qu'il est inférieur.

Sources : Bank of England Quarterly Bulletin ; Financial Statistics.

Tableau E Salaires, prix et position extérieure

	Taux de salaires hebdomadaires*	Gains moyens	Prix de gros des produits dans l'industrie manufacturière destinés au marché intérieur* 1	Indice des prix de détail*	Valeurs unitaires exportation*	Valeurs unitaires importation* 2	Exportations Iob*	Importations Iob*	Solde des opérations visibles	Balance courante	Total des mouvements monétaires*
	31-7-72 = 100	Janv. 1970 = 100	1975 = 100	1975 = 100	1975 = 100	1975 = 100	Millions de livres par mois			Millions de livres	
1975 1	162.7	209.5		90.5	95.2	96.4	1 558	1 864	-306	-594	-326
2	175.3	220.2		99.1	97.5	97.0	1 534	1 758	-225	-361	-572
3	184.3	234.0		103.4	101.6	100.8	1 615	1 951	-336	-676	-213
4	192.6	242.7		107.0	105.7	105.7	1 781	1 993	-212	-224	-354
1976 1	204.2	250.8	109.9	110.9	110.7	109.8	1 885	2 068	-183	-79	-678
2	211.5	258.7	114.3	114.9	116.9	118.4	2 053	2 370	-316	-315	-1 956
3	217.8	265.4	119.1	117.6	123.9	124.4	2 171	2 548	-377	-417	-862
4	219.3	272.6	124.3	123.0	131.3	133.7	2 366	2 685	-319	-326	-133
1977 1	223.3	280.0	131.1	129.2	135.7	137.2	2 507	2 822	-315	-480	+1 913
2	225.9	285.3	137.0	134.9	141.4	141.0	2 640	2 900	-260	-280	+908
3	228.7	288.3	140.6	137.0	145.2	143.7	2 844	2 845	-1	+575	+2 608
4	231.2	300.4	143.3	139.0	147.3	143.8	2 725	2 731	-5	+591	+1 932
1978 1	237.6	310.8	146.6	141.4	149.5	142.6	2 803	3 000	-197	-413	+173
2	260.4	328.9	149.4	145.3	153.7	147.0	2 917	2 975	-58	+126	-1 494
3	265.6	334.6	152.3	147.8	157.1	149.2	3 018	3 139	-122	-26	+210
4	270.8	346.6	155.3	150.3	160.3	151.1	3 082	3 082	0	+400	
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre précédent	+2.0	+3.6	+2.0	+1.7	+2.0	+1.3					
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente	+17.1	+15.4	+8.4	+8.1	+8.8	+5.1					

* Non désaisonné.

1 A l'exclusion des denrées alimentaires, des boissons et du tabac.

2 Non compris les avions militaires provenant des Etats-Unis.

3 Compte tenu des ajustements de balance des paiements et après correction des facteurs affectant la comptabilisation des exportations.

4 Y compris le paiement des avions militaires achetés aux Etats-Unis et autres ajustements de balance des paiements.

Sources : *Economic Trends ; Monthly Digest of Statistics.*

Tableau F Analyse des transactions
Données non
Millions

	1976	1977	1977		
			1	2	3
1 BALANCE COURANTE	-1 137	+406	-518	-280	+602
<i>Investissements et autres transactions en capital</i>					
2 Opérations en capital à long terme du secteur public	-158	-291	-25	-20	-17
3 Investissements étrangers dans le secteur public du RU ²	+203	+2 182	+498	+921	+289
4 Investissements étrangers dans le secteur privé du RU	+2 061	+3 019	+929	+843	+776
5 Investissements à l'étranger du secteur privé du RU	-2 156	-2 276	-571	-822	-442
6 Emprunts (nets) contractés en monnaies étrangères par les banques britanniques pour financer les investissements britanniques à l'étranger	+165	+520	+85	+90	+210
7 Autres emprunts ou prêts (nets) en monnaies étrangères effectués par les banques britanniques	-271	-136	+336	-796	-21
<i>Réserves de change en sterling³:</i>					
8 Fonds d'Etat britannique	+14	+5	-165	-4	+31
9 Engagements du système bancaire et effets du marché monétaire	-1 421	-24	+355	-394	+43
10 Autres créances en sterling de l'étranger sur le système bancaire et le marché monétaire	+255	+1 471	+199	+350	+323
11 Crédits à l'importation ⁴	+165	+179	+35	+117	+31
12 Crédits à l'exportation ⁴	-1 145	-408	-50	-187	+34
13 Autres transactions à court terme	-608	+175	+97	+24	-65
14 Total des investissements et des autres transactions en capital	-2 896	+4 416	+1 723	+122	+1 192
15 Poste résiduel	+404	+2 539	+708	+1 066	+814
16 BALANCE DES RÈGLEMENTS OFFICIELS	-3 629	+7 361	+1 913	+908	+2 608
17 Attribution de droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—
18 Souscription en or au FMI	—	—	—	—	—
19 TOTAL DES LIGNES 16 à 18	-3 629	+7 361	+1 913	+908	+2 608
<i>Règlements officiels</i>					
<i>Opérations avec les autorités monétaires étrangères, net :</i>					
20 FMI	+1 018	+1 113	+682	+217	+214
21 Autres autorités monétaires	-34	0	0	0	0
22 Emprunts en devises du gouvernement britannique	0	+871	+584	0	+287
23 Emprunts en devises du secteur public avec garantie de change	+1 792	+243	+18	+33	+118
24 Tirages (+) sur les réserves officielles ou versements (-) aux réserves officielles ⁵	+853	-9 588	-3 197	-1 158	-3 227
25 TOTAL DES RÈGLEMENTS OFFICIELS	+3 629	-7 361	-1 913	-908	-2 608

1 La somme des postes 1 à 5 est égale au total autrefois dénommé « balance de base » ; la somme des autres postes (à l'exception du poste 15) représente ce que l'on qualifiait précédemment de « mouvements monétaires ».

2 A l'exclusion des achats de fonds d'Etat britannique effectués par des institutions monétaires centrales et par des organisations internationales (poste 8).

3 Réserves en sterling détenues au Royaume-Uni par des pays étrangers et par des organisations internationales (autres que le FMI), notifiées par les banques, etc. du Royaume-Uni. Ce poste n'englobe pas les autres avoirs officiels — tels que fonds en dépôt, caisses de retraites et autres fonds affectés à des fins spécifiques, avoirs en actions de sociétés de dépôts détenus sur place dans des banques commerciales — dont les mouvements sont comptabilisés aux postes 3, 4 et 10.

en capital et des règlements officiels¹
désaisonnalisées
de livres

	1977			1978		
	1	2	3	1	2	3
1 BALANCE COURANTE	-554	+213	-3	-554	+213	-3
<i>Investissements et autres transactions en capital</i>						
2 Opérations en capital à long terme du secteur public	-57	-14	-17	-57	-14	-17
3 Investissements étrangers dans le secteur public du RU ²	-3	-15	-14	-3	-15	-14
4 Investissements étrangers dans le secteur privé du RU	+1 020	+466	+415	+1 020	+466	+415
5 Investissements à l'étranger du secteur privé du RU	-682	-513	-768	-682	-513	-768
6 Emprunts (nets) contractés en monnaies étrangères par les banques britanniques pour financer les investissements britanniques à l'étranger	+145	+340	+160	+145	+340	+160
7 Autres emprunts ou prêts (nets) en monnaies étrangères effectués par les banques britanniques	-30	-1 295	+168	-30	-1 295	+168
<i>Réserves de change en sterling³:</i>						
8 Fonds d'Etat britannique	-34	-20	-38	-34	-20	-38
9 Engagements du système bancaire et effets du marché monétaire	+194	-211	+43	+194	-211	+43
10 Autres créances en sterling de l'étranger sur le système bancaire et le marché monétaire	-59	-156	+159	-59	-156	+159
11 Crédits à l'importation ⁴	+142	+101	-128	+142	+101	-128
12 Crédits à l'exportation ⁴	-318	-345	+18	-318	-345	+18
13 Autres transactions à court terme	-226	-117	+74	-226	-117	+74
14 Total des investissements et des autres transactions en capital	+92	-1 779	+72	+92	-1 779	+72
15 Poste résiduel	+635	+72	+141	+635	+72	+141
16 BALANCE DES RÈGLEMENTS OFFICIELS	+173	-1 494	+210	+173	-1 494	+210
17 Attribution de droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—
18 Souscription en or au FMI	—	—	—	—	—	—
19 TOTAL DES LIGNES 16 à 18	+173	-1 494	+210	+173	-1 494	+210
<i>Règlements officiels</i>						
<i>Opérations avec les autorités monétaires étrangères, net :</i>						
20 FMI	0	-505	-26	0	-505	-26
21 Autres autorités monétaires	0	0	0	0	0	0
22 Emprunts en devises du gouvernement britannique	0	+191	0	0	+191	0
23 Emprunts en devises du secteur public avec garantie de change	-219	-218	-130	-219	-218	-130
24 Tirages (+) sur les réserves officielles ou versements (-) aux réserves officielles ⁵	+46	+2 026	-54	+46	+2 026	-54
25 TOTAL DES RÈGLEMENTS OFFICIELS	-173	+1 494	-210	-173	+1 494	-210

4 A l'exclusion des crédits commerciaux entre sociétés affiliées (repris aux lignes 4 et 5). Déduction faite des règlements anticipés et des tranches de paiement versées aux fournisseurs.

5 La valeur en sterling a été calculée au taux de change effectif.

Source : Bank of England Quarterly Bulletin.

Tableau G Avoirs et engagements extérieurs

	Taux de change effectif	Réserves officielles		Balances sterling			Encours de l'emprunt public à l'étranger ¹	
		Total	dont :	Débiteurs officiels		Autres détenteurs	Total	dont :
			Devises convertibles	Total	dont :			FMI ²
					Pays exportateurs de pétrole			
1970 = 100	Millions de dollars, fin de période		Millions de livres, fin de période			Millions de dollars, fin de période		
1971	100.0	6 582	5 097	3 240	..	2 382	1 447	1 081
1972	96.6	5 646	4 063	3 618	..	2 291	366	—
1973	85.6	6 476	4 725	3 689	959	2 284	2 982	—
1974	82.1	6 789	4 823	4 634	3 101	2 500	7 092	—
1975 1	79.2	7 117	5 127	4 862	3 449	2 519	8 200	—
2	76.8	6 198	4 184	4 559	3 239	2 984	8 569	—
3	75.5	5 859	3 783	4 179	2 943	2 985	8 659	—
4	72.7	5 429	3 335	4 102	2 839	3 228	8 921	—
1976 1	71.4	5 905	4 187	4 020	2 623	3 234	10 706	1 206
2	65.2	5 312	3 634	3 099	1 964	3 223	13 640	2 051
3	63.6	5 158	3 511	2 750	1 541	3 435	15 000	2 051
4	58.7	4 129	2 513	2 639	1 421	3 484	14 160	2 051
1977 1	61.1	9 618	8 032	2 829	1 443	3 683	16 396	3 257
2	61.2	11 572	10 031	2 431	1 197	4 033	16 838	3 643
3	61.4	17 171	15 666	2 505	1 288	4 356	17 925	4 029
4	63.0	20 557	19 015	2 835	1 360	4 955	18 042	4 029
1978 1	64.0	20 320	18 817	2 995	1 404	4 896	17 614	4 029
2	60.7	16 542	15 006	2 764	1 212	4 740	16 689	3 109
3	61.2	16 511	14 860	2 769	1 169	4 899	16 401	3 062
4	60.8	15 694						

Pour mémoire :

Échéancier des remboursements des emprunts en devises par le secteur public au 30 septembre 1978 :

Milliards de dollars

1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987 à partir de	Total
2.2	3.0	3.9	2.7	2.0	2.5	0.9	1.0	4.5	22.7

1 Les emprunts inclus sont ceux enregistrés comme financement officiel dans les comptes de balance des paiements.

2 Tirages sur le FMI, nets des remboursements par le Royaume-Uni, et tirages en sterling sur le FMI par d'autres pays ; frais et intérêts en sterling exclus.

Sources : Bank of England Quarterly Bulletin et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

COMPARAISONS INTERNATIONALES

STATISTIQUES DE BASE : COMPARAISONS INTERNATIONALES

	Période de référence	Unités	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yougoslavie ¹	
POPULATION																												
Densité au km ²	Mi-1977	Milliers	14 073	7 520	9 830	23 316	5 089	4 740	53 084	61 400	9 268	221	3 180	56 446 ²	113 860	355	13 853	3 128	4 043	9 773	36 672	8 255	6 327	42 135	55 919	216 817	21 775	
Accroissement moyen annuel net	Mi-1967 à Mi-1977	%	1.8	0.3	0.3	1.3	0.5	0.3	0.7	0.4	0.6	1.1	0.9	1.3	0.6	1.0	1.4	0.7	0.7	1.1	0.5	0.4	2.5	0.2	0.9	0.9		
EMPLOI																												
Emploi civil total	1977	Milliers	6 000	2 988	3 711	9 754	2 414	2 101	20 884	24 488	(3 167)	98 ¹⁴	1 022	19 847	53 420	147	4 555	1 215	1 824	3 781	12 462	4 099	2 817	14 151	24 550	90 546	9 234 ³	
dont : Agriculture, sylviculture, pêche	»	% du total	6.6	11.8	3.3	5.7	9.1	12.9	9.6	6.8	(28.4)	14.2	23.1	15.9	11.9	5.9	6.3	11.6	9.0	32.5	20.7	6.1	8.5	55.8	2.7	3.6	42.6	
Industrie ⁴	»	»	32.5	40.6	37.9	28.9	30.4	34.8	37.7	45.3	(30.3)	37.9	30.3	38.6	35.4	45.1	33.2	34.6	32.3	33.1	37.4	34.3	42.7	13.6	40.0	21.2		
Autres activités	»	»	60.9	47.6	58.8	65.4	60.5	52.3	52.7	47.9	(41.3)	47.9	46.6	45.5	52.7	49.0	60.5	53.8	58.7	34.4	41.9	59.6	48.8	30.6	57.3	(67.5)	36.2	
PIB aux prix du marché	1977	Milliards de dollars des É-U ¹¹	95.8	48.0	79.2	200.3	46.0	30.2	380.7	516.2	26.2	1.9	9.4	196.1	691.2	2.8	106.4	14.2	35.6	16.3	115.6	78.3	60.6	44.8	244.3	1 878.8	33.9 ⁵	
Croissance annuelle moyenne en volume ⁶	1972 à 1977	%	3.3	3.6	3.2	4.2	2.5	2.4	3.3	2.3	3.8	3.5	3.2	3.0	4.5	1.5	3.0	1.9	4.7	3.8	3.7	1.3	-0.5	7.2	1.8	2.6	5.7	
Par habitant	1977	Dollars des É-U ¹¹	6 810	6 380	8 060	8 590	9 040	6 360	7 170	8 410	2 830	8 680	2 940	3 470	6 070	7 700	7 680	4 550	8 800	1 670	3 150	9 480	9 580	1 170	4 370	8 670	1 560	
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	1977	% du PIB	23.1	27.2	21.2	22.7	23.3	26.7	22.6	20.9	23.0 ⁸	27.3	24.7	19.8	29.9	25.8	21.1	22.7 ⁹	36.6	20.4	21.5	20.5	20.7	25.8	18.1	17.5	34.3	
dont : Transports, machines et outillage	»	»	7.4 ¹⁰	10.6	6.4	7.6	7.4	10.3	8.3	8.3	8.4	7.6	14.7	8.5	13.8	8.6	8.6	8.6	13.3	5.5 ¹⁴	8.9 ¹⁴	8.5	6.9	..	9.0	7.3	..	
Construction de logements	»	»	4.6 ¹⁰	..	7.1	6.0	7.7	6.9	7.5	5.9	7.1	5.8	14.0	5.5	6.9	7.6 ²⁰	5.8	..	4.9	2.8 ¹⁴	..	4.2	..	3.7	3.3	4.8	..	
Croissance annuelle moyenne en volume ⁶	1972 à 1977	%	1.0	2.1	2.9	4.5	-0.3	-0.2	1.5	-1.1	-1.4	4.9	1.8	-0.2	4.4	0.3	0.9	..	8.1	-1.6 ²¹	3.7	-0.4	-5.0	10.3	-0.6	0.3	7.1	
TAUX D'ÉPARGNE GLOBALE¹²	1977	% du PNB	18.3	24.6	21.7	21.3	18.8	27.2	23.4	24.2	19.9	27.1	17.0	22.1	32.2	38.3 ¹⁴	23.5	23.6	23.2	11.0	20.2	16.7	26.5	17.2	20.3	17.7	35.2	
ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS																												
Dépenses courantes en biens et services	1977	% du PIB	16.3	17.3	17.3	20.3	24.3	20.4	14.9	20.0	15.9	11.2	18.6	14.0	19.1	15.4	18.3	18.7	18.7	14.0	10.3	28.5	12.9	14.5	20.8	18.4	17.4	
Transferts courants	»	»	9.6	20.6	22.0	12.4	15.8	14.5	24.8	19.5	11.6	..	13.3	22.7	9.2	28.7 ¹⁴	30.9	..	24.6	15.8 ¹⁴	12.7	24.4	15.3	9.2	13.9	11.6	..	
Recettes courantes	»	»	25.9	43.0	41.8	36.4	45.5	43.5	42.2	43.5	29.4	..	35.6	37.7	24.5	52.8 ¹⁴	54.0	..	51.2	28.3 ¹⁴	26.7	60.9	34.3	21.6	40.0	32.0	43.1	
APPORTS NETS D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT	1977	% du PNB	0.5	0.2	0.5	0.5	0.6	0.2	0.6	0.3	..	..	..	0.1	0.2	..	0.9	0.4	0.8	..	..	1.0	0.2	..	0.4	0.2	..
INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE																												
Consommation privée par habitant	1977	Dollars des É-U ¹¹	4 000	3 660	5 000	4 870	5 080	3 250	4 450	4 690	1 890	5 200	1 900	2 220	3 510	4 760	4 480	2 590 ⁸	4 940	1 260	2 180	5 140	6 100	810	2 580	5 600	849	
Voitures de tourisme, pour 1 000 habitants	1976	Nombre	366	243	279	388 ²⁰	265	218	300	308	55	298	175	283	163	367	273	383	253	107	148	350	281 ²⁰	11	255	505	80	
Postes de téléphone, pour 1 000 habitants	»	»	395	303	300	596	494	409	293	343	238	411	150	271	426	442	391	515	366	119	237	689	634	28	394	721	66	
Postes de télévision, pour 1 000 habitants	1975	»	274	247 ¹⁰	255	411	308	306	268	306	126	234	192	213 ¹⁰	235	257 ¹⁰	259	255	65	119	184	352	273	12 ¹⁴	320	571 ¹⁰	159	
Médecins, pour 1 000 habitants	»	»	1.4 ¹³	2.1	1.9	1.7	1.6	1.4	1.5	2.0	2.0	1.6 ¹⁰	1.2	2.1	1.2	1.1	1.6	1.3	1.7	1.3	1.8 ¹⁴	1.7	1.8	0.6	1.3	1.6	1.4	
Taux d'accès à l'enseignement supérieur ¹⁵	»	% du groupe d'âge corresp.	39.7	15.9 ¹⁰	34.4 ¹⁰	49.8 ¹⁰	36.3 ¹⁰	24.5	31.4 ¹⁰	24.2 ¹⁰	..	..	..	31.0	34.3 ¹⁰	..	21.1 ¹⁰	..	40.3 ¹⁰	(9.8) ¹⁰	29.3 ¹⁰	(31.1) ¹⁰	..	..	21.8 ¹⁰	43.2	..
Mortalité infantile ¹⁷	»	Nombre	14.3	20.5	14.6	15.0 ¹⁰	10.6	10.2 ¹⁰	12.6	15.7	24.1	11.1	18.4	20.7	10.1	14.8	10.6	16.0	10.5 ¹⁰	37.9 ¹⁰	18.9	8.3	10.7	..	16.0	16.1	39.7	
SALAIRES ET PRIX																												
Gains horaires dans l'industrie ¹⁸	1972 à 1977	%	16.9	11.9	15.4	12.5	16.4	16.7	15.7	8.7	23.2	33.6	20.0	24.4	16.4	..	12.0	13.2	15.0	17.5	23.2	11.7	5.8	27.5	16.5	8.1	..	
Prix à la consommation	»	%	13.1	7.7	9.7	8.9	10.8	14.5	10.3	5.7	16.1	34.7	16.1	16.5	12.9	8.6	8.7	13.0	9.4	21.1	16.6	9.6	5.6	30.0	16.3	7.7	18.6	
COMMERCE EXTÉRIEUR																												
Exportations de marchandises, fob	1977	Millions de dollars des É-U ¹¹	13 260	9 792	37 488 ⁷	41 556	10 068	7 680	63 516	117 936	2 724	516	4 392	45 036	80 496	—	43 680	3 219	8 712	2 028	10 223	19 080	17 544	1 753	57 516	120 168	5 254	
En pourcentage du PIB	»	%	13.9	20.5	47.2	21.1	23.3	25.7	16.7	22.9	10.6	27.2	47.7	23.0	11.7	..	41.1	22.4	24.5	11.9	8.8	24.3	28.7	3.9	23.5	6.4	16.2	
Accroissement annuel moyen en volume	1972 à 1977	%	2.7	6.0	4.8	3.7	3.5	2.8	6.3	6.7	11.3	..	9.0	6.1	10.5	..	5.4	2.9	4.9	1.8	8.6	1.6	5.9	1.8	6.7	6.4	2.9	
Importations de marchandises, caf	1977	Millions de dollars des É-U ¹¹	12 240	14 208	40 248 ⁷	39 540	13 260	7 620	70 488	100 704	6 780	612	5 388	47 556	70 809	—	45 600	3 379	12 876	4 956	17 835	20 112	17 904	5 796	63 696	147 852	9 634	
En pourcentage du PIB	»	%	12.8	29.7	50.7	20.1	30.7	25.5	18.5	19.6	26.3	32.2	58.6	24.3	10.3	..	42.9	23.5	36.2	29.2	15.4	25.7	29.3	12.9	26.1	7.8	29.7	
Accroissement annuel moyen en volume	1972 à 1977	%	5.9	7.3	5.8	5.4	4.3	1.5	5.5	5.5	5.1	..	6.3	1.4	3.8	..	3.8	1.8	8.1	3.4	3.8	3.6	1.5	8.7	3.1	4.5	7.2	
RÉSERVES OFFICIELLES TOTALES	Fin 1977	Millions de dollars des É-U	2 384	4 244	5 761 ⁷	4 608	1 671	570	10 194	39 737	1 020	100	2 372	11 629	22 848	—	8 065	445	2 200	1 377	6 590	3 668	13 830	630	21 057	19 390	2 600	
En pourcentage des importations de marchandises	En 1977	%	19.5	29.9	14.3 ⁷	11.7	12.6	7.5	14.5	39.5	15.0	16.3	44.0	24.5	32.3	..	17.7	13.2	17.1	27.8	36.9	18.2	77.2	10.9	33.1	13.1	26.9	

1 En provenance, pour partie, de sources nationales.

2 Population résidente totale.

3 Secteur privé et socialisé.

4 Suivant la définition retenue dans les Statistiques de main-d'œuvre de l'OCDE : industrie extractive, industrie manufacturière, construction et services publics (électricité, gaz et eau).

5 Produit social.

6 A prix constants.

7 Y compris le Luxembourg.

8 Non compris les bateaux opérant outre-mer.

9 Année fiscale commençant le 1^{er} avril.

10 1973.

11 Aux prix et taux de change courants.

12 $\left[\frac{\text{PNB} - (\text{Cons. priv.} + \text{Cons. pub.})}{\text{PNB}} \right] \times 100$

13 1972.

14 1976.

15 En raison de différences dans les champs de couverture, les chiffres ne sont pas strictement comparables. Pour plus de détails se reporter à l'« Annuaire des statistiques de l'enseignement — volume 1 (1974) et volume 2 (1975) — OCDE, Paris ».

16 1974.

17 Nombre de morts dans la première année pour 1 000 naissances vivantes

OECD SALES AGENTS DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINA - ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L., Florida 165,
BUENOS-AIRES, Tel. 33-1787-2391 Y 30-7122

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Australia & New Zealand Book Company Pty Ltd.,
23 Cross Street, (P.O.B. 459)
BROOKVALE NSW 2100 Tel. 938-2244

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold and Co., Graben 31, WIEN 1. Tel. 52.22.35

BELGIUM - BELGIQUE

LCLS
44 rue Otlet, B1070 BRUXELLES -Tel. 02-521 28 13

BRAZIL - BRÉSIL

Mestre Jou S.A., Rua Guaiapá 518,
Caixa Postal 24090, 05089 SAO PAULO 10. Tel. 261-1920
Rua Senador Dantas 19 s/205-6, RIO DE JANEIRO GB.
Tel. 232-07. 32

CANADA

Renouf Publishing Company Limited,
2182 St. Catherine Street West,
MONTREAL, Quebec H3H 1M7 Tel. (514) 937-3519

DENMARK - DANEMARK

Munksgaards Boghandel,
Nørregade 6, 1165 KØBENHAVN K. Tel. (01) 12 85 70

FINLAND - FINLANDE

Akateminen Kirjakauppa
Keskuskatu 1, 00100 HELSINKI 10. Tel. 625.901

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE,
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16. Tel. (1) 524.81.67
Principal correspondant :
13602 AIX-EN-PROVENCE : Librairie de l'Université.
Tel. 26.18.08

GERMANY - ALLEMAGNE

Alexander Horn,
D - 6200 WIESBADEN, Spiegelgasse 9
Tel. (6121) 37-42-12

GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann, 28 rue du Stade,
ATHÈNES 132. Tel. 322.21.60

HONG-KONG

Government Information Services,
Sales and Publications Office, Beaconfield House, 1st floor,
Queen's Road, Central. Tel. H-233191

ICELAND - ISLANDE

Snaebjörn Jónsson and Co., h.f.,
Hafnarstræti 4 and 9, P.O.B. 1131, REYKJAVÍK.
Tel. 13133/14281/11936

INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co.:
NEW DELHI, Scindia House. Tel. 45896
CALCUTTA, 17 Park Street. Tel. 240832

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni:
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE. Tel. 579751
Via Bartolini 29, 20155 MILANO. Tel. 365083
Sub-depositari:
Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00 186 ROMA. Tel. 674628
Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20121 MILANO. Tel. 865446
Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO. Tel. 519274
La diffusione delle edizioni OCSE è inoltre assicurata dalle migliori
librerie nelle città più importanti.

JAPAN - JAPON

OECD Publications and Information Center
Akasaka Park Building, 2-3-4 Akasaka, Minato-ku,
TOKYO 107. Tel. 586-2016

KOREA - CORÉE

Pan Korea Book Corporation,
P.O.Box n° 101 Kwangwhamun, SÉOUL. Tel. 72-7369

LEBANON - LIBAN

Documenta Scientifica/Redico,
Edison Building, Bliss Street, P.O.Box 5641, BEIRUT.
Tel. 354429-344425

MEXICO & CENTRAL AMERICA

Centro de Publicaciones de Organismos Internacionales S.A.,
Av. Chapultepec 345, Apartado Postal 6-981
MEXICO 6, D.F. Tel. 533-45-09

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Staatsuitgeverij
Chr. Plantijnstraat
S-GRAVENHAGE. Tel. 070-814511
Voor bestellingen: Tel. 070-624551

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE

The Publications Manager,
Government Printing Office,
WELLINGTON: Mulgrave Street (Private Bag),
World Trade Centre, Cubacade, Cuba Street,
Rutherford House, Lambton Quay. Tel. 737-320
AUCKLAND: Rutland Street (P.O.Box 5344), Tel. 32.919
CHRISTCHURCH: 130 Oxford Tce (Private Bag), Tel. 50.331
HAMILTON: Barton Street (P.O.Box 857), Tel. 80.103
DUNEDIN: T & G Building, Princes Street (P.O.Box 1104),
Tel. 78.294

NORWAY - NORVÈGE

Johan Grundt Tanums Bokhandel,
Karl Johansgate 41/43, OSLO 1. Tel. 02-332980

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-Azam, LAHORE 3.
Tel. 66839

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70-74,
1117 LISBOA CODEX.
Tel. 360582/3

SPAIN - ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, S.A.
Castelló 37, Apartado 1223, MADRID-1. Tel. 275.46.55
Libreria Bastinos, Pelayo, 52, BARCELONA 1. Tel. 222.06.00

SWEDEN - SUÈDE

AB CE Fritzer & Kungl Hovbokhandel,
Box 16 356, S 103 27 STH, Regeringsgatan 12,
DS STOCKHOLM. Tel. 08/23 89 00

SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENÈVE 11. Tel. 022-31.89.50

TAIWAN - FORMOSE

National Book Company,
84-5 Sing Sung Rd., Sec. 3, TAIPEI 107. Tel. 321.0698

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O.B. 569,
LONDON SE1 9 NH. Tel. 01-928-6977. Ext. 410 or
49 High Holborn, LONDON WC1V 6 HB (personal callers)
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM, BRISTOL,
MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA

OECD Publications and Information Center, Suite 1207,
1750 Pennsylvania Ave., N.W. WASHINGTON, D.C. 20006.
Tel. (202) 774-1857

VENEZUELA

Libreria del Este, Avda. F. Miranda 52, Edificio Galipán,
CARACAS 106. Tel. 32 23 01/33 26 04/33 24 73

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36, BEOGRAD.
Tel. 621-992

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à :

OCDE, Bureau des Publications, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to:

OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

PUBLICATIONS DE L'OCDE

**2, rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16
N° 41 116 1979.**



IMPRIMÉ EN FRANCE

**(10 79 28 2) ISBN 92-64-21908-0
ISSN 0376-6438**

OCDE

Département des Affaires Économiques et Statistiques

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES
*Études détaillées du développement économique
dans chaque pays de l'OCDE*

Par pays F 12,00 £ 1.50 \$ 3.00

Abonnement pour la série F 200,00 £ 24.00 \$ 50.00

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

*En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique
récente dans la zone OCDE et évaluent les perspectives
au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives.*

*En supplément, cette publication contient fréquemment
des études spéciales destinées à faciliter
l'interprétation des tendances économiques.*